



INTERNATIONALE SOCIALISTE

# Pour un Nouvel Internationalisme et une Nouvelle Culture de Solidarité

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

XXIV Congrès de  
l'Internationale Socialiste  
le Cap, Afrique du Sud  
30 août-01 septembre  
2012

**Publié par  
l'Internationale Socialiste  
Maritime House  
Old Town, Clapham  
Londres SW4 0JW  
Royaume Uni**

---

## Table des matières

Introduction	1
La réponse social-démocratique à la crise financière	2
Droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde	43
Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme	104
Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité	152
In Memoriam	162
Liste des activités de l'IS pendant la période inter-Congrès	165

# POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME ET UNE NOUVELLE CULTURE DE SOLIDARITÉ

Je suis heureux de présenter ce rapport au XXIV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Socialiste au Cap. C'est la première fois que notre Congrès se réunit en Afrique. La lutte du peuple de ce continent pour instaurer une société qui respecte les droits, les libertés et la démocratie n'a pas seulement fait tomber les dictatures, brisé les barrières et ouvert de nouveaux horizons à tous, mais ce faisant, a ouvert la voie aux partis politiques, mouvements et organisations inspirés par les valeurs de la social-démocratie qui se sont développées et épanouies en Afrique. En effet, la social-démocratie en Afrique est actuellement l'un des piliers de notre mouvement mondial et les partis politiques de ce continent constituent les gouvernements démocratiques ou les partis de l'opposition qui mènent et déterminent la vie politique dans de nombreux pays.

Nous sommes venus ici du monde entier en cette année qui marque le centenaire de la fondation de l'un de nos partis membres, le Congrès National Africain, afin de trouver la voie à suivre pour relever les défis d'un monde nouveau sous l'égide d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité.

Depuis notre dernier Congrès à Athènes, l'Internationale Socialiste a déployé des efforts constants afin de réaliser nos objectifs communs et d'implanter nos valeurs et nos ambitions communes dans la société d'aujourd'hui. À cette époque de grands changements, où le paysage politique s'est profondément transformé, notre organisation doit s'atteler, peut-être plus qu'à tout autre moment de l'histoire, à réaliser l'espoir et la promesse de la social-démocratie. Nous devons œuvrer sans relâche pour imaginer une meilleure alternative au système financier mondial actuel, défendre la démocratie et les droits de la personne, promouvoir le multilatéralisme afin de garantir un avenir plus durable à l'échelle mondiale, promouvoir et bâtir une société mondiale basée sur la solidarité entre les peuples et les nations.

Dans les pages suivantes, vous trouverez des informations sur les nombreuses initiatives que notre organisation, malgré ses ressources très limitées, et motivée par un sa volonté de réussir, a lancées lors de cette dernière période inter-Congrès. Notre président, les membres de notre Présidium, les présidents de nos Comités, et tous ceux qui ont participé à notre mission, méritent notre sincère gratitude.

Luis Ayala, Londres, août 2012

# LA RÉPONSE SOCIALE-DÉMOCRATE À LA CRISE FINANCIÈRE

«La crise mondiale a révélé les énormes inadéquations et erreurs sur lesquels notre système financier est basé. L'étendue de l'échec du système est telle que nous ne pouvons pas continuer à vivre dans un monde où l'écart des inégalités continue à s'étendre, notre environnement s'est dramatiquement détérioré et où le monde financier est dirigé par des pratiques spéculatives et débridées. Les inégalités croissantes dans nos sociétés sont à la fois un échec moral, économique et politique résultant en une basse demande globale, de hautes dettes pour des milliers de millions de personnes, et un sentiment désespéré d'impuissance pour nos citoyens - indiquant la capture de nos processus démocratiques par des intérêts spéciaux puissants.

Le défi du 21<sup>e</sup> siècle est d'aligner le système économique global avec les valeurs et principes d'une société démocratique et juste. Nous ne cherchons pas à reformuler les vieilles institutions mais de créer un nouveau système qui garantira une prospérité partagée et le bien-être pour toutes les personnes.»

*Message de la Commission de l'Internationale Socialiste sur les Questions financières mondiales réunie à New York, le 31 mars 2009, au Sommet du G20 à Londres*

## Présidium, Nations unies, New York

Le **26 septembre 2008**, les leaders de l'Internationale Socialiste se sont réunis



*Présidium, New York*

aux **Nations unies, New York**, pour aborder le problème de la crise financière. Parmi les chefs d'État et du Gouvernement qui ont assisté à cette rencontre se trouvaient S.E. Michelle Bachelet, Présidente du Chili; S.E. Tarja Halonen, Présidente de Finlande; S.E. Jalal Talabani, Président de l'Iraq; Alfred Gusenbauer, Chancelier

d'Autriche; S.E. Martin Torrijos, Président du Panama; S.E. Boris Tadic, Président de Serbie et Sanjaagiin Bayar, Premier ministre de la Mongolie.

Des invités de l'ONU étaient également présents, notamment le Directeur général de l'OIT, Juan Somavía, l'administrateur du PNUD, Kemal Dervis, et la secrétaire exécutive de la CEPAL, Alicia Bárcena. Les débats de notre Présidium ont souligné l'ampleur et l'importance de la crise. Les signes avant-coureurs de la vulnérabilité mondiale s'avéraient inévitables dans un système fondé sur la rapacité économique associée à une mauvaise gestion et réglementation politiques. Les membres ont demandé que les pays se détournent d'un modèle de société fondé uniquement sur la création de l'argent par l'argent, pour revenir à des économies réelles et saines.

Dès le départ, nous avons eu à cœur de souligner l'importance de règles financières claires et transparentes et nous avons demandé l'établissement d'une Organisation financière mondiale pour renforcer la réglementation internationale et la redevabilité. Nous étions unanimes pour dire qu'une réponse progressiste requiert une approche intégrée qui accorde le même degré d'importance aux préoccupations financières, économiques, sociales et environnementales. Nous tenions aussi à souligner le fait que la crise ne devait pas entraver la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); et que la communauté internationale ne devait pas relâcher ses efforts pour éradiquer la pauvreté et les inégalités mondiales.

Au cours de la réunion, tous ont convenu qu'il ne s'agissait pas d'une «ère de changement, mais du changement d'une ère». Ce moment décisif pour les forces social-démocratiques nous a permis de définir un nouveau paradigme et de réelles solutions. À cet effet, le Présidium a décidé d'établir une Commission de l'Internationale Socialiste pour les Questions financières mondiales chargée de formuler des directives claires et opportunes ainsi qu'une feuille de route pour sortir de la crise.

## **Première réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales**

Nous avons organisé une série de réunions de la Commission de l'IS sur les Questions financières mondiales, dont la première s'est tenue **le 3 novembre 2008 à Vienne, Autriche**. La Commission a réuni des leaders politiques, des ministres et des experts venus des quatre coins du monde, et elle a été présidée



**Prof. Stiglitz et des membres  
de la commission QFI**

par le lauréat renommé du prix Nobel, le Professeur Joseph Stiglitz. La réunion de Vienne, accueillie par Alfred Gusenbauer, Chancelier d'Autriche et membre de la Commission, a exposé les principes directeurs de la réponse social-démocrate à la crise financière mondiale. En considération de l'urgence de la crise et de ses répercussions sur les pays émergents et en développement, nous avons

énoncé cinq initiatives pratiques pour aider ceux qui sont les plus affectés par la crise. Nous avons demandé qu'une nouvelle relation entre le gouvernement et le marché soit établie, et avons souligné que la confiance ne serait pas restaurée sur les marchés financiers à moins d'un changement de comportement opéré par le biais d'une réglementation cohérente et vigoureuse, assortie de réformes de grande envergure appliquées au système financier international.

Nous avons formulé cinq recommandations: une caisse de sécurité sociale pour aider les pays en développement dont les régimes de sécurité sociale sont inadéquats; un Fonds de développement pour les petites entreprises; un Fonds de financement des infrastructures pour contribuer à stimuler l'économie; une ligne de liquidité à court-terme pour les pays émergents et en développement que le Fonds monétaire international (FMI) devrait tout de suite mettre en place; de nouvelles sources de financement et des facilités de crédit pour pallier l'insuffisance des ressources financières des institutions multilatérales et des banques régionales de développement, ainsi que des réformes plus radicales dans la gouvernance économique mondiale. Ces propositions ont été développées dans une déclaration de la Commission intitulée *À la recherche d'une nouvelle relation entre le gouvernement et le marché.*



**Commission GFI, Vienne**

## Conseil, Vallarta, Mexique

Lors de la réunion de notre Conseil à **Vallarta, Mexique**, les **17-18 novembre 2008**, notre organisation a profité de l'occasion pour expliciter notre point de vue sur la crise actuelle. Nous avons été accueillis par le Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, et le Parti de la révolution démocratique, le PRD.



Nous nous sommes focalisés sur le rôle critique de la politique, du gouvernement et de la réglementation pour garantir une économie mondiale durable et équitable. Nous avons également évoqué le changement de la situation internationale, suite à l'élection de Barack Obama comme Président des États-Unis, ainsi que des opportunités de coopération internationale et de multilatéralisme.

Les débats ont souligné l'importance d'une approche intégrée face à la crise, qui s'intéresse non seulement à l'aspect financier de la crise, mais également à ses répercussions environnementales et énergétiques, sans oublier le problème de la pauvreté. Le mouvement social-démocratique mondial a profité des nouvelles opportunités et responsabilités qui se sont présentées à lui pour intégrer ses préoccupations au cœur de l'agenda pour l'établissement d'un nouveau paradigme économique. Ces préoccupations concernaient les emplois, les pensions de retraite, la santé, l'éducation et la gouvernance démocratique.

Un retour à la politique était indispensable et c'est ainsi que nous avons proposé l'établissement d'une architecture financière basée sur les principes sociaux-démocrates. Nous avons énuméré une série d'approches intéressantes et innovantes et de pratiques exemplaires pour les politiques d'inclusion sociale du monde entier, notamment dans les pays émergents et en développement. Nous avons évoqué plusieurs exemples comme les politiques en faveur des travailleurs



migrants du Mexique, les projets de développement social au Guatemala, les politiques de création d'emploi en Angola, les programmes d'inclusion sociale pour les peuples indigènes au Pérou, et la nécessité d'une évolution démocratique en Guinée Équatoriale.

## **Commission sur les QFM, New York**

Nous avons de nouveau convoqué notre Commission sur les Questions financières mondiales au siège des Nations unies à **New York le 31 mars 2009**, afin de poursuivre nos discussions concernant notre réponse à la crise financière, avant le Sommet du G-20 2009 qui devait avoir lieu à Londres.



Notre président de la commission, le Professeur Joseph Stiglitz, a tenu un discours liminaire avant d'ouvrir le débat sur les insuffisances et les erreurs du système économique qui ont aggravé l'inégalité et la crise dans le monde. Nous avons demandé une nouvelle série de règles pour l'économie mondiale, règles qui n'assujettissent pas les citoyens aux velléités du marché. Les marchés devraient servir les besoins des gens, au lieu de leur imposer les pires conséquences de la crise.

Nous avons délivré un message aux leaders du G-20 et leur avons demandé que des actions internationales décisives soient entreprises pour restructurer, réglementer et réformer le système financier mondial. Par ailleurs, la Commission a demandé l'introduction de nouvelles normes régissant les activités financières selon leurs fonctions, l'établissement de nouvelles normes obligatoires de transparence et de ponctualité, la suppression des paradis fiscaux, et l'établissement d'une nouvelle Organisation mondiale des finances qui établira des normes mondiales assorties de mesures coercitives mondiales. Nous avons reconnu que le cadre G-20 avait permis à la communauté internationale

de franchir une étape dans la recherche d'une réponse mondiale coordonnée, tout en soulignant qu'il fallait aussi engager les autres nations à chercher des solutions communes pour faire face à la crise.

## Conseil, Budva, Monténégro



*Ranko Krivokapić et Milo Djukanović*

Depuis le début, nous nous sommes constamment concentrés sur la crise. Nous n'avons jamais cessé d'examiner son impact dans le monde, d'élaborer et de diffuser des propositions pour y pallier, et d'introduire des réformes financières. Nous avons organisé la réunion suivante du Conseil à **Budva, Monténégro, le 29-30 juin 2009**. Le Premier ministre Milo Djukanović du Parti démocratique des socialistes nous a réservé un

accueil chaleureux et nous a entretenu sur son parti et le succès de la coalition lors des élections de 2009, déclarant que dans une '... crise financière d'une telle envergure, les valeurs universelles étaient d'autant plus importantes'. Ranko Krivokapić, président du parlement et leader du parti social-démocrate, s'est déclaré honoré d'accueillir la plus grande organisation internationale de ce type au monde, et il a noté l'importance d'une Internationale comme la nôtre en un temps où le monde était confronté à un nouveau tournant et à de nouveaux défis. Dans son discours sur l'impact de la crise sur l'économie réelle, il a



rappelé aux délégués que l'histoire jugera de la réponse des gouvernements et des partis politiques à la crise financière actuelle dans le monde. George Papandréou, notre Président, a déclaré que la liberté avait été mesurée jusqu'à présent en termes d'argent à dépenser, ou de crédit autorisé par le système bancaire. Les socialistes, a-t-il souligné, définissaient la liberté comme le pouvoir réel dont dispose un citoyen pour prendre des décisions affectant son quartier, sa ville, son village, sa nation. Les gens ne devraient pas seulement être envisagés comme des consommateurs, a-t-il dit, car il n'y a qu'une façon de réaliser des progrès: il faut une société plus égalitaire, plus humaine, où les citoyens sont autonomisés.

Eero Heinäluoma, Vice-président de l'IS de Finlande et membre de la Commission de l'IS sur les Questions financières mondiales, a donné un discours liminaire. Il a souligné que la politique devait retrouver son rôle dans le pilotage du développement et que la justice ne pouvait être atteinte sans modifier les anciens privilèges et structures qui avaient créé l'inégalité. Il a noté qu'il fallait relancer l'économie de façon durable par le biais de politiques de stimulation qui ont caractérisé la pensée social-démocrate économique de-puis des décennies. Après lui, Christoph Zöpel, le président du Comité de l'IS sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, a parlé de la reconstruction de l'économie mondiale, faisant état des avantages de l'État-providence à l'échelle mondiale, qui facilite le plein emploi pour la population active et la sécurité sociale pour les personnes âgées.

Ségolène Royal, Vice-Présidente de l'IS, a fait remarquer que, face à la crise, les socialistes doivent assumer une part de responsabilité plus importante. Les gens s'attendent à ce que nous fassions sortir de l'ordre du chaos et il nous incombe de mettre en place de nouvelles règles afin de réduire les inégalités et d'assurer la sécurité. Nous sommes devant une croisée des chemins et nous devons faire face à de nombreux défis, a-t-elle ajouté, en décrivant la crise actuelle comme une crise de civilisation. La présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes, Pia Locatelli, a aussi décrit la crise comme une catastrophe provoquée par les hommes. Elle a souligné que les femmes ne participent pas encore de manière significative au pouvoir politique et demeurent pratiquement exclues des processus décisionnaires dans le secteur financier, malgré le fait qu'elles aient été les plus touchées par la récession. Elle a demandé l'intégration de la spécificité de genre dans la résolution des problèmes liés à la crise financière, notamment l'investissement dans les crèches, l'éducation, les soins de santé et les emplois pour les femmes. Lors de l'adoption d'une résolution sur l'économie mondiale, nous avons également réitéré le fait que la crise ne doit pas remettre en cause la

réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, de crainte que 100 millions de personnes supplémentaires ne demeurent ou ne deviennent pauvres.

### Conseil, Saint Domingue, République dominicaine



Nous avons évalué la crise de nouveau, lors de la réunion de notre Conseil, qui s'est tenue à **Saint Domingue, République dominicaine, le 23-24 novembre 2009**. Nous avons adopté une résolution exposant les répercussions des politiques sur la crise financière qui avaient appliquées par de nombreux gouvernements. La résolution a noté que les politiques de sauvetage des banques par les gouvernements et les plans de relance budgétaire avaient amené une baisse du produit mondial brut (PMB) en 2009. Cette baisse était directement liée au chômage croissant qui risquait de s'aggraver entre 2010-2012. Les résolutions ont en outre souligné les immenses inégalités entre les niveaux de développement depuis la récession. Dans son évaluation des solutions pour pallier les impacts de la crise, la résolution a suggéré que la Chine et l'Inde, en tant qu'économies émergentes devraient assumer un rôle plus important dans le développement économique mondial. La Chine, par exemple, pourrait utiliser les économies substantielles qu'elle a pu réaliser, pour stimuler la demande nationale et améliorer son système de sécurité sociale.

La résolution a proposé une stratégie de politique mondiale coordonnée. Le fait de réduire les programmes de relance, engendre un 'choc négatif' dans l'économie. Les réductions déséquilibrées, brusques et surtout prématurées de ces programmes de relance interrompent le processus de reprise économique. De nombreux États se sont fortement endettés afin d'empêcher l'aggravation de la crise. Même sans de telles mesures compensatoires, les déficits vont croissants,

parce que les récessions entraînent la baisse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses. La façon dont les renflouements ont été menés dans plusieurs États a contribué à augmenter la dette publique à long-terme. Les gouvernements répondent tout naturellement à ces déficits croissants par la réduction des dépenses, mais il n'en demeure pas moins que les services pour les pauvres et les investissements de base dans le domaine des infrastructures, de l'éducation et de la technologie doivent être maintenus. À défaut de quoi, avon-nous dit, les coûts de la crise à long-terme augmenteront et les victimes innocentes de la crise seront assujetties à des coûts supplémentaires.

Nous avons constaté de façon catégorique, que c'est au secteur financier d'assumer les coûts de la crise. Les renflouements renouvelés sont des subventions accordées au secteur financier, et de telles subventions contribuent à un secteur hypertrophié et affaiblissent les incitations. Par ailleurs, les mesures protectionnistes appliquées par les États sont extrêmement néfastes, car elles réduisent les possibilités d'exportation des pays moins développés. L'Afrique, l'Europe du Sud-Est et le Mexique, entre autres, seraient atteints par ces mesures. Certaines mesures de relance adoptées ont recours à des pratiques commerciales déloyales puisqu'elles octroient des subventions et des incitations aux entreprises nationales. La reprise économique des États moins développés est ainsi freinée car ceux-ci n'ont pas les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des mesures de relance budgétaire et soutenir leurs industries nationales. Nous nous sommes félicités des Sommets du G20 de Londres et de Pittsburgh où les pays concernés se sont engagés à s'abstenir d'élever de nouvelles barrières à l'investissement ou au commerce des biens et services, d'imposer de nouvelles restrictions aux exportations et d'appliquer des mesures incompatibles avec l'OMC afin de stimuler les exportations.

### **Commission sur les Questions financières mondiales, Université Columbia, New York**

La crise financière, qui a atteint son point culminant en 2008, a néanmoins perduré depuis lors. L'ampleur de la crise et la portée mondiale de ses répercussions signifient que la relance ne pou-vait pas se faire rapidement. Au cours de l'année 2009, nous étions particulièrement préoccupés en entendant les rumeurs des médias selon lesquelles la crise serait terminée. Le **21 septembre 2009**, nous avons convoqué une réunion de la Commission de l'IS sur les Questions financières mondiales à l'**Université de Columbia, New York**, afin d'établir un rapport sur la situation financière mondiale à l'époque. Le Professeur



*Commission QFI, New York*

Joseph Stiglitz, Alfred Gusenbauer, ancien Chancelier autrichien et vice-président de l'IS; Elio Di Rupo, leader du parti socialiste en Belgique et vice-président de l'IS; Eero Heinäluoma vice-président de Finlande; et Martín Torrijos, ancien Président du Panama et vice-président de l'IS, entre autres, nous ont rejoints.

Bien que les indicateurs financiers affichaient de meilleurs résultats à l'époque, le niveau du chômage

mondial demeurait extrêmement élevé, et nous savions qu'il était susceptible d'augmenter encore. À l'époque, la croissance mondiale s'élevait à environ 1%, ce qui n'était pas un chiffre suffisant pour nous rassurer. Nous sommes convenus que les mesures prises pour enrayer la crise devaient être maintenues. Selon nous, les 'stratégies de sortie de la crise', exerceraient une pression sur le déficit budgétaire et accroîtraient la dette publique. Nous avons averti du danger d'un 'revers' dans la 'limitation de la crise', qui pourrait s'étendre de l'économie réelle gravement atteinte pour atteindre le secteur financier. En outre, certains parmi les groupes les plus vulnérables touchés par la crise, considéraient que les mesures de relance étaient injustes, ce qui a engendré des sentiments compréhensibles de colère et de désaffection. Pour pallier ce problème, nous avons souligné que les politiques sociales et l'aide ne devaient en aucun cas être affectées ni supprimées sous prétexte de relance budgétaire.

Le chômage avait considérablement augmenté en Europe. Alors que la région était censée connaître une croissance économique de l'ordre de 1% en 2010 et 2011, cette croissance était manifestement insuffisante pour relancer l'économie, et le niveau du chômage resterait vraisemblablement élevé. En fait, la reprise de l'emploi pourrait prendre entre quatre et cinq ans pour atteindre le niveau d'avant la crise, soulignant la nécessité de renforcer les mesures en faveur de l'emploi. Notre Commission a examiné les détails du *Pacte mondial pour l'emploi*, proposé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui requiert la correction des déséquilibres existant avant la crise. Il fallait rétablir l'équilibre entre l'État, la société, le particulier et le marché – au lieu de placer l'économie au-dessus de la société ou de l'environnement, la productivité au-dessus des salaires, le capital au-dessus des emplois. Nous avons reconnu que pour bon

nombre de citoyens, le secteur financier et bancaire représentait, avant la crise, une certaine mesure de sécurité. La crise a révélé une faiblesse majeure dans la gouvernance. La politique devait fournir du réconfort et redonner confiance. Ce rapport a également noté que la concentration des mesures d'aide en faveur des grandes institutions n'était pas une démarche égalitaire. L'aide vers des banques plus petites, locales et régionales, faciliterait l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises. Les pays avaient aussi à subir la réticence de certains gouvernements à augmenter les dépenses publiques, ainsi que l'impact de la faible demande internationale et de la faiblesse du secteur des consommateurs sur les économies dépendantes du secteur des exportations.

### **Présidium et Conseil, Nations unies, New York**

Le rapport de la réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales, tenue à l'Université de Columbia, a été présenté au Présidium de l'IS deux jours plus tard, le **23 septembre 2009**, lorsque nous nous sommes réunis au siège des **Nations unies à New York**. De concert avec certains chefs d'État et du



gouvernement, nous avons abordé la question de la crise. La Commission a souligné les priorités du point de vue social-démocrate quant à la phase actuelle de la crise et Juan Somavia, le directeur général de l'OIT a également présenté au Sommet G20 de Pittsburgh

l'initiative de son organisation, le *Pacte mondial pour l'emploi*.

Nous avons préparé un autre rapport l'année suivante lors de la réunion du Conseil, qui s'est également tenue au siège des **Nations unies à New York le 21-22 juin 2010**. Le Conseil a été précédé le 19 juin, par une réunion de la Commission de l'IS sur les Questions financières mondiales chargée de préparer la proposition.

Eero Heinäluoma, cherchant à évaluer le rapport et la situation de l'économie mondiale avant les Sommets du G8 et du G20 à Toronto, a déclaré que l'économie mondiale requerrait toujours une politique économique bien coordonnée entre les grandes économies mondiales, ainsi que des réformes financières, de nouvelles exigences en fonds propres contra-cycliques et une gouvernance mondiale plus poussée.

## Commission sur les QFM, Poros, Grèce

Nous avons prévu la prochaine réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales à **Poros, Grèce, le 12 juillet 2010**.



Notre Président, George Papandréou, était également notre hôte à cette occasion. Le Professeur Joseph Stiglitz a accueilli les participants, notamment Prof. James Galbraith et Prof. Richard Parker, des professeurs universitaires venus des États-Unis, ainsi

que Peter Kellner, un analyste politique britannique.

Nous avons ouvert la séance en exprimant notre déception par rapport à l'absence de stratégie unifiée qui aurait dû résulter de la conférence du G20 de Toronto, et nous avons profité de l'occasion pour réitérer l'appel en faveur de solutions multilatérales à la crise mondiale. Les participants ont évoqué la crise de la dette souveraine, le glissement des préoccupations économiques des finances privées vers les finances publiques, et le rôle joué par les agences de notation et les spéculateurs.

Nous avons souligné que l'absence de demande globale au niveau national et international avait aggravé la crise financière en 2010. Lorsque le secteur privé s'est effondré en 2008, l'investissement du gouvernement était nécessaire pour renflouer la demande, mais au cours de 2010, la demande internationale était tout simplement insuffisante pour que les pays atteints puissent échapper à leurs problèmes par le biais des exportations. Lors de cette réunion, nous avons proposé trois mécanismes pour accroître la demande globale. Premièrement, une redistribution des revenus au moyen d'une taxe bancaire ou de l'augmentation de l'impôt sur les revenus des particuliers à haut revenu qui feraient passer les richesses d'entre les mains de ceux qui ne veulent pas dépenser vers ceux qui seraient prêts à le faire ; deuxièmement, un nouveau système mondial de réserves qui permettrait de distribuer l'argent aux pays en développement, leur procurant ainsi un certain pouvoir d'achat et contribuant à stimuler la demande en utilisant des ressources sinon inutilisées ; et troisièmement, dans la mesure où de nombreuses banques devaient encore supporter la charge de leurs



engagements passés, nous avons proposé la création de nouvelles institutions financières comme des banques de développement, des banques vertes susceptibles de créer de nouveaux mécanismes, libérant ainsi le flux de crédit afin de s'assurer que les ressources répondent aux besoins du public. Compte-tenu du fait que les économies émergentes génèrent plus de 50% du PMB, nous avons également réfléchi à des options permettant de stimuler la demande globale mondiale. Les États émergents ont la capacité de stimuler la croissance et la demande pendant d'une période de relance économique, à condition que les ressources soient mises à leur disposition.

Les participants ont également fait part de leurs réactions par rapport à la récente vague de politiques d'austérité proposées par les gouvernements européens. Nous avons convenu que cette stratégie ne marcherait pas. La conséquence inéluctable des politiques d'austérité serait une augmentation du taux de chômage, déjà très élevé à ce moment, ce qui allait réduire encore les recettes de l'État et provoquer ainsi un retour à la récession. La moitié de l'augmentation du déficit budgétaire enregistré depuis le début de la crise, résulte de cet effondrement des recettes, les politiques discrétionnaires de relance mises en œuvre par les gouvernements ne représentant que 7.5% de cette augmentation. Lors de cette réunion, nous avons souligné qu'une nouvelle baisse des recettes due aux mesures d'austérité allait sans aucun doute exacerber les problèmes de déficit. Les membres de la Commission sont convenus que des objectifs plus réalistes étaient nécessaires pour la consolidation du budget.

Nous sommes convenus qu'il fallait établir des objectifs plus réalistes en vue de l'assainissement du budget. Nous étions en outre d'accord pour exiger un secteur financier plus transparent, un meilleur système de gouvernance mondiale, et pour tirer les leçons des opérations de sauvetages bancaires, où l'utilisation des fonds s'était avérée parfois incompatible avec les motifs pour lesquels ils avaient été octroyés. Nous avons de nouveau demandé aux banques d'investir dans l'économie



*Discussions avec Prof. Joseph Stiglitz et George Papandréou*

réelle, et dans les petites et moyennes entreprises, plutôt que dans des placements à risque élevé. Nous avons demandé l'application de l'alternative social-démocratique qui tient compte des valeurs sociales fondamentales de la durabilité dans le développement humain et économique. L'IS devrait promouvoir cette alternative à la compression budgétaire et aux politiques d'austérité prônées par ceux-là mêmes qui ont plongé l'économie mondiale dans la crise.

Certains participants à la réunion de Poros avaient, dans le passé, vécu dans des pays qui n'étaient pas des modèles de démocratie, mais avaient des régimes répressifs dominés par les intérêts personnels. Par conséquent, le sentiment général voulait que le débat ne soit pas présenté en termes de l'État contre le marché, mais cherche plutôt comment contraindre le marché à servir le peuple. Il vaut la peine de se battre pour établir la gouvernance mondiale. Nous avons été encouragés de constater un consensus croissant en faveur d'une taxe sur les transactions financières. Cette initiative avait été promue par l'IS et permettrait de redistribuer une partie de la richesse totale supplémentaire créée par la libre circulation des biens. L'augmentation de la richesse mondiale qui en résulte, pourrait ainsi procurer aux gens plus de sécurité ainsi qu'une couverture sociale adéquate. La réunion tenue à Poros a débouché sur un solide consensus selon lequel il conviendrait de mettre l'accent sur la croissance, avec un objectif à long-terme de réduction de la dette publique et du déficit budgétaire, une fois que la reprise économique serait assurée.

En 2011, trois ans après la crise financière mondiale, les manifestations de citoyens désillusionnés et victimes du krach économique, ont secoué le monde entier. Depuis la récession, l'Internationale Socialiste s'est tenue aux côtés de ceux qui participent à un mouvement inspiré par un désir sincère de changer les choses. Nous avons été encouragés de voir la renaissance d'idéaux tels que la coopération et le sentiment de notre humanité commune dont ces activistes ont fait preuve.

En octobre 2011, nous avons publié la déclaration de solidarité suivante:

### **Nous sommes tous des *indignés***

Un sentiment d'agitation balaie le monde. Ces derniers jours et semaines nous avons vu des milliers de citoyens de toutes les sphères de la société se rassembler dans des villes partout au monde pour exprimer de manière pacifique leurs revendications pour un changement fondamental. Ce mouvement croissant

d'indignés est caractérisé par la diversité de ceux qui descendent dans la rue pour marcher, protester et occuper. Les manifestations se sont répandues dans les principaux centres financiers, allant du mouvement Occupy Wall Street à New York aux manifestations dans la City de Londres et à la Banque Centrale Européenne à Francfort. Des milliers ont marché dans les rues de Santiago, Tokyo et du Caire. Ces gens, soutenant différents causes et revendications, sont unis non par une idéologie politique ou allégeance, mais ce sont rassemblés pour exprimer leur colère et leur frustration aux vues des réalités économiques et politiques qui les ont abandonnés ainsi que leurs concitoyens.

De toutes les causes défendues par ce mouvement, celle qui a eu le plus de résonance est celle du rejet de la nature spéculatrice actuelle du capitalisme financier mondial, responsable d'avoir créé la bulle qui a explosé en 2008, laissant l'économie mondiale dans un chaos complet et aux contribuables d'assumer les coûts. Il est inacceptable que ces banques qui ont tiré d'énormes profits de l'endettement d'Etats et d'individus ont ensuite été capables de socialiser leurs pertes tel que nous l'avons vu lors des renflouements majeurs en 2008-9, sans contraintes sévères et de régulations par la suite. De voir un retour à la prise de risque, à la spéculation et aux bénéfices excessifs en un laps de temps si court est un affront à ceux qui souffrent des mesures d'austérité ressenties dans l'économie réelle, et qui à juste titre dirigent leur colère contre ceux qui sont devenus extrêmement riches en promouvant des montages financiers complexes. Ne délivrant aucun bénéfice tangible aux gens en dehors de la bulle économique, ce comportement a directement précipité la crise financière mondiale et son impact destructif dans la vie des centaines de millions de gens autour du monde, résultant en une disparité grandissante des revenus et de la richesse dans ces économies.

Alors que les banquiers continuent de bénéficier des fonds publics et de niches fiscales, les effets des réductions se font sentir par l'augmentation du chômage, la baisse des salaires et une détérioration des conditions de travail. Les valeurs et principes du mouvement social-démocratique mondial sont en adéquation avec cette myriade d'individus s'unissant pour décrier cette injustice, et l'Internationale Socialiste se trouve aujourd'hui au côté de ceux qui, à travers ces manifestations, sont à la recherche d'un système financier équitable et elle assurera que leurs revendications soient entendues. Il est également crucial de ne pas permettre aux conservateurs et à ceux avec un intérêt dans le maintien du statu quo de déformer leurs initiatives en répandant la peur d'une anarchie et de chaos, mais de reconnaître les objectifs communs avec ceux qui protestent et que le

mouvement progressiste a toujours défendu: des emplois plus nombreux et meilleurs, le respect des gens avant le capital, des soins de santé et l'éducation gratuits.

Cela fait trois ans à présent depuis l'éclatement de la crise financière mondiale, et pendant ce temps l'Internationale Socialiste a placé le changement urgent dans la finance mondiale au cœur de son agenda. Le travail de différents organes de notre Internationale sur ces questions dans la période intervenante ont abordé les déséquilibres et les injustices qui existent dans le système actuel et ont proposé des réponses crédibles, fiables et qui font autorité faisant face à l'ordre économique de manière socialement responsable. Conformément à ces positions tenues de longue date, l'Internationale est aujourd'hui solidaire avec ceux participant à un mouvement inspiré par un honnête désir de faire une différence. Après des années pendant lesquelles les vertus supposées d'une société individualiste ont été proclamées par de nombreux gens, il est réconfortant d'assister au quotidien à la renaissance des idéaux désintéressés de coopération et d'humanité commune démontrés par ces activistes.

L'Internationale Socialiste réitère son appel aux dirigeants mondiaux de tenir compte des intérêts de la majorité en entreprenant des actions unifiées pour contrer ce qui est plus que jamais une crise mondiale, actions qui jusqu'à présent ont manqué, suite aux résultats décevants des sommets successifs du G20. Faire preuve d'un multilatéralisme coordonné par les gouvernements pour reconnaître qu'un avenir plus juste et prospère repose sur la lutte contre le court-termisme de ceux motivés par des profits et intérêts personnels, et adopter une vision plus durable de l'économie mondiale qui récompense la responsabilité et pas le risque serait un pas dans la bonne direction. Afin de faire cela, une action est nécessaire pour mettre en œuvre des initiatives telles que la taxe mondiale sur les transactions financières à laquelle l'IS a fait appel depuis un nombre d'années et qui générerait des recettes tout en réduisant la profitabilité des transactions les plus risquées et socialement inutiles.

Portant davantage atteinte est le rôle puissant des agences de notation, dans un temps où de nombreux gouvernements sont aux prises avec les conséquences d'une dette souveraine écrasante. Le fait que des administrations élues soient déstabilisées par des organismes qui n'ont pas de compte à rendre, est une menace pour les principes mêmes de la démocratie et l'influence de ces agences doit diminuer.

Notre mouvement mondial a constamment donné priorité à une reprise basée sur une croissance durable dans l'économie réelle et non pas à une bulle spéculatrice risquant de s'effondrer à tout moment. Avec une gouvernance meilleure et plus mondiale, une réforme des marchés et des institutions ainsi qu'une distribution plus équitable des ressources, nous pouvons recréer un système financier s'alignant en faveur des nombreux et non pas des peu, fournissant une plus grande sécurité, stabilité et justice sociale. Le défi est de transformer l'urgence, la détermination et la résolution de la rue en une action politique concrète. Accomplir ce défi doit être la tâche de notre Internationale aujourd'hui.

Les partis conservateurs ont caché les conséquences du crash financier mondial afin de leur permettre la flexibilité dans les politiques fiscales. Comme *nous sommes tous des indignés* l'a souligné, un plan d'action unifié était nécessaire, et nous sommes convenus que nous allions poursuivre la recherche de cette politique intégrée.

## Réunion du Conseil, Athènes, Grèce



Lors de la réunion du Conseil à **Athènes** le **1-2 juillet 2011**, accueillie par le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), les délégués se sont retrouvés pour surveiller et réévaluer les conséquences continues de la crise financière, notamment à la lumière des événements récents qui ont sévi en Grèce. Michalis Karchimakis, secrétaire général du PASOK, a souhaité la bienvenue à tous les

participants de la réunion à Athènes. George Papandréou a remercié les participants et souligné l'importance de la coopération régionale et mondiale pour faire face à la phase actuelle de la crise financière mondiale. La Grèce a subi les conséquences des marchés financiers non-réglés et l'impact négatif de la spéculation. Le peuple grec, par son suffrage au parlement à la veille du Conseil, a tenu bon, et maintenant l'Europe, les institutions financières internationales et la politique devront jouer leur rôle pour préparer un avenir meilleur.

Dans son discours, Papandréou a expliqué les difficultés auxquelles il a dû faire face pour sauver la Grèce à la suite de la crise économique.

«Ces décisions, a-t-il dit, étaient 'des décisions socialement nécessaires, pour sauvegarder les salaires des ouvriers et des retraités, et éviter que les petites et moyennes entreprises ne fassent faillite. Mais elles nous ont permis d'avoir le temps, les opportunités et l'espoir de connaître un réel et profond changement dans notre société et dans notre pays».

«La crise grecque » a-t-il ajouté, a également « mis en évidence une crise de plus grande envergure en Europe et dans le monde. Mais aujourd'hui l'Europe a un autre potentiel, qu'elle n'a pas encore réalisé. Et c'est d'humaniser la mondialisation, d'humaniser l'économie qui se mondialise. Et c'est un défi que nous, les progressistes du monde entier veulent relever».

Papandréou a noté que nous avons mis en commun nos souverainetés et que nous devons continuer dans cette voie afin de pouvoir surmonter la crise financière. Des problèmes ont été occultés, «Nous avons pu emprunter à bas prix, éviter de mettre en œuvre les changements qu'il aurait fallu mettre en œuvre, mais lorsque la crise nous a frappés, nous n'avions plus la possibilité d'emprunter, alors que d'autres le pouvaient. Et les différences entre les taux d'emprunt, les taux d'intérêt sur les prêts, ne nous ont pas permis de rester compétitifs. Ce sont des problèmes systémiques que nous devons traiter, et être disposés à résoudre».

Il a posé la question cruciale de savoir si nous avons pleinement assumé nos responsabilités - trois ans après la crise financière, nous n'avons pas encore réglé les problèmes à la source de cet effondrement.

«Sommes-nous trop faibles pour améliorer notre transparence sur les marchés financiers dans des domaines tels que les contrats d'échange sur risque de crédit?»



«Nous savons que si une agence de notation décide de nous abaisser d'un cran, elle aura plus de pouvoir dans les décisions que le peuple grec et les membres du parlement grec. Et cela, c'est inadmissible dans le monde, si nous voulons avoir un monde démocratique».

Citant Amartya Sen, lauréat du prix Nobel, Papandréou a dit «les institutions financières ont une place dans le dialogue démocratique. Mais ce n'est pas la même chose que de permettre aux institutions financières internationales et aux agences de notation d'avoir un pouvoir unilatéral pour commander les gouvernements issus d'élections démocratiques». Il a réitéré notre appel en faveur d'une taxe sur les transactions financières, ajoutant qu'un avenir économique durable ne pouvait pas se passer du soutien régional.

Papandréou a conclu sa présentation convaincante en soulignant que le choix doit reposer entre les mains du peuple. Tel serait notre défi démocratique; notre potentiel doit être entre les mains de la majorité et non de la minorité.

### **Redéfinir les marchés dans une démocratie - George Papandréou**

Le cas de la Grèce était significatif. Papandréou a souligné que le déficit de la Grèce n'était pas uniquement un phénomène grec. C'était, a-t-il dit, due à la problématique plus vaste de la réaction du marché à l'accroissement de la dette souveraine.

«Après le renflouement» a déclaré Papandréou, «les gouvernements des pays développés qui avaient sauvé les banques de la catastrophe étaient maintenant punis pour les dettes encourues à des taux d'intérêts excessifs. Ce problème était exacerbé par le fait que les pays en développement se sont trouvés dans une situation de faiblesse relative, due à un manque de compétitivité. Par conséquent, la croissance dans de nombreuses régions du monde développé a été freinée».

La Grèce faisait partie de la zone euro, et devait faire face à des taux d'emprunt élevés parce que, si la zone euro avait bien une monnaie commune, elle ne disposait pas pour autant d'une politique économique commune – sans laquelle il

ne pouvait y avoir d'union fiscale. Papandréou explique,

«En 2009, avant les élections, le gouvernement conservateur a déclaré que le déficit de la Grèce s'élevait à 4%. En réalité, le déficit était de 16% du PNB, et notre endettement avait pratiquement doublé au cours des cinq ans de gouvernement conservateur. Nous sommes devenus un cible facile pour les marchés averses au risque, et avons subi une série d'attaques coordonnées par les spéculateurs et les agences de notation».

«Afin de stabiliser la situation économique qui se dégradait rapidement en Grèce, nous avons signé un accord avec l'UE et le FMI pour obtenir le financement nécessaire. Les conditions de ces prêts devaient servir à mettre en œuvre un programme ambitieux de consolidation budgétaire qui exigeait de profonds sacrifices de la part du peuple grec. Dès 2011, nous avons enregistré la plus grande réduction de déficit qui n'ait jamais existé dans la zone euro. Nous avons ramené le déficit de 36,6 milliards d'euros en 2009 à 18,1 milliards d'euros en 2011».

Papandréou a noté que l'Irlande et le Portugal ont participé à des programmes similaires de discipline budgétaire. Toutefois, les marchés ont continué à présenter des problèmes. Comme l'a expliqué Papandréou,

«ils contrecarrent les décisions politiques et passent outre les institutions démocratiques ... il n'en demeure pas moins que l'Europe a fait trop peu et trop tard pour s'attaquer à la crise».

Dans le cas de la Grèce, c'est la population qui a subi les conséquences et assumé ce lourd fardeau. Papandréou s'est senti obligé de proposer un référendum afin de rendre le pouvoir au peuple grec, et de leur donner l'occasion de choisir leur propre avenir. Il a noté :

«Ce référendum investirait aussi nos politiques d'une légitimité démocratique directe, ce qui était nécessaire avant de passer à des réformes importantes et de briser la résistance des groupes d'intérêts. Alors que certains politiciens en Europe ont réagi





de façon négative, la proposition d'un référendum a changé le débat public. Pour la première fois, des parties qui s'étaient farouchement opposées aux changements budgétaires ou structureux, se sont déclarées favorables à nos accords *euro*».

Papandréou a invité les partis politiques grecs à négocier un gouvernement d'entente nationale qui deviendrait un nouveau gouvernement dirigé par Lucas Papademos.

La situation de la Grèce fait ressortir l'importance d'élaborer de nouvelles politiques au lendemain de la crise. Dans son rapport sur la Grèce, Papandréou a terminé en disant:

«Les institutions financières internationales devraient être reconfigurées. Nous avons besoin d'une gouvernance plus démocratique. Nous avons besoin de transparence. Nous devons redéfinir le rôle des marchés, de la spéculation et de ses dérivés, des agences de notation et des paradis fiscaux. Nous allons continuer à faire entendre notre voix en promouvant des politiques en faveur de la justice sociale et environnementale, et en mobilisant les fonds nécessaires au développement de l'une des régions les plus vulnérables au monde».

## Présidium, Nations unies, New York

Nous avons tenu notre réunion annuelle du Présidium de **2011** au **siège des Nations unies, New York** le **23 septembre**, parallèlement au débat général de l'Assemblée générale des Nations unies, qui a inclus des discussions sur l'impact actuel et les conséquences de la crise financière mondiale. L'événement a



rassemblé des chefs d'État et de gouvernement de la famille de l'Internationale Socialiste.

La réunion a été présidée par Jalal Talabani, vice-président de l'IS et Président de l'Iraq. George Papandréou, étant retenu par les graves événements secouant son pays, a envoyé une lettre au Présidium qui soulignait le

*Jalal Talabani, Président de l'Iraq, et Mahamadou Issoufou, Président du Niger*

rôle positif et proactif joué par l'Internationale Socialiste dans les campagnes menées pour obtenir des instruments économiques permettant d'encourager une croissance plus durable et équitable.

Mahamadou Issoufou, Président du Niger et vice-président de l'IS, Hifikepunye Pohamba, Président de Namibie, Boris Tadić, Président de Serbie, Carlos Gomes Júnior, Premier ministre de Guinée-Bissau, Navinchandra Ramgoolam, Premier ministre de Maurice et Igor Lukšić, Premier ministre du Monténégro, avec José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) ont tous participé à cette réunion .

Nous avons examiné en détail l'impact actuel et les répercussions de la crise financière mondiale sur les divers domaines de l'économie mondiale. Le Président Tadić a expliqué que dans des pays comme la Serbie, le bien-être économique était en grande partie déterminé par l'économie mondiale. Il a évoqué les difficultés que devaient affronter tous les gouvernements pour essayer de surmonter une crise financière d'une telle ampleur. Soulignant la nécessité d'une reprise économique fondée sur la croissance, le Premier ministre Ramgoolam a averti que les marchés émergents risquaient de subir une crise semblable due à l'interdépendance économique. Le Premier ministre Lukšić a également parlé de la nécessité pour les progressistes de reprendre possession des idées issues de notre mouvement, qui constituent la bonne réponse face à la crise, et de retrouver par ce biais la compétitivité électorale.

Les vice-présidents de l'IS participant au débat ont lancé un appel en faveur d'un leadership plus fort et efficace face à la crise de la dette souveraine en Europe,



*Présidium, Nations unies, New York*

qui, ont-ils fait valoir, aurait pu être résolue plus tôt et avec beaucoup moins de difficultés s'il y avait eu la volonté politique à cet égard. L'action concertée et la coopération transfrontalière dans un cadre multilatéral de responsabilité partagée s'avéraient nécessaires, ainsi que la poursuite d'initiatives comme les Euro-obligations et la taxe sur les transactions financières.

Il était évident que les économies émergentes pouvaient contribuer à la solution de la crise en maintenant leur rythme de croissance rapide, malgré le fait que les effets de la crise aient été ressentis. Parlant du problème d'un point de vue régional, le secrétaire général Insulza a fait remarquer que même si l'Amérique latine et les Caraïbes avaient connu une décennie de prospérité, d'énormes disparités dans la distribution des richesses restaient encore à résoudre et les pays périphériques souffraient toujours des effets de la crise mondiale. Il a réitéré qu'il n'y avait pas de solution unique applicable à une seule région pour résoudre la crise actuelle.

# QUATRE ANS PLUS TARD... UNE RÉÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Conseil, San José, Costa Rica



Le Conseil s'est réuni à **San José, Costa Rica, le 23 janvier 2012** avec «la crise financière, les marchés et la démocratie» comme un des thèmes principaux. Accueillis par le Parti national pour la libération (PLN), les leaders et délégués des partis sociaux-démocrates, travaillistes et socialistes du monde entier se sont retrouvés pour discuter de la crise financière quatre ans après son avènement. La Présidente de la République du Costa Rica, S.E. Laura Chinchilla, nous a chaleureusement accueillis et nous avons salué ce pays comme étant un modèle de politiques social-démocratiques réussies. Nous avons souligné que les sociaux-démocrates étaient renommés pour être parmi ceux qui apportaient un leadership progressiste et proposaient des solutions viables à la crise financière. George Papandréou, Président de l'IS, a souligné le besoin urgent de contraindre les marchés à œuvrer pour le bien commun et de protéger le processus démocratique des spéculateurs.



*S.E. Laura Chinchilla, Présidente de la République du Costa Rica,*

Presque quatre ans après le début de la crise financière mondiale, il était clair que les problèmes économiques s'étaient encore aggravés. La croissance de l'économie mondiale ralentissait et les citoyens du monde entier souffraient d'un taux de chômage croissant et de compressions dans les services publics. Les mesures préconisées depuis longtemps par l'Internationale Socialiste, telles que la reconfiguration de l'architecture financière mondiale, une meilleure réglementation, la promotion de la croissance durable et le renforcement de la protection sociale, s'avèraient être de plus en plus indispensables. Ces questions ont été reconnues à San José, où les participants ont pris part à un débat constructif sur les aspects importants de l'économie mondiale. Une résolution du Conseil a été adoptée à l'unanimité qui énonçait une série d'objectifs: la croissance réelle, l'augmentation de l'emploi, la stabilité, la gestion de la crise de la dette souveraine et de ses effets délétères sur la société. Encore une fois, nous avons fait valoir le bien-fondé de la refonte des institutions financières mondiales, d'une réglementation efficace du secteur financier et de nouveaux instruments pour le développement et la croissance durables.



*Commission sur les Questions financières mondiales, Nations unies, New York*

### **Un plan directeur «de sortie progressiste de la crise»**

Quelques mois plus tard, nous avons convoqué de nouveau la Commission sur les Questions financières mondiales au siège des **Nations unies à New York, le 4 avril 2012**. Nous avons prévu de faire un survol mondial de cette phase de la crise financière mondiale et de ses ramifications régionales actuelles.

Nous avons évalué le pronostique pour le redressement de l'économie des États-Unis, la résolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, ainsi que les impacts régionaux et mondiaux. De plus, nous avons examiné les économies

émergentes et leur rôle de plus en plus important dans la reprise, les besoins urgents des pays les plus pauvres et en développement, et les politiques des institutions internationales financières qui façonnent la reprise. Ces débats étaient nécessaires pour élaborer des stratégies visant à mettre la croissance en tête de liste des priorités mondiales et pour établir un plan directeur de 'sortie progressive de la crise'.

Dans leurs exposés liminaires, les membres de la Commission ont noté que les politiques budgétaires inadéquates prolongeaient la récession économique. Il a été reconnu de nouveau que la crise financière était due à des problèmes latents dans l'économie mondiale, à savoir les problèmes systémiques des systèmes bancaires et financiers et les problèmes macroéconomiques de l'inégalité croissante qui conduisent à la défaillance de la demande globale. Nous avons observé que, selon les données à notre disposition, l'inégalité s'est aggravée dans la phase actuelle de la crise financière. Les salaires n'ont pas augmenté ou ont même baissé et la croissance de revenus provenant de la reprise économique n'a profité qu'au 1% de ceux qui gagnent les revenus les plus élevés. Aux États-Unis ce pourcentage de 1% prenait près d'un quart des revenus de la nation, ce qui en termes de richesse représente 40%. Cette redistribution du bas vers le haut, qui transformait la société, avait aussi un impact négatif sur la demande globale, puisque les gens en haut de l'échelle économisent plus que ceux qui sont en bas de l'échelle.

Il nous faut une nouvelle façon de réfléchir aux forces qui façonnent notre société et à la façon dont nos économies servent les besoins de nos citoyens. Les dépenses publiques et les dépenses sociales sont des questions qui font toujours partie de notre agenda – contrairement aux plans forgés par les partis conservateurs – car non seulement, elles font partie de notre éthique mais elles représentent aussi une nécessité économique. Des salaires plus élevés apportent une augmentation de la demande globale sans faire augmenter la dette; de plus la vaste majorité des gens appuierait des politiques tendant à augmenter les salaires. L'IS pourrait promouvoir des politiques qui amèneraient des augmentations coordonnées des salaires pour stimuler la relance économique. Le nivellement par le bas, où les salaires sont sacrifiés dans une vaine tentative pour retrouver la compétitivité internationale, doit cesser. Il a été démontré au Brésil, par exemple, et dans d'autres économies aussi, que le fait d'augmenter le salaire minimum afin de réduire l'inégalité n'a pas constitué une entrave à la croissance continue. Bien au contraire, cette politique a eu pour résultat d'augmenter les salaires et le pouvoir d'achat de ceux qui gagnent plus que le salaire minimum et

dont les revenus ont augmenté proportionnellement aux augmentations du salaire minimum.

## La véritable cause de la crise financière de 2008

Le sentiment général des participants était que les conservateurs dans le monde développé avaient procédé à une nouvelle rédaction de l'histoire de la crise financière mondiale. En omettant intentionnellement ses véritables causes, ils ont réussi à justifier leurs politiques d'austérité fondées sur leur idéologie et qui nuisent à la croissance et à la reprise économique. Nous avons souligné qu'il était indispensable de corriger cette perception, dont l'acceptation a eu de graves conséquences pour la sortie de la crise. Lorsqu'on analyse de façon objective les politiques qui ont précipité la récession, les faits confirment la pertinence de nos arguments.



*Premier ministre Elio Di Rupo et George Papandréou*

La crise financière de 2008 n'a pas été causée par des dépenses publiques excessives. Ni par le gaspillage et les inefficiences du secteur public, ni par le coût de la sécurité sociale ou le fait que les gens ne travaillaient pas assez. Ni par une réglementation excessive.

Les véritables causes de la crise ont été la mise en œuvre délibérée de politiques et d'actions à risque élevé qui ont

directement provoqué le quasi-effondrement du système financier. Les politiques de crédit agressives, de nombreuses instances de comportement frauduleux et un profil de risque profondément modifié étaient parmi les facteurs clés de la crise. Le manque de réglementation a permis aux prêteurs d'octroyer des prêts inabordables tout en sachant qu'ils ne pourraient pas être remboursés. De telles pratiques illicites ont amené à la ruine des milliers de familles qui ne perçoivent aucune justice dans la façon dont les institutions financières ont été renflouées afin de poursuivre sans frein les mêmes politiques procycliques qu'auparavant.

Les tactiques alarmistes qui font partie intégrante du système financier, ont exacerbé le problème. Les institutions financières ont été identifiées comme étant

«trop grandes pour faire faillite», mettant ainsi les gouvernements à la merci de la menace de l'effondrement de l'économie s'ils ne les soutenaient pas financièrement. Bien que l'interdépendance de l'économie soit indéniable, les marchés de capitaux mondiaux ont des intérêts différents de ceux de la société. Il est tout à fait compréhensible que le sauvetage des institutions qui avaient agi de manière irresponsable ait suscité beaucoup de colère.

Dans la zone euro, le déficit moyen était seulement de 0.6% du PNB juste avant la crise en 2007. Il est donc évident que les dépenses publiques ne sont pas responsables des niveaux de déficit actuels. Aucun gouvernement démocratique n'a jamais gaspillé autant de ressources que les trillions de dollars gaspillés à cause de la mauvaise gestion pratiquée par les institutions financières du secteur privé, et pourtant l'histoire qu'on nous raconte ne mentionne nulle part cet état des choses.

### **Des solutions proactives, social-démocratiques**

Il importe de sérieusement remettre en question un système qui ne profite pas à la majorité des citoyens, un système où, en dépit de la croissance soutenue de l'économie, le taux du chômage n'a pas baissé et où le niveau de vie des moins riches ne s'améliore pas, alors que la richesse est concentrée entre les mains des plus riches.

Le rétablissement des faits historiques n'est que le début du processus. Lors de notre réunion à l'ONU, nous avons également traité de la nécessité pour les progressistes de devancer les événements et de proposer des solutions proactives aux défis actuels qui confrontent l'économie mondiale. Nous devons mettre l'accent sur l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie. S'il est vrai que la mondialisation a été un facteur contribuant à l'envergure de la crise qui a touché à la fois les pays du monde développé et du monde en développement, elle nous a permis de mieux comprendre que les gens du monde entier ont besoin de la même qualité de vie fondamentale. Tout le



*Helen Clark, PNUD*





*Prof. Stiglitz et des membres de la commission*

monde souhaite avoir les mêmes normes fondamentales de protection sociale, de soins de santé, de sécurité d'emploi, d'éducation et de pensions de retraite. Pendant des décennies, la grande majorité des gens ont accepté que la maximisation du profit est une condition préalable essentielle à la croissance économique, le profit étant recherché au dépens de la

main-d'œuvre – mais nous soulignons que c'est une conception erronée qui doit être combattue. Durant cette période de faible croissance et de chômage élevé, il est essentiel d'accroître les investissements pour stimuler la croissance. Les progressistes doivent souligner que la croissance mondiale est la meilleure façon pour améliorer les conditions de vie à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Les citoyens ordinaires seront enthousiasmés par une telle approche et la soutiendront.

Dans tous les cas où l'austérité a été appliquée en tant que politique explicite, elle n'a pas amené la croissance économique, et le FMI a reconnu que l'austérité à elle seule ne pouvait résoudre les problèmes économiques dans le monde développé. Aujourd'hui, cette constatation est étayée par le cas du Royaume-Uni, où la croissance économique a stagné sous la politique d'austérité agressive du gouvernement. Bien que les faits démontrent que l'austérité ne marche pas, le débat a été présenté de telle façon que tout gouvernement qui s'aventure à agir seul contre cette assertion sera fustigé et écrasé par les marchés et les agences de notation.

De nombreux analystes ont développé l'idée d'un arbitrage dans l'économie, selon lequel l'égalité et la justice sociale seraient incompatibles avec l'efficacité et la croissance. En réalité, l'inégalité croissante reflète le rétrécissement des opportunités, le manque de mobilité sociale, des distorsions dans l'économie qui réduisent l'efficacité, et le sous-investissement dans les domaines d'intérêt mutuel susmentionnés, tels que l'infrastructure, l'éducation et la technologie. Du fait de politiques qui ont accru les inégalités, c'est la politique démocratique elle-même qui est en jeu, car l'accroissement de l'inégalité engendre la désaffection

par rapport au processus démocratique. Des campagnes sont menées à l'heure actuelle, pour dépouiller les ouvriers de leurs droits, ce qui transforme leur désillusion en colère car les droits du travail sont menacés et la protection de l'emploi diminue. Ce phénomène est particulièrement évident aux États-Unis, où la protection des travailleurs est plus réduite que dans les autres pays développés.

Par conséquent nous voulons nous détourner du programme d'austérité qui s'est soldé par un échec et promouvoir un programme de croissance, qui seul, pourra amener une reprise économique durable. Le PIB à lui seul, ne constitue pas une mesure exacte de l'état de l'économie. Le mouvement progressiste doit mettre l'accent non seulement sur la croissance mais sur une croissance qui profite à la société dans son ensemble. Ce qu'on appelle la relance économique, sera une reprise sans emplois si la transformation structurelle du secteur manufacturier se traduit par un recul de l'emploi. Aux États-Unis par exemple, si le rythme actuel de la relance se poursuit, le plein emploi ne sera atteint qu'en 2025.

La poursuite d'une réforme mondialement coordonnée du système de réglementation financière demeure indispensable. Comme nous l'avons souligné dans ce chapitre, l'IS a demandé l'application d'une taxe sur les transactions financières, la suppression des pratiques anticoncurrentielles abusives et la transparence des contrats d'échange sur risque de crédit. Des formes alternatives de placement comme l'investissement vert, sont importants, ainsi que l'investissement dans les projets d'infrastructure et l'éducation.

## **Promouvoir l'agenda progressiste**

La prédominance actuelle des conservateurs et des néo-libéraux dans les gouvernements du monde développé constitue un défi lancé aux progressistes qui veulent promouvoir leur programme de redressement des déséquilibres et des inégalités. Dans l'UE, par exemple, trop de Sommets européens étaient dominés par ceux qui veulent à tout prix réduire les investissements et les dépenses publiques dans la lignée des politiques procycliques d'avant 2008. La crise de la dette souveraine a mis en lumière la crise de la solidarité dans la zone euro, contrevenant ainsi aux principes fondamentaux de l'UE.

L'une des conséquences les plus préjudiciables de la crise a été la montée des inégalités et le recul correspondant de la mobilité sociale dans de nombreuses économies développées où la protection sociale est moins bien ancrée. Les pays qui suivent le modèle nordique ont maintenu leurs niveaux de protection sociale, et ont réalisé l'assainissement budgétaire au moyen de mesures comme l'impôt

de solidarité en Finlande; le défi qui doit être relevé par tous les gouvernements, est de trouver des solutions justes à la crise, des solutions qui ne suppriment pas la protection sociale des personnes les plus vulnérables. Il faut réfuter en tout temps l'argument fallacieux selon lequel les gouvernements devraient réduire les prestations sociales pour faire face à la crise.

Un nouveau discours permettra de jeter les bases d'une économie qui profite au grand nombre plutôt qu'à une minorité. Afin d'empêcher le retour à la prise de risques excessifs et aux pratiques déloyales endémiques dans de nombreuses institutions financières, il faut éradiquer la confiance aveugle et sans fondement dans la capacité du marché à s'autoréguler. Aux États-Unis, l'engouement pour l'idéologie de la déréglementation a engendré un secteur financier incontrôlable, sous la direction de ceux qui refusent de tenir compte des risques. Il nous faut un changement plus étendu et plus profond, afin de veiller à ce que ceux qui prônent de telles politiques ne restent pas à la tête de la relance économique.

Ceux dont l'intérêt est de maintenir le statu quo dans le secteur financier sont une élite mobile, organisée internationalement via un réseau d'entreprises. Pour réussir, l'agenda progressiste doit à la fois mobiliser la communauté et améliorer la coopération et l'action conjointe des forces progressistes des divers pays et régions. L'une des réponses pour contrecarrer la mondialisation et l'interdépendance consiste à se cantonner dans le protectionnisme, l'isolationnisme et le nationalisme économique. Ces démarches ne peuvent résoudre les problèmes qui confrontent les économies. Il incombe aux sociaux-démocrates de trouver un terrain d'entente entre la démocratie et la mondialisation.

# RÉPONSES RÉGIONALES À LA CRISE FINANCIÈRE

## Afrique



En Afrique, le besoin d'œuvrer ensemble pour la réalisation d'objectifs communs suite à la crise économique a été, et continuera d'être un facteur extrêmement important. Le Comité Afrique de l'IS a tenu une réunion à **Dakar le 19-20 juin 2009**, intitulée «D'une époque de crise à une nouvelle ère de partenariat inclusif». Le Comité accueilli par le parti socialiste du Sénégal et présidé par Ousmane Tanor Dieng, Secrétaire général du parti et président du Comité, a rassemblé les représentants des partis membres venus des quatre coins du continent d'Afrique et d'ailleurs.



*Ousmane Tanor Dieng*

Nous étions heureux d'être accueillis une fois de plus par nos camarades sénégalais qui font partie de l'histoire du socialisme africain et de notre organisation, grâce au leadership et aux combats menés par deux hommes renommés, Léopold Senghor et Abdou Diouf.

À Dakar, nous avons discuté des leçons que nous pouvons tirer de la crise financière. Ousmane Tanor Dieng, Secrétaire général du PS, a

reconnu que si la crise n'a pas manqué de susciter la crainte et les angoisses, nous allions maintenant affronter cette nouvelle série de problèmes avec un nouveau sentiment de coopération et d'inclusion sociale: l'action politique devait être mise au service du progrès humain. Le Comité a également mentionné les accords de partenariat économique (APE), qui devaient être signés par l'Union européenne et la CEDEAO, et il a opiné que malgré l'impasse des négociations de Doha due à la question des subventions provenant des pays industrialisés, Doha pourrait néanmoins conduire les pays africains à forger des liens plus étroits avec les économies des pays industrialisés.

Les discussions du Comité couvrant un grand nombre de sujets, ont abouti à l'adoption de la déclaration de Dakar. Celle-ci demandait des mesures de stabilisation financière, la réglementation du système financier dans la région, la promotion d'un partenariat diversifié entre les pays émergents et les nations déshéritées. Il a été souligné que l'APE devait retravailler le multilatéralisme dans le cadre d'une sensibilisation accrue aux préoccupations des parties africaines et européennes. Le Comité a lancé un appel pour le renforcement de l'intégration sous-régionale et régionale et un partenariat d'égal à égal.

Nous avons organisé une réunion de notre Comité Afrique à **Windhoek, Namibie**, le **29-30 juillet 2011**. Bien que le thème principal de cette réunion fût la démocratie, que je détaille dans le chapitre deux, la crise financière formait une partie importante de notre discussion sur l'agenda économique en Afrique.



Lors de l'ouverture de la réunion, qui a été accueillie par SWAPO, j'ai souligné le rôle crucial de sociaux-démocrates en Afrique ouvrant la voie au changement et l'équité économique. Le Président du comité Ousmane Tanor Dieng, a souligné l'importance de la bonne gouvernance, qui selon son argumentation était liée de manière significative à notre agenda économique.

Les participants sont convenus que les problèmes de gouvernance compromettent la capacité du continent à surmonter les conséquences de la crise économique. Nous sommes également convenus que les populations d'Afrique doivent avoir la possibilité d'exprimer leur opinion face aux questions économiques mondiales. Il est essentiel de répondre aux aspirations du peuple africain afin de maximiser les résultats des efforts de développement économique. Le problème de la pauvreté non résolue résultant de la crise économique, avons-nous dit, continuerait à affecter la paix dans la région et risquait d'exacerber les conflits et la corruption.

La réunion la plus récente de notre Comité Afrique que nous avons organisé s'est tenue le **30-31 juillet** à **Praia, Cap-Vert**. Accueilli par le Parti Africain de

l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV, les délégués ont écouté le discours de José Maria Neves, Premier ministre du Cap-Vert et président du PAICV. Le débat sur la crise financière a été introduit par Cristina Duarte, Cap-Vert, Ministre des finances, qui a résumé l'impact de la crise sur la région, ses effets sur l'économie africaine et ses répercussions sur les perspectives de



*Premier ministre José Maria Neves, Cap-Vert*

l'Afrique, notant que les facteurs régionaux jouaient un rôle important dans la croissance économique. Toute une gamme de questions a été abordée, y compris le blanchiment d'argent, le trafic de stupéfiants, la corruption ainsi que les crises nationales et régionales conduisant à l'extrémisme et à l'instabilité politique. Nous avons estimé que ces facteurs importants entravaient la croissance et le développement dans la région.

Les participants ont souligné le fait que la crise mondiale réclamait une réponse mondiale et qu'en tant que socialistes, il nous incombait de chercher des alternatives à l'approche néo-libérale de l'austérité. Nous avons lancé un appel pour un leadership régional clair sur cette question. Nous devons également veiller à ce que les droits et institutions démocratiques soient préservés dans la lutte pour sortir de la crise. Nous avons aussi jugé indispensable que l'Afrique soit écoutée au niveau international et participe elle-même aux décisions qui ont un

impact sur l'ensemble de la région. À la fin de la séance, les participants ont adopté la déclaration de Praia qui reprenait ces points clés ainsi que d'autres thèmes de la réunion qui sont abordés plus tard dans ce rapport.

## Europe du Sud-Est



En Europe du Sud-Est les difficultés politiques ont été exacerbées par la crise financière mondiale. Le **29 mai 2010, à Tirana, Albanie**, nous avons organisé une réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Europe du Sud-Est. Nous avons évoqué la crise albanaise issue des élections législatives en 2009, ainsi que d'autres événements régionaux. Les délégués se sont demandés si l'Albanie était à même de poursuivre sa décision d'adhérer à l'UE alors qu'elle était en proie à des crises politiques et nationales ainsi qu'aux effets de la crise financière mondiale.

L'Albanie a besoin d'institutions politiques légitimes et robustes, et d'un gouvernement inclusif ayant un cadre bien défini afin de pouvoir répondre efficacement à la crise financière et aux défis de l'intégration dans l'EU. Les délégués ont aussi présenté des rapports sur la situation nationale dans leurs propres pays, ce qui leur a permis de comparer leurs difficultés respectives en Europe du Sud-Est.

## Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, Moscou

La réunion que nous avons organisée à **Moscou le 4 juin 2010**, pour le Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales a étudié les



*Réunion du Comité, Moscou*

répercussions de la crise financière en Russie et dans les autres États membres de la CEI. La réunion était présidée par Christoph Zöpel (SPD, Allemagne) et nous étions heureux de retrouver le mouvement social-démocrate dans cette région. Ce sont les sociaux-démocrates, a-t-on dit, qui avaient toujours soutenu les principes qui s'avèrent encore plus importants à l'heure actuelle.

Des représentants russes, arméniens, bulgares, espagnols et français sont intervenus pour parler des effets de la crise financière sur les initiatives du parti. Les membres du Comité ont convenu que la crise n'était pas encore terminée, et que les partis sociaux-démocrates devaient redoubler d'efforts pour s'assurer que les auteurs de la crise contribuent pleinement à la reprise.

L'impact de la crise sur la CEI, le Caucase et la Mer noire a été examiné lors de la réunion de notre comité pour cette région, que nous avons organisé à **Chişinău, République de Moldavie, le 23-24 juillet 2012**. Le parti démocratique de



Moldavie (PDM) a accueilli cet événement, et son programme comprenant plusieurs thèmes, dont notamment les perspectives économiques de la région. Mario Nalpatian de l'ARF-D, Arménie, et Alexandra Dobolyi du MSzP, Hongrie, ont co-présidé la réunion. Nous avons examiné les répercussions de la crise



économique mondiale. Il y avait consensus que la nature mondiale de la crise financière et l'interdépendance des économies mondiales voulait dire que les pays de la région étaient tous sujets à des facteurs externes.

Les participants à cette réunion ont souligné les répercussions de la crise économique mondiale. Tout le monde s'est accordé pour dire que la nature mondiale de la crise financière et l'interdépendance des économies mondiales signifiaient que les pays de la région étaient tous tributaires de facteurs externes.

## Amérique latine et les Caraïbes



Lors de la réunion de notre Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes que nous avons organisé à **Antigua, Guatemala** le **23-24 mars 2009**, nous avons tenu un débat sur l'impact de la crise financière dans cette région intitulé «La crise financière mondiale: comment réaffirmer le rôle des institutions de l'État et du gouvernement d'un point de vue démocratique et progressiste». Accueillie par l'Union nationale pour l'espoir, UNE, des leaders et représentants d'environ 35 partis politiques de la région et d'ailleurs ont été chaleureusement accueillis par le Président de la République de Guatemala, S.E. Alvaro Colom Caballeros. Dans son discours, le Président Colom a expliqué que le monde était confronté à une crise de la civilisation tout autant qu'à une crise économique ou environnementale. Les efforts des sociaux-démocrates pour promouvoir des sociétés démocratiques et égalitaires en étaient d'autant plus pertinents.

M'adressant à l'assistance lors de la séance inaugurale, j'ai souligné l'importance des solutions social-démocratiques pour enrayer la crise économique et le fait que

cette rencontre au Guatemala constituait une étape importante pour surmonter les difficultés rencontrées par l'ensemble de la région à cause de la récession économique mondiale. Comme remarqué dès le début, c'est la politique qui détient la réponse à la crise actuelle plutôt que les marchés ou les grands centres financiers du monde. Au cours des débats, nous avons développé une approche commune à la crise



*S.E. Alvaro Colom, Président du Guatemala*

économique, reflétée dans la déclaration d'Antigua, Guatemala. Nous avons noté que l'Amérique latine et les Caraïbes n'étaient en aucune façon responsable de la crise, mais devaient néanmoins en subir les conséquences.

Le rôle joué par les progressistes pour protéger les personnes les plus pauvres et déshéritées des conséquences de la crise économique et pour garantir l'application de politiques axées sur le citoyen, est essentiel pour le développement global. Ce développement devra inclure l'accès universel aux services de base tels que la santé, l'éducation, le logement, le travail décent et devra faciliter le crédit afin d'aider les nécessiteux.

Lors de la réunion du Conseil à **Saint Domingue, République dominicaine, le 23-24 novembre 2009**, nous avons souligné que la crise financière avait été très durement ressentie en Amérique latine et aux Caraïbes. La crise avait interrompu la meilleure période de croissance (2003-2008) que la région avait connue depuis plus de 40 ans. Au cours de cette période, la pauvreté était passée de 44% à 34%, malgré des niveaux élevés d'inégalité, ce qui est un rappel et un avertissement quant à l'après-crise de 1982 appelé la «décennie perdue».

Nous avons organisé une réunion du Comité régional à **Buenos Aires, Argentine le 9-10 avril 2010**. À la suite de débats approfondis sur diverses questions, le Comité est convenu d'une déclaration sur la crise financière internationale. La déclaration affirmait que la crise financière internationale émanait du Nord, mais avait



*Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Buenos Aires*

gravement affecté l'économie mondiale, y compris les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La période comprise entre juillet 2008 et septembre 2009 a été marquée par une contraction dans la valeur du commerce, alors que les économies émergentes ont affiché une réduction prononcée dans leurs exportations, ce qui avait un profond impact pour la région.

La Déclaration demandait l'intensification des mécanismes de réglementation financière et la suppression des paradis fiscaux, une transparence accrue des banques, et des critères stricts pour l'injection de capital public. Et surtout, nous avons lancé un appel pour la relance du rôle de l'État dans la création de politiques et d'incitations susceptibles d'instaurer un nouveau cadre financier et économique mondial. Ce qui permettrait de promouvoir le développement productif ainsi que l'harmonisation des principes de la démocratie avec ceux du marché.

Le Comité a exhorté les Présidents du G-20, et notamment les présidents de l'Argentine, du Brésil et du Mexique, à tenir compte des principes qu'ils avaient adoptés dans leur poursuite d'une croissance équitable, inclusive et solidaire, et à éviter le protectionnisme et d'autres mesures qui dénaturent le commerce international.

L'année suivante, nous avons tenu une réunion du Comité à **Porto Alegre, Brésil**, le **24-25 octobre 2011**, accueillie par le Parti démocratique travailliste, PDT. Les leaders et délégués des partis membres et les invités ont été chaleureusement accueillis par le président du PDT, le Ministre du travail et de l'emploi, Carlos Lupi, qui leur a transmis les salutations de S.E. Dilma Rouseff, Présidente de la

République. Le député du PDT Carlos Eduardo Vieira da Cunha s'est également adressé aux participants. Les délégués ont également reçu un accueil fraternel de la part du président de l'Assemblée législative de l'État de Rio Grande do Sul, du député, Adão Villaverde (PT) et du Gouverneur de l'État, Tarso Genro (PT) parmi d'autres invités.



*Carlos Eduardo Vieira da Cunha*

Le thème sur la crise financière de la réunion, «Face à la crise financière mondiale: assurer la croissance économique par des politiques promouvant une plus grande égalité et plus d'opportunités» nous a permis de réévaluer l'impact de la crise sur la région.

Le président du Comité, Martin Torrijos, a noté dans son discours que la région avait maintenu sa croissance économique ces dernières années, malgré la crise financière, mais souffrait néanmoins d'un niveau inacceptable d'inégalité. Prenant la parole lors de l'ouverture de la session, j'ai observé que la crise financière mondiale soulignait le défi pour les sociaux-démocrates de garantir que la croissance offre les mêmes opportunités à tous.

Nous avons chaleureusement accueilli l'économiste et l'universitaire invité, André Scherer, directeur technique de la Fondation de l'économie et des statistiques de Porto Alegre, professeur universitaire et spécialiste de la réglementation



*Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Porto Alegre*

financière. Il nous a présenté ses conclusions sur la récente évolution de l'économie brésilienne et les stratégies mise en œuvre par le Brésil pour répondre à la crise par la croissance, sans compromettre l'emploi ni les programmes sociaux. Les délégués nous ont fait part des mesures qu'ils avaient appliquées dans leurs pays respectifs afin d'enrayer la crise. La croissance associée à la justice sociale et à l'éradication des inégalités étaient toujours les objectifs clés de l'Internationale Socialiste. Nous avons réaffirmé l'importance du renforcement des politiques favorisant la stabilité de l'emploi et l'investissement social afin de promouvoir une croissance persistante, juste, inclusive et durable dans la région.

Il a été réitéré que seules les politiques visant à promouvoir une plus grande égalité des chances pouvaient assurer à l'Amérique latine et aux Caraïbes, une croissance économique durable face à la crise financière internationale.

# DROITS ET LIBERTÉS – RENFORCER LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET GAGNER DE NOUVELLES DÉMOCRATIES DANS LE MONDE

«La base et les buts de la démocratie sont la création de conditions favorables pour la préservation de la dignité humaine et pour la prospérité de la communauté. Pour remplir cette fonction fondamentale, il doit être pris en compte les droits économiques et sociaux qui sont inséparables d'une distribution égale des richesses : le droit à la nourriture, à l'habillement, la santé, de boire de l'eau, à l'éducation et au développement complet au sein de leurs propres cultures. La démocratie sans ce contenu n'est qu'une illusion de liberté. Notre engagement est d'avancer sur la cause de la démocratie dans le monde, de contribuer à étendre la gouvernance démocratique. Une démocratie pour les citoyens [est fondée sur] des droits politiques, humains, sociaux, économiques, culturels et environnementaux.»

*Déclaration de Saint Domingue, Conseil de Saint Domingue, République dominicaine, 23-24 novembre 2009*

## DROITS DES FEMMES

### Comité sur la Cohésion sociale, la pauvreté et le VIH/SIDA Vienne, Autriche



*Barbara Prammer, Vienne*

L'égalité entre les sexes est une composante intégrale des droits de la personne et détient une place prééminente dans notre agenda. Les droits des femmes ont été mis 'sous les projecteurs' lors de la première réunion du Comité de l'IS sur la Cohésion sociale, la pauvreté et le VIH/SIDA organisée **au parlement autrichien à Vienne, le 22 mai 2009**, accueillie par la présidente du Comité, Barbara Prammer. En présentant le thème de

«La cohésion sociale: une priorité social-démocrate dans la lutte pour une société équitable », Victor Benoit, leader de du Parti Fusion des sociaux-démocrates haïtiens et Vice-président de l'IS, nous a donné une description détaillée de la situation dramatique qui sévit en Haïti. Il a particulièrement souligné la vulnérabilité des femmes notamment dans les domaines connexes de la pauvreté, de la discrimination, de la maladie et du VIH/SIDA. Il a souligné l'importance de la dimension internationale et de la démocratie politique, sans lesquelles la cohésion sociale des femmes ne pouvait exister. La situation des femmes migrantes a été mise en avant et les participants ont convenu que les questions de genre représentaient un aspect vital des valeurs sociales-démocratiques, qui placent l'être humain au centre de l'agenda du développement.

### **Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes, Porto Alegre, Brésil**



*Réunion du comité, Porto Alegre*

L'égalité des femmes se joue entre autres, dans les domaines du travail, de l'éducation, de la santé et des droits génésiques, et nous avons discuté de ce thème lors de la réunion du Comité au Brésil, qui s'est tenue dans la ville de **Porto Alegre, Brésil le 24-25 octobre 2011**, et était accueillie par le Parti démocratique travailliste, PDT.

Une Vice-présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes, Miguelina Vecchio, a présenté à la conférence des informations et des statistiques régionales relatives aux grossesses, aux naissances, aux avortements provoqués et spontanés et à la mortalité maternelle.

Les participants ont également visionné un documentaire sur un cas connu qui requérait l'avortement au Brésil quelques années en arrière. La réalité régionale était un bon point de départ pour aider les délégués à mieux comprendre les droits génésiques qui sont refusés aux femmes. Il y a eu ensuite un débat animé sur les politiques publiques requises pour garantir les droits génésiques des

femmes, fournir les soins de santé nécessaires et protéger la vie des femmes et des jeunes de manière plus générale.

De nouvelles discussions sur les droits des femmes ont eu lieu lors de différentes réunions du Comité et de la Commission. Le 5 **juin 2012**, les membres du Comité IS de la région méditerranéenne à **Madrid** ont évoqué les droits des femmes dans le contexte des démocraties émergentes dans le monde arabe. Les participants ont fermement soutenu l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la pleine participation des femmes dans la vie sociale, économique et politique pendant et après les transitions survenant dans le monde arabe.

### 100<sup>e</sup> Anniversaire de la journée internationale de la femme, 2011



Le 8 mars 2011, nous avons fêté le 100<sup>e</sup> anniversaire de la journée internationale de la femme. Lorsqu'une résolution pour établir une journée de la femme a été adoptée à la Deuxième conférence internationale des femmes socialistes tenue à l'occasion du Congrès socialiste international de 1910 à Copenhague, trois pays seulement avaient accordé le suffrage aux femmes. Maintenant, la situation est presque inversée. Des femmes du monde entier occupent les plus hautes fonctions de l'État. De grands progrès ont aussi été accomplis dans l'égalité juridique des

femmes; en outre, le taux d'alphabétisation et le niveau d'éducation parmi les femmes ont considérablement augmenté.

Il reste néanmoins beaucoup de travail à faire pour réaliser l'égalité entre les sexes. La lutte pour les droits de la femme se poursuit dans de nombreuses régions où les femmes qui ont accès au marché du travail sont souvent mal rémunérées par rapport à leurs homologues masculins. Malgré le fait que des femmes aient dirigé quelques-unes des plus grandes entreprises au monde, elles continuent d'être sous-représentées aux postes de direction. Cette sous-représentation est encore plus frappante parmi les représentants élus des toutes les affiliations politiques.



La Journée internationale de la femme a été créée afin de promouvoir l'idée de l'égalité des femmes dans le gouvernement et la société, un objectif qui reste encore à atteindre. Tout au long de son histoire, le mouvement social-démocrate a prôné la démocratie, les droits de la personne et la solidarité dans le monde entier. En 2011, cent ans après la Journée internationale de la femme, l'Internationale Socialiste maintenait toujours son engagement pour un monde où les hommes et les femmes seraient vraiment égaux.

## DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE

### Présence de l'IS aux Assemblées de l'Union interparlementaire

La démocratie n'est jamais aussi pertinente qu'à travers les représentants élus du peuple. Dans le cadre de nos efforts d'approfondir et répandre les idéaux de la démocratie parlementaire, j'ai œuvré pour, et suis finalement parvenu à obtenir un statut officiel de l'Internationale Socialiste auprès de l'Union interparlementaire, le seul organisme parlementaire mondial.



Ceci a permis à notre Internationale d'être non seulement présente aux Assemblées de l'UIP mais de réunir des parlementaires participants de notre famille politique d'échanger leurs points de vue sur les thèmes principaux de l'ordre du jour de l'UIP d'une perspective social-démocratique et sur d'autres questions de préoccupation commune pour nos membres dans leurs pays et régions respectifs. Les réunions cherchent également à renforcer la coopération entre les parlementaires de notre mouvement.

Ces échanges qui à présent ont lieu régulièrement au sein du cadre des Assemblées de l'UIP, ont été organisés lors de chaque Assemblée ces dernières années, là où l'UIP s'est réunie: à Bangkok en mars 2010, à Genève en octobre 2010, à Panama en avril 2011, à Berne en octobre 2011, à Kampala en avril 2012, et nous comptons être encore plus présents lors de la prochaine assemblée à Québec en octobre 2012.

Les parlementaires qui ont participé à ces échanges sont convenus que nos réunions pouvaient être utiles en traitant un nombre de domaines de l'UIP, comme par exemple, dans l'examen de questions clés de l'agenda de l'assemblée, y compris la promotion de la femme dans la politique et la défense et protection des droits des parlementaires là où ils sont menacés ainsi que dans l'élections des autorités de l'UIP. Les participants ont également été unanimes dans l'opinion que ces réunions devraient continuer, en vue d'établir au final un réseau mondial social-démocratique de parlementaires.

## LE TRAVAIL – LE DROIT À L'EMPLOI FORMEL

### Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, Londres



Depuis quatre ans déjà, nous œuvrons afin d'obtenir des emplois équitables et formels pour tous. L'éradication des emplois informels qui exposent les gens à l'exploitation et aux bas salaires, est l'une des

priorités clés de l'Internationale Socialiste. Nous avons organisé une réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales qui s'est tenue aux **Chambres du parlement à Londres, le 6 avril 2009**. Les membres ont réitéré leur engagement dans le concept d'un État providence mondial que nous avons proposé en 2008 au Congrès d'Athènes. La réalisation de nos objectifs de l'emploi formel pour l'ensemble de la population active est un défi clé pour l'intégration sociale mondiale, dans la mesure où la majorité des travailleurs dans le monde travaillent dans le secteur informel et vivent sans protection sociale.

Nous nous sommes engagés à intégrer dans notre programme les aspects essentiels de l'État providence, qui sont l'emploi, l'éducation, les pensions de retraite et les soins de santé, associés à un secteur public fort et à des régimes fiscaux équitables pour le financement de la redistribution des richesses. Les membres ont reconnu qu'une nouvelle réglementation s'imposait pour s'assurer que les recettes provenant de la production des ressources nationales demeurent dans les États et les régions producteurs et permettent à leurs citoyens de bénéficier de meilleures conditions de vie.

### Réunion du Comité, Stockholm, Suède

Le modèle nordique a été le sujet de discussion lors de la réunion qui a eu lieu à **Stockholm le 11-12 juin 2009**, comparant ce modèle avec les différentes réalités

nationales et traditions culturelles des pays membres. Bien que la crise financière de 2008 ait mis en évidence les faiblesses de l'État providence, l'expérience nordique a montré qu'il n'y pas de disparité entre une politique de dynamisme économique et des initiatives sociales dans le cadre d'un régime de liberté démocratique. Nous en avons conclu qu'il était possible de



*Stockholm, Suède*

combiner la croissance et la justice sociale. Par conséquent, nous avons réitéré le concept de l'État-providence mondial prôné par l'Internationale Socialiste. Conscients de l'impact positif d'une telle démarche sur le développement dans d'autres États, nous nous sommes efforcés de sensibiliser le public aux valeurs qui sous-tendent ce modèle social. En effet, à notre sens, ce modèle permettrait d'établir une meilleure articulation entre la mise en œuvre de la protection sociale, l'inclusion sociale, l'égalité des chances et des impôts plus équitables.

### **Réunion du Comité, OIT, Genève, Suisse**

Notre engagement pour le travail a été souligné une fois de plus lors de la réunion du Comité de l'Internationale Socialiste sur la Politique économique, le travail et



les ressources nationales que nous avons tenue au siège de l'**Organisation internationale du travail (OIT)** à Genève, le **5-6 novembre 2009**. Les membres du Comité se sont réunis pour examiner la

question de l'emploi informel avec la participation de Juan Somavía, Directeur général de l'OIT, et d'un groupe d'experts. Somavía a noté qu'à défaut de trouver des solutions alternatives au secteur informel, il ne pourrait y avoir de véritable réponse au problème du développement.

Le travail informel engendre la vulnérabilité et a des répercussions néfastes pour

le développement social et économique. Les participants ont échangé leurs points de vue sur le document de travail du Comité intitulé «Relier globalement le travail avec l'intégration sociale et la protection sociale» et sur le rapport détaillé de l'OCDE (2009) concernant le travail informel non protégé «L'emploi informel - Une normalité indépassable ?» publié par le Centre de développement de l'OCDE. Un projet de résolution- *Les défis du Développement Global à la Fin de 2009 et les Perspectives pour 2010 – Les Dimensions Economiques, Sociales, Environnementales et Culturelles* a été préparé pour la réunion suivante du Conseil.



*OIT Directeur-Général Juan Somavia, Genève*

Cette nouvelle réunion a eu lieu à **Saint Domingue, République dominicaine, le 23-24 novembre 2009**, et nous y avons examiné l'importance de la création d'emplois pour vaincre la pauvreté. Nous avons convenu que la création d'emplois et de meilleures conditions de vie étaient prioritaires, et des représentants du monde entier ont présenté leurs expériences contrastées à cet égard.

Le Conseil a réitéré qu'il fallait associer une politique de marché du travail durable aux mesures pour stimuler la croissance et réduire le chômage. À défaut de telles politiques, les mesures gouvernementales de relance risquaient d'engendrer une croissance économique sans emploi. Les États moins développés doivent transférer les emplois informels non protégés au marché de l'emploi formel: un État fondé sur les principes de la solidarité sociale devrait fournir une protection à long-terme contre la pauvreté. Notre Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales continuerait à traiter la question du lien à établir entre le travail, l'intégration sociale et la protection sociale à l'échelle mondiale.

La résolution du Conseil s'est également préoccupée du sort des travailleurs migrants. A ce moment- là, dans différents États, en moyenne plus d'un quart des

nouveaux chômeurs étaient des immigrants. Les travailleurs migrants subissent des conditions de vie plus pénibles que les ouvriers qui sont au chômage dans l'Etat où ils ont leur résidence parce qu'ils n'ont pas d'appui familial. Nous étions, par conséquent, préoccupés quant au risque de l'immigration circulaire. L'IS s'est engagé à appuyer les plans d'aide au retour et le droit des migrants à la protection sociale au titre de l'égalité des chances. Nous avons également accueilli avec enthousiasme le rapport de 2009 sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement, qui traite de la question de la migration mondiale et soutenu les propositions du PNUD. Notre résolution a réaffirmé «... qu'un ordre politique mondial où tous les peuples et leurs représentants politiques – riches ou pauvres – ont le droit d'influencer les décisions par la participation', doit respecter les droits de la personne qui ont une force contraignante en droit international.

### Réunion du Conseil, Nations unies, New York



En **juin 2010**, lors de la réunion du Conseil au **siège des Nations unies, New York**, nous avons discuté de notre Résolution sur le développement mondial et du «Pacte mondial pour l'emploi » adopté par l'Organisation Internationale du Travail à Genève en juin 2009 que nous soutenons. Les principes du pacte sont les suivants:

- La croissance de l'emploi par le biais d'entreprises durables, de services publics et de la protection sociale

- Mettre un terme à la discrimination contre les femmes
- Un soutien accru pour les victimes de la crise économique; notamment les jeunes, les travailleurs à bas salaires, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs migrants
- Protection de l'emploi, de la période de transition entre deux emplois, et appui à l'accès au marché de l'emploi
- La mise en place de services publics de l'emploi efficaces
- Des mesures pour éviter le protectionnisme, la spirale déflationniste des salaires et la détérioration des conditions de travail.
- La promotion des synergies entre l'État et le marché, accompagnée d'une réglementation efficace qui permette la création des entreprises et de l'emploi dans les différents secteurs.

Nous avons réitéré l'importance capitale de la formalisation des emplois non-protégés dans les États moins développés, dans la mesure où ces principes de solidarité sociale peuvent apporter une protection à long-terme contre la pauvreté. Nous avons souligné qu'une telle politique mondiale de l'emploi ne pouvait réussir que si les organisations syndicales et patronales coopèrent ensemble dans ce domaine. Nous avons convenu que ces organisations devraient être invitées aux réunions du Sommet du G20, et que l'OIT devrait être placée sur un pied d'égalité avec le FMI, la Banque mondiale et l'OMC dans le cadre de la politique mondiale. Nous avons en outre convenu d'intensifier notre coopération avec la Confédération syndicale internationale à l'avenir.

### **Réunion du Comité, Rabat, Maroc**

La réunion la plus récente du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, s'est tenue à **Rabat le 9-10 janvier 2012**, avec la participation des membres et des invités de l'Afrique du Nord et de la région du Moyen-Orient.

Accueillie par l'Union socialiste des Forces populaires (USFP), la réunion a débattu la question de l'État providence dans les États arabes. Cette question était d'autant plus importante en cette période de transition pour le monde arabe. Les interventions du deuxième jour de la réunion étaient centrées sur le document intitulé «l'État providence dans les pays arabes – l'alternative proposée par l'Internationale Socialiste à l'irresponsabilité sociale», qui reprenaient les

conclusions principales de la réunion ainsi que les réponses de l'Internationale Socialiste à la situation socio-économique dans les pays arabes.



Nous avons en outre lancé un appel pour des stratégies fondées sur les valeurs sociales-démocrates afin de bâtir des États-providence socialement responsables fondés sur la justice sociale, la solidarité et le plein emploi.



## LES PROGRÈS DE LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE

« La démocratie n'est pas une fin en soi, mais un moyen de résoudre les conflits et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Une démocratie robuste, des institutions efficaces et des politiques sociales équitables facilitent la résolution des problèmes de notre société et permettent ainsi d'améliorer la vie du plus grand nombre. Nous continuerons à élever notre voix pour la défense et la promotion de la démocratie dans le monde. Les élections libres et équitables et la représentation démocratique sont les seuls moyens pour établir l'équité. La compréhension mutuelle ne peut exister qu'au travers du dialogue. Les conflits ne seront résolus qu'au travers de la démocratie ».

*La résolution des conflits: Renforcer la démocratie et la sécurité, Conseil, Paris, 15-16 novembre 2010*

### AFRIQUE



Depuis 2008, le continent africain a été le témoin de grands changements et de progrès politiques. Tel que mentionné dans le chapitre un, notre Comité s'est réuni à **Dakar le 19-20 juin 2009**. Lors de cette réunion l'accent a été mis en particulier sur le besoin de relancer le projet

démocratique en Afrique. Bien que des progrès décisifs aient été accomplis, comme par exemple au Ghana, où notre parti membre a gagné les élections en 2009, de nouveaux défis fondamentaux se sont élevés dans des pays comme la Mauritanie et la Guinée-Bissau.

À Dakar, nous avons souligné le fait que la gouvernance va de pair avec la démocratie, la légitimité des institutions politiques et le fonctionnement des

organisations nationales et internationales. Nous reconnaissons l'importance du rôle joué par les sociaux-démocrates en Afrique qui ont ouvert la voie au changement, à la bonne gouvernance, à l'équité économique et à la démocratie, sans lesquels ni le développement humain ni la lutte contre la pauvreté et la faim ne peuvent réussir.

Le sujet de la démocratie a également été abordé lors de notre réunion du Comité Afrique à **Windhoek, Namibie, en juillet 2011**. Pendukeni Iivula-Ithana, Secrétaire général du parti hôte, SWAPO, nous a chaleureusement accueilli et donné un discours liminaire. Le président du Comité, Ousmane Tanor Dieng, a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de bonne gouvernance sans élections libres et équitables,



*Pendukeni Iivula-Ithana, SWAPO*

l'État de droit et la distribution équitable des ressources nationales. «La démocratie est la première étape qui permet d'assurer la stabilité, la paix et la sécurité durables» dit-il. Nous sommes convenus que les démocraties de façade ne peuvent qu'entraver le développement, et qu'en Afrique il est évident que les élections dans certains pays

continuent d'être entachées de fraude et les lois électorales y sont violées.

Le Comité a souligné l'importance pour les acteurs politiques de respecter le principe d'élections libres, équitables et démocratiques, afin de prévenir les troubles sociaux ou la détérioration de la crédibilité démocratique de l'État.

La Déclaration de Windhoek a lancé un appel pour que l'Afrique soit représentée parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Le Comité a reconnu le rôle important joué par les femmes dans l'établissement de véritables démocraties qui s'impliquent dans la promotion des droits de la personne, la prévention et la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

## Cameroun

A la lumière du processus électoral contesté au Cameroun, je me suis rendu dans le pays en août 2011 afin d'exiger des élections libres, justes et démocratiques en octobre 2011. La visite allait inclure des discussions avec les autorités du gouvernement, la direction du parti membre de l'IS le Front social-démocrate (SDF), les autorités électorales et des membres de la communauté diplomatique à Yaoundé. Accompagné par Steen Christensen (SDP, Danemark), le Président du SDF John Fru Ndi et Chantal Kambiwa, Vice-présidente de l'IS, j'ai tenu des discussions avec le Premier ministre Philemon Yang sur les préoccupations que nous avons soulevées lors de la réunion précédente du Comité Afrique concernant les élections au Cameroun.

Nous avons identifié un nombre de domaines clés que les autorités camerounaises devaient traiter afin que les élections soient libres et justes et conformes aux normes reconnues au niveau international. Une des questions abordées fut la composition d'Elections Cameroon (ELECAM) l'organisme nommé pour surveiller les procédures électorales. Sans représentation de la société civile ou des membres de l'opposition, l'indépendance d'ELECAM était fortement mise en doute, non seulement parce que le Président nommait directement les membres de la direction. De même, nous avons souligné le besoin d'un registre électoral clair et précis ainsi que l'importance d'un bulletin de vote unique pour éviter les abus dans le processus électoral et garantir des opportunités égales à tous les candidats. La mise en place des technologies biométriques pour les processus électoral et l'abolition du pouvoir présidentiel de créer des circonscriptions électorales spéciales ont également été mentionnés. Le SDF et d'autres partis de l'opposition ont exigé avec raison ces questions clés, qui restent au cœur de leur demande légitime d'un changement de la constitution pour permettre l'adoption d'un code électoral qui garantira des élections libres, justes et transparentes.

Nous avons également rencontré la direction d'ELECAM et son Président Fonkam Azu'u pour discuter ces questions en plus de détail. Plus tard lors de notre visite nous avons tenu une conférence de presse à Yaoundé, avec John Fru Ndi et le SDF, la force politique principale au Cameroun demandant des élections libres et justes. Nous avons clairement indiqué nos attentes envers les autorités camerounaises que les élections soient en conformité complète avec les principes de la démocratie.

J'avais espéré que les élections en octobre 2011 allaient marquer un tournant

pour le développement de la démocratie. Toutefois, malgré les assurances du Premier ministre que le code électoral allait être adopté par consensus, les revendications clés énumérées ci-dessus auxquelles le SDF et l'IS avaient fait appel, avaient été ignorées. Une fois de plus, le parti au pouvoir a poursuivi des réformes superficielles dans son intérêt, se moquant des affirmations précédentes que le code électoral serait élaboré par consensus.

Le taux de participation extrêmement faible aux élections présidentielles de 2011 reflète le sentiment que la population est absolument incapable d'avoir un impact sur la vie politique. Pour regagner confiance en le processus politique les gens doivent voir que les autorités sont prêtes à accepter la volonté de la majorité, une condition qui est malheureusement absente dans le gouvernement camerounais actuel. L'absence de démocratie au Cameroun et la détermination du régime de continuer à détenir le pouvoir sont au cœur de la stagnation sociale et économique. En ignorant les demandes pour un changement et en maintenant une démocratie de façade, ils prolongent simplement les problèmes politiques critiques et leur impact négatif social et économique sur la population.

## **Congo de l'Est**

Malgré un accord de paix signé en janvier 2008, le conflit armé entre les insurgés, les milices et les forces du gouvernement s'est poursuivi avec violence dans l'est de la République démocratique du Congo. En novembre 2008 nous avons lancé un appel pour que cette situation cesse immédiatement, en demandant au Conseil de Sécurité des Nations unies, de renforcer sa mission de maintien de la paix dans le pays en y envoyant des troupes, un soutien aérien et des ressources et équipements nécessaires à l'exécution de son mandat. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées pendant le conflit et les violations des droits humains n'ont pas cessé. Nous avons lancé un appel à la communauté mondiale, et notamment à l'Union Africaine, leur demandant d'insister pour que les gouvernements de la RDC et du Rwanda respectent leurs engagements à s'abstenir de soutenir les groupes armés et à mettre tout en œuvre pour établir un accord de paix durable.

## **Ghana**

Nous avons été profondément attristés d'apprendre la mort du Président John Atta Mills, au Ghana le 24 juillet 2012. C'était un vrai démocrate, et

L'Internationale Socialiste s'était félicitée du processus démocratique authentique qui avait amené au pouvoir John Atta Mills, candidat du Congrès national démocratique (NDC), en 2009. Dans ces élections, nous avons reconnu et nous sommes réjouis du travail institutionnel diligent et de l'esprit de tolérance manifesté par les citoyens et les leaders politiques, qui en ont fait un modèle de bon fonctionnement de la démocratie. Le Président Atta Mills a aidé le Ghana à devenir un pays plus libre, prospère et ouvert aux opportunités. L'héritage qu'il laisse à son pays sera la continuation de son développement économique et social, et le bel exemple d'une démocratie remarquable à la face de l'Afrique et du monde entier.

## **La Guinée**

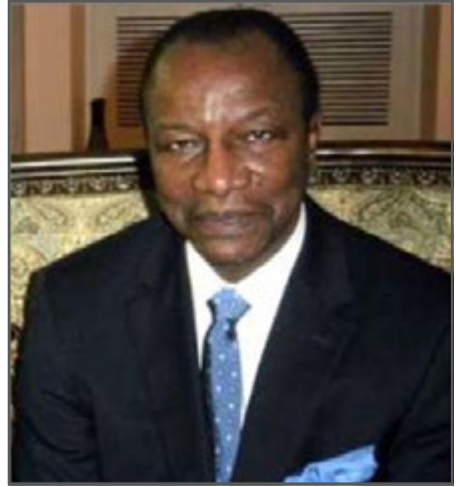
L'Internationale Socialiste a condamné avec la plus grande fermeté les tueries perpétrées par l'armée guinéenne lorsqu'elle a dispersé un rassemblement pacifique organisé par les partis de l'opposition, le 28 septembre 2009, au stade de Conakry, capitale de la Guinée. Le massacre a fait plus de 150 morts et plus de mille blessés.

L'opposition politique a protesté contre l'intention du Capitaine Moussa Dadis Camara de présenter sa candidature aux prochaines élections présidentielles. Le capitaine Camara est le chef du Conseil national pour la Démocratie et le Développement (CNDD), une junte militaire qui s'est emparée du pouvoir par un coup d'Etat en date du 23 décembre 2008, et il était occupé à organiser la transition vers un gouvernement civil dans le délai d'un an par le biais d'élections présidentielles auxquelles il avait affirmé ne pas se présenter comme candidat.

Au cours des neuf mois précédents, son règne populiste débridé et arbitraire avait inquiété les partis politiques et les organisations civiles, dont les relations avec la junte militaire n'avaient cessé de se dégrader. L'ordre constitutionnel en Guinée a été violé en décembre 2008, et cette aventure militariste aux accents populaires a été accompagnée d'un bain de sang.

Il ne faut ménager aucun effort pour rétablir l'ordre constitutionnel avons-nous affirmé, et cela aurait dû se faire après la mort du Président Conté en décembre 2008. Nous avons applaudi la répudiation unanime exprimée par l'Afrique et le reste du monde, et réaffirmé notre entière solidarité avec les forces démocratiques en Guinée, et notamment avec le Rassemblement du Peuple guinéen (RPG) d'Alpha Condé, un parti membre de l'IS.

Le Président Condé a été élu lors des premières élections libres, justes et démocratiques en Guinée en 2010. J'ai eu l'honneur d'assister à son investiture au Palais du peuple dans la capitale de Conakry parmi des chefs d'Etat africains, des leaders de parti, personnalités et invités.



*Alpha Condé*

En juillet 2011, l'Internationale Socialiste a été consternée d'apprendre qu'une attaque violente avait été perpétrée contre la résidence du Président de la Guinée à Conakry. L'attaque constituait une tentative déplorable de miner la démocratie naissante dans ce pays de l'Afrique occidentale et, bien que le Président n'ait pas été blessé, il a été rapporté qu'un agent de sécurité a été tué. Dans un discours d'État après son élection, Alpha Condé déclara :

« Nos ennemis peuvent tout tenter, mais ils n'arrêteront pas la marche du peuple guinéen. Je vous ai promis le changement et si Dieu le veut, nous aurons ce changement. La voie de la démocratie a commencé et cela va continuer. »

## **Guinée-Bissau**

C'est avec beaucoup d'inquiétude que nous avons suivi les difficultés politiques survenues en Guinée-Bissau. En mai 2009, nous avons été choqués et consternés d'apprendre l'assassinat du Président Joao Bernardo Vieira par des membres de l'armée, et le meurtre du chef d'Etat-major des Forces armées qui l'a précédé. Cet acte criminel odieux a marqué un revers notable pour la démocratie en Guinée-Bissau, et l'Union africaine a immédiatement condamné ces assassinats.

En avril 2012, nous avons fermement condamné la subversion de l'ordre constitutionnel par l'armée en Guinée-Bissau. Nous avons dénoncé sans équivoque l'arrestation et la détention du candidat présidentiel, Carlos Gomes Júnior, leader du PAIGC, un parti membre de l'Internationale Socialiste. L'IS était tout aussi inquiet quant à la situation et la sécurité du Président intérimaire Raimundo Pereira et d'autres fonctionnaires qui, disait-on, étaient incarcérés, et nous avons exigé la libération immédiate de ceux qui étaient illégalement

détenus. Ces événements sont intervenus au moment où le pays se préparait au deuxième tour des élections présidentielles prévu pour le 29 avril, Carlos Gomes Júnior étant en première position. L'Internationale Socialiste a lancé un appel pour le rétablissement sans délai de la démocratie en Guinée-Bissau, et a exprimé en outre sa solidarité avec ceux qui défendent la démocratie et avec le PAIGC, notre parti membre.

## **Guinée équatoriale**

En mai 2011, le parti de l'opposition principal de la Guinée équatoriale a dénoncé une campagne de violence et d'intimidation menée par le gouvernement contre son peuple, qui, disait-on, était caractérisée par des coups, des arrestations arbitraires et une série de détentions inexplicables dans le pays. Par la suite, la Convergence pour la Démocratie Sociale (CPDS) a lancé un communiqué pour demander à Teodoro Obiang, Président de longue date et en ce temps Président de l'Union africaine, d'expliquer pourquoi les autorités faisaient semblant de ne pas remarquer ces violations des droits de la personne.

Le communiqué disait: «il semble évident que si les personnes qui violent les droits des citoyens agissent en toute impunité, ...c'est parce qu'ils exécutent les ordres du gouvernement et plus précisément ceux du Président Obiang lui-même». Obiang exerce les fonctions de Président de la Guinée équatoriale depuis 1979, à la suite d'un coup d'Etat. Les observateurs internationaux rapportent que le pays est en réalité un État à parti unique, dominé par le Parti démocratique de la Guinée équatoriale. La série de violations des droits humains est survenue lorsque le parti d'Obiang a tenté d'appliquer des réformes constitutionnelles de grande envergure. Ces réformes comprenaient entre autres la création d'un nouveau Comité chargé de la réforme de la loi fondamentale de la Guinée équatoriale, qui avait été largement critiquée. Ce projet de loi prétendait donner l'occasion aux Guinéens de participer davantage à la gestion de leur pays.

L'Internationale Socialiste a publié une déclaration très ferme, faisant remarquer que le régime d'Obiang était resté trop longtemps au pouvoir, à la suite de longues années d'un régime autoritaire caractérisé par l'absence d'élections libres et équitables. Nous saluons les efforts déployés en vue de réformes constitutionnelles, mais dans ce cas, il semblait improbable que le peuple puisse faire entendre sa voix, notamment du fait qu'il était constamment menacé par son propre gouvernement. Nous avons réitéré notre soutien au CPDS et aux partis de l'opposition qui ont décidé de ne pas appuyer le processus.

Nous avons réaffirmé notre soutien à notre parti membre, le CPDS, dans leur combat courageux pour la démocratie dans leur pays ainsi que notre condamnation de la victimisation de ses membres pratiquée par le régime d'Obiang. Nous étions très heureux d'apprendre la récente libération de notre camarade Wenceslao Mansogo, à laquelle nous avons fait appel, qui avait été arrêté en rentrant de la réunion du Conseil à San José, Costa Rica.

## **Mali**

Nous avons sévèrement réprouvé l'attaque lancée contre la démocratie qui a eu lieu le 21 mars 2012. Nous avons déclaré que cette tentative pour s'emparer du pouvoir par la force est une façon de procéder tout à fait inacceptable que notre mouvement, ainsi que tous les démocrates et la communauté internationale ne peuvent en aucun cas accepter. L'Internationale Socialiste a condamné sans réserve la subversion de l'ordre démocratique par certains éléments des forces armées. L'Afrique et le Mali ont fait des progrès extraordinaires dans la consolidation et le renforcement de la démocratie. Cet événement constitue une grave menace pour la démocratie durement gagnée au Mali en un temps où le pays aurait dû entreprendre de nouvelles élections présidentielles. Nos deux partis membres au Mali, le Rassemblement pour le Mali (RPM) et ADEMA-PASJ, ont été des piliers fondamentaux du développement démocratique au Mali. À la suite de la médiation de la CEDEAO entreprise pour ramener le pays à l'ordre constitutionnel, Dioncounda Traoré, président d'ADEMA-PASJ, a été nommé Président par intérim jusqu'à ce qu'une date pour les élections puisse être fixée.

## **Mauritanie**

L'Internationale Socialiste a condamné le coup d'État du 7 août 2008, perpétré par les militaires en Mauritanie contre le premier gouvernement démocratiquement élu depuis son indépendance en 1960. Nous avons demandé la restauration immédiate de l'ordre démocratique ainsi que le respect absolu des droits politiques et des libertés civiles. Les élections libres et équitables tenues en 2007 ont souligné le désir et l'engagement du peuple de la Mauritanie à vivre et à travailler en toute liberté, et ont constitué une étape importante dans le cheminement de ce pays pour rejoindre la communauté des nations démocratiques. Nulle circonstance ni situation ne peuvent justifier la remise en cause de ces progrès par le biais du recours illégal à la force militaire.



Le **23-24 mars 2012**, lors de la réunion de notre Comité arabe à Istanbul, nous avons examiné les mesures à prendre en Mauritanie pour s'assurer que les élections prévues soient organisées dans des conditions libres et équitables, l'exigence prioritaire pour le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), membre de l'IS, et pour la Coordination de l'Opposition démocratique (COD), dont le RFD fait partie. La COD a de plus exigé la mise en place d'un gouvernement de transition pour garantir la transparence du processus électoral avec notre soutien.



*Comité spécial sur le monde arabe, Istanbul*

Le 30 mai 2012 nous avons fait une nouvelle déclaration faisant état de nos inquiétudes. Sous le régime de Mohamed Ould Abdel Aziz, la Mauritanie souffre d'une grave crise institutionnelle, d'une impasse politique, du non-respect des engagements de l'État envers ses citoyens, de la dégradation des conditions de vie, de la mauvaise gestion et du détournement des ressources nationales.



*Ahmed Ould Daddah, RFD, Mauritanie*

Onze partis de l'opposition ont constitué la Coordination de l'Opposition démocratique (COD) dans le souhait d'unir leurs efforts en faveur d'un changement démocratique. Depuis plus de deux décennies déjà, le Rassemblement des Forces démocratiques (RFD), parti membre de l'IS, dirigé par Ahmed Ould Daddah, a

été à l'avant-garde des appels lancés en faveur d'élections authentiquement libres et éthiques comme moyen démocratique de sortir de la crise.

Le non-respect des dates fixées par la loi mauritanienne pour la tenue des élections législatives et municipales a effectivement plongé la Mauritanie dans une crise constitutionnelle. La Constitution de la Mauritanie limite la durée du mandat des députés à cinq ans, mandat qui a expiré en novembre 2011. Par conséquent, l'Assemblée nationale légifère depuis neuf mois en dehors du cadre légal. Par conséquent elle était constitutionnellement destituée de ses pouvoirs, ce qui rendait illégitime cette majorité parlementaire. En dépit de cette situation, le régime est resté au pouvoir avec impunité au mépris absolu de la Constitution et du calendrier électoral de la Mauritanie. Pour mettre un terme à cette impasse, la COD a proposé qu'un gouvernement de transition prenne les rênes du pouvoir. Ce gouvernement inclurait des représentants de tous les partis, et serait chargé de préparer les élections afin de permettre aux institutions politiques mauritaniennes de retrouver leur légitimité. Ces élections seraient entièrement organisées par une Commission électorale nationale indépendante (CENI) à caractère consensuel. Les résultats de ces élections devront être validés par un Conseil constitutionnel tout aussi consensuel, précondition incontournable pour un scrutin vraiment transparent et équitable.

Les citoyens ont exprimé leur insatisfaction. Les efforts du RFD et de la COD ont permis de mobiliser des activistes démocratiques exigeant le respect de leurs droits et libertés. Le renversement récent des régimes autocratiques et anti-démocratiques dans le monde arabe et en Afrique de l'Ouest, a aussi donné une nouvelle impulsion à l'établissement d'une véritable démocratie en Mauritanie.

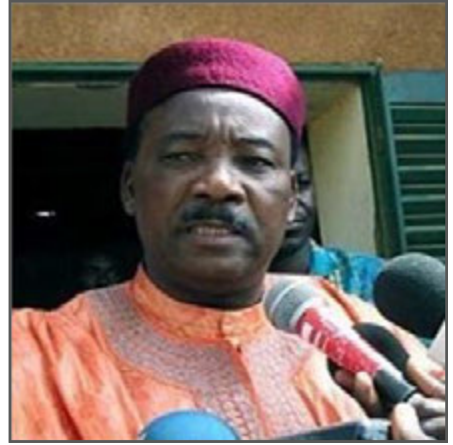
Tout au long de cette période tumultueuse, l'Internationale Socialiste a assuré son soutien au RFD et à tous les démocrates en Mauritanie. En ces temps, où le changement démocratique déferle sur le monde arabe, nous sommes convaincus qu'en Mauritanie aussi, la démocratie ouvrira la voie à un avenir plus équitable, prospère et sûr.

## **Niger**

Nous avons été profondément troublés d'apprendre qu'un coup d'Etat militaire est survenu au Niger, le 18 février 2010. Les progrès et la consolidation de la démocratie au Niger avaient retenu toute notre attention depuis quelques années déjà. La collaboration étroite avec notre parti membre, le Parti nigérien pour la

démocratie et le socialisme (PNDS) a débouché sur de nombreuses initiatives de l'Internationale au Niger, pour appuyer son engagement vis à vis de la démocratie et sa lutte contre la pauvreté dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Toutefois, ces autorités militaires, menées par le leader de la junte, Salou Djibo, ont ensuite lancé des élections présidentielles démocratiques qui leur ont valu des félicitations pour la façon dont ils ont géré la transition et pour ne pas avoir présenté leurs propres candidats.

En avril 2011, Mahamadou Issoufou, leader du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et l'un des Vice-présidents de l'IS, a gagné les élections présidentielles avec 57.95% des voix. Les observateurs ont estimé que le processus électoral avait été libre et équitable et son inauguration a été saluée comme un moment historique pour le Niger. Le PNDS a rejoint l'Internationale Socialiste en 1996, et devint un membre à part entière en 2003; il a accueilli plusieurs réunions de l'Internationale à Niamey ces dernières années. Issoufou a été élu vice-président de l'IS lors du dernier Congrès IS à Athènes. La présidence d'Issoufou, qui partage nos valeurs sociales-démocrates et qui a joué un rôle critique dans le processus actuel de rétablissement démocratique au Niger, sera absolument cruciale pour le renforcement des institutions démocratiques du Niger et la fourniture de nouvelles opportunités pour ses citoyens. Le Président Issoufou a déclaré, «Mon élection au poste de Président, montre l'attachement du peuple nigérien à la démocratie et au changement. » Les gens peuvent être fiers de la façon dont la campagne électorale a été menée, et de l'intégrité de tous les candidats participants qui se sont montrés très responsables et ont adhéré à la volonté clairement exprimée du peuple.



*Mahamadou Issoufou*

## **Sénégal**

Le Sénégal constitue un modèle pour les aspirations démocratiques en Afrique. Depuis son indépendance en 1960, le Sénégal a échafaudé sa démocratie sous la conduite de Léopold Sédar Senghor, premier Président du Sénégal et fondateur du Parti socialiste du Sénégal (PS), a fait entrer son parti dans les rangs de

l'Internationale Socialiste avant de se retirer de la vie politique en 1980. Sous la présidence de son successeur, Abdou Diouf, qui était aussi un socialiste, la démocratie multipartite a prospéré au Sénégal et Diouf a quitté le pouvoir pacifiquement, après l'élection d'Abdoulaye Wade en 2000.

Cette tradition démocratique bien établie a été menacée à la veille des dernières élections présidentielles lorsque la Cour Suprême a autorisé la candidature inconstitutionnelle de Wade tout en disqualifiant plusieurs membres de l'opposition pour des motifs nébuleux. La société sénégalaise a subi les conséquences du déficit croissant de la gouvernance démocratique, de la dégradation des conditions sociales qui affecte l'ensemble de la population, d'une infrastructure obsolète et d'un manque de débouchés pour les citoyens. Nous avons exhorté le Sénégal à défendre et à préserver son héritage démocratique qui sert de point de référence aux démocrates. C'est une position acquise depuis une cinquantaine d'année grâce aux labeurs de ses leaders socialistes. Suite aux élections de février 2012, nous étions heureux d'apprendre que Wade a reconnu sa défaite et que le processus électoral avait été jugé démocratique et équitable.

## **Le Sud Soudan**

En juillet 2011, le peuple du Sud Soudan a commémoré la naissance de son pays – et de la nation la plus récente du monde – après plus de cinq décennies de guerre civile et de troubles internes. Les démonstrations de liesse populaire ont éclaté partout dans la nouvelle République et des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour marquer cette journée tant attendue: la sécession officielle du Nord. Les médias internationaux ont rapporté des scènes d'euphorie, notamment dans la nouvelle capitale officielle, Juba, où les gens brandissaient des drapeaux, dansaient et jouaient de la musique jusqu'au matin. Le Président Salva Kiir a signé la constitution et il a prêté serment devant de grandes foules, avant d'exhorter ses concitoyens à ne pas oublier les millions qui étaient morts à cause du conflit prolongé qui avait fait rage par phases entre 1955-2005. Selon des estimations, plus de deux millions de personnes ont péri dans la deuxième guerre civile soudanaise (1983-2005). Les festivités du week-end ne sont que le début d'un long chemin pour le Sud Soudan. Ce pays, qui est déjà l'un des pays les moins développés au monde – un enfant sur dix y meurt avant d'avoir atteint l'âge d'un an - a beaucoup de travail à faire et plusieurs sujets difficiles à aborder. De violents affrontements dans les zones frontalières contestées du Kordofan méridional et d'Abyei en 2011 ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de gens et ont fait de nombreux morts. Bien que la situation se soit

calmée, elle est loin d'être résolue. Le nouveau gouvernement sera chargé de partager les recettes pétrolifères entre le Nord et le Sud, de changer potentiellement le tracé de la frontière, et de mettre en place un service de soins de santé, pratiquement inexistant en Sud Soudan à l'heure actuelle, sans compter d'autres questions à confronter. Malgré les difficultés innombrables du Sud Soudan, l'Internationale Socialiste a félicité le peuple du Sud Soudan de leur nouvelle indépendance. Nous avons déclaré:

«Le fait que 99% des sud –soudanais ont voté pour avoir la liberté lors du référendum, montre sans équivoque que le peuple souhaitait une coupure nette d'avec le passé, une nouvelle patrie et, avant tout, un nouveau départ. L'IS offre ses félicitations les plus sincères au peuple du Sud Soudan. Nous espérons de tout cœur que la violence et les bouleversements qui ont meurtri ces deux pays - le Nord et le Sud – prendront maintenant fin. La Démocratie est bien vivante; elle a besoin d'être soutenue et protégée afin de s'assurer que la génération suivante de soudanais du sud puisse connaître une nouvelle ère de paix et d'espoir. »

## **République centrafricaine**

Le 23 janvier, 2011, le premier tour des élections présidentielles et parlementaires en République centrafricaine a eu lieu, quoique tardivement, et Martin Ziguélé, Leader du Mouvement pour la Libération du Peuple centrafricain (MLPC), un parti membre de l'Internationale Socialiste, était l'un des quatre candidats présidentiels à se présenter contre le Président en exercice, François Bozizé. Le jour du scrutin, de nombreuses irrégularités ont été signalées, y compris des bureaux de vote fictifs, déplacés ou inexistantes, des listes électorales truquées, des cartes électorales en double et l'absence des procès-verbaux requis par la loi dans plusieurs bureaux de vote.

Ziguélé, Emile Gros-Raymond Nakombo et Jean-Jacques Demafouth, qui ensemble formaient le *Collectif des forces de changement*, CFC, se sont retirés de la Commission électorale indépendante (CEI) afin de se dissocier des résultats douteux. Ils ont qualifié les élections de «braquage électoral, méticuleusement préparé et soigneusement exécuté par le Général Bozizé et son parti».

Le 2 février, au premier tour du scrutin, Bozizé a eu 66.08% des votes, suivi par l'ancien Président Ange-Félix Patassé (20.1%), Ziguélé (6.46%), Nakombo (4.64%) et Demafouth (2.72%). Cependant Ziguélé, Nakombo et Patassé ont contesté les résultats devant la Cour constitutionnelle, une demande qui a été corroborée par

la révélation du 5 février selon laquelle les résultats d'un quart des bureaux de vote n'avaient pas été pris en compte. Trois membres du CEI ont été arrêtés à Boganda.

Les résultats provisoires du premier tour des élections législatives avaient donné la majorité au parti Kwa Na Kwa (KNK) de Bozizé avec 26 sièges sur 105, et un ballottage favorable dans la majorité des circonscriptions où le premier tour n'avait pas été décisif. Ces résultats ont été rejetés par Ziguélé et Nakombo comme faisant partie du même processus irrégulier qui avait permis à Bozizé de gagner les élections présidentielles.

Le samedi 12 février, la Cour constitutionnelle a confirmé les résultats des élections, en n'apportant que de légères modifications aux scores provisoires annoncés par la CEI, accordant à Bozizé 64.37% des voix suivi par Patassé en deuxième place avec 21.41% et Ziguélé en troisième place avec 6.8% des voix. Cette sanction de la CEI par la Cour constitutionnelle qui s'est traduite par la réélection de Bozizé sans qu'il soit nécessaire de recourir à un deuxième tour de scrutin, a été rejetée par Ziguélé en tant que scrutin vicié

## ASIE ET PACIFIQUE



Nous avons organisé une réunion de notre Comité Asie-Pacifique à **Manille**, le **20-21 mai 2011**. Accueillie par Parti de l'Action des Citoyens qui est un parti membre de l'IS, la réunion a rassemblé les représentants des partis de la région et d'ailleurs, ainsi que le Président philippin Benigno 'Noy-Noy' Aquino. Au nom de l'Internationale socialiste, j'ai exprimé la satisfaction de l'organisation quant aux nombreuses questions abordées par le gouvernement, questions qui étaient aussi prioritaires pour notre mouvement mondial, tels que les droits de la personne, le renforcement des institutions démocratiques, la bonne gouvernance, l'éducation, la protection sociale et la santé génésique. J'ai également exprimé notre satisfaction pour la collaboration d'Akbayan au gouvernement de coalition du Président.

Notre Comité a mené des débats sur toute une gamme de questions qui affectent l'Asie et le Pacifique. En ce qui concerne le conflit frontalier entre le Cambodge et la Thaïlande, le comité a adopté une déclaration en demandant aux deux protagonistes d'établir un cessez-le-feu permanent et de régler la situation de façon pacifique par le biais d'un dialogue politique efficace.

Une autre réunion du Comité Asie-Pacifique a eu lieu à **Oulan-Bator, Mongolie**, le **7-8 Octobre 2011**, accueillie par le Parti du Peuple mongol un parti membre de l'IS pour discuter des progrès de la démocratie dans la région.



J'étais heureux de présenter la Mongolie comme un bon exemple de la démocratie sous la direction du MPP, avec d'excellentes performances économiques mises au service de l'éducation, de la santé, des services publics, en bref, d'un meilleur niveau de vie pour le peuple. Dans la région de l'Asie-Pacifique, l'accent est trop souvent mis uniquement sur l'économie, sans prendre en compte les droits et libertés des citoyens. Nous avons toutefois noté les nombreuses ouvertures pour la social-démocratie en Mongolie qui existaient à présent en Mongolie.

Les participants ont réaffirmé que les systèmes démocratiques multi-partites opérationnels, la tenue d'élections libres et équitables et le respect des libertés fondamentales étaient des facteurs essentiels. Une nouvelle ère de changement émergeait dans la région, un changement, qui était motivé dans de nombreux pays, par les valeurs et principes de notre mouvement.

Nous avons adopté une déclaration sur la Mongolie reconnaissant les contributions du MPP à l'établissement d'une Mongolie moderne et son rôle dans la transition vers une authentique démocratie. En sa qualité de parti social-démocratique de centre-gauche, le Parti du Peuple mongol a fait ses preuves. Dans une deuxième déclaration, nous avons salué la contribution de feu Benazir Bhutto au Pakistan, pour sa lutte contre le terrorisme et son engagement à soutenir l'agenda progressiste. Quant au conflit frontalier entre le Cambodge et la Thaïlande, la déclaration appuyait le dialogue en cours pour la restauration de la paix et de la stabilité. Nous avons noté avec satisfaction que les deux parties se sont abstenues de recourir à la force depuis que le nouveau gouvernement était venu au pouvoir en Thaïlande, et nous avons exhorté les deux parties à respecter les décisions de la Cour internationale de Justice. Notre Comité a félicité Fretilin d'avoir organisé des élections directes réussies à Timor-Leste, et de manière plus



générale, d'avoir ouvert la voie au renforcement des partis politiques dans la région .

Lors de la réunion du Conseil à **San José, Costa Rica le 23-24 janvier 2012**, les membres ont applaudi l'annonce de l'abolition définitive de la peine de mort en Mongolie, et le rôle positif joué par le Parti du Peuple mongol et l'Internationale Socialiste pour franchir cette étape importante.

## Pakistan



L'Internationale Socialiste a vivement félicité Asif Ali Zardari de sa victoire aux élections présidentielles tenues au Pakistan, le 6 septembre 2008. Zardari a obtenu une majorité écrasante des voix aux assemblées fédérale et provinciale du pays. Cette élection réussie marque une autre étape

importante dans la consolidation de la démocratie au Pakistan, que le Parti du peuple pakistanais (PPP), parti membre de l'IS, et son ancien leader, feu Benazir Bhutto, avait tant lutté pour obtenir.

L'Internationale Socialiste a réaffirmé sa solidarité avec le PPP, en présentant ses meilleurs vœux au Président Zardari pour les défis à venir, dans sa lutte contre le terrorisme et pour un État libre, démocratique et sécurisé.

## Birmanie

L'Internationale Socialiste soutient depuis longtemps le peuple de la Birmanie et Aung San Suu Kyi, qui a été nommée présidente honoraire de l'Internationale Socialiste à notre dernier Congrès et la Ligue nationale pour la démocratie. Nous avons lutté pour la libération d'Aung San Suu Kyi qui était assignée à résidence – condamnant sévèrement les poursuites judiciaires sans fondement entamées à son encontre par le régime militaire en Birmanie. En **mai 2009**, nous avons lancé un appel à toutes les nations d'adopter la position la plus ferme pour la libération d'Aung San Suu Kyi et pour la démocratie en Birmanie. En **août 2009**,

L'Internationale Socialiste a été consternée par la persistance de la junte militaire birmane, qui, défiant le tollé du monde entier, l'a condamnée à la détention à domicile pendant encore un an et demi. Nous avons réclamé sa libération immédiate.

En **novembre 2010** nous avons pu enfin fêter la libération d'Aung San Suu Kyi, après 21 ans de détention. La réunion du Conseil à Paris a estimé que cette victoire présageait un retour à la démocratie en Birmanie. La réunion du Comité pour l'Asie et le Pacifique tenue à **Manille le 20-21 mai 2011**, a préconisé une avancée immédiate et décisive en faveur de la démocratie en Birmanie. L'IS a été enthousiasmé par le succès retentissant de la Ligue nationale pour la démocratie et l'élection de son leader Aung San Suu Kyi au parlement en **avril 2012**, lors d'une élection partielle historique. Ces résultats ont confirmé la volonté historique du peuple qui souhaitait connaître la démocratie depuis longtemps déjà. L'Internationale Socialiste a vivement félicité les citoyens de la Birmanie, qui se sont courageusement emparés de l'occasion présentée par les élections pour exprimer clairement leur désir d'un réel changement grâce au processus démocratique.

Je suis très heureux de pouvoir vous signaler qu'après m'être vu refuser l'entrée en Birmanie pendant des années, j'ai pu me rendre en Birmanie le mois d'avril suivant les élections, pour avoir des discussions avec les membres de l'exécutif du NLD, exprimer la solidarité de l'Internationale à leur égard et évaluer la situation sur le terrain. Le résultat de ces élections avait démontré les qualités de leadership, de persévérance et de détermination d'Aung San Suu Kyi dans la poursuite de sa vision des libertés, des droits et de l'inclusion pour l'ensemble du peuple birman. C'était également un signe indiquant combien il faut entendre et respecter l'appel à la démocratie à travers le monde.

La Birmanie a initié un processus de réformes limitées sous le Président Thein Sein, un ancien général qui supervise depuis mars 2011 l'assouplissement des lois sur la censure, la légalisation des syndicats et la libération de centaines de prisonniers politiques, dont Aung Sang Suu Kyi. Durant plus de deux décennies de lutte pacifique et empreinte de dignité contre le régime militaire en Birmanie, Suu Kyi a donné un exemple lumineux aux démocrates du monde entier. Les aspirations démocratiques du peuple birman, si apparentes aujourd'hui, doivent diriger et définir la voie à suivre. Il faut s'assurer qu'au cours de la période précédant les élections générales en 2015, il n'y ait pas de retour à la répression et à l'autoritarisme du passé. Le gouvernement, l'armée et les divers partis

politiques doivent maintenir leur engagement par rapport à un processus dont l'issue ne peut être qu'une pleine démocratie. Bien qu'il ait gagné la majorité des sièges contestés lors des élections partielles, le NLD représente moins d'un dixième de l'Assemblée nationale, où 25% des sièges sont actuellement réservés aux membres nommés par l'armée. Le processus de démocratisation doit être poursuivi et approfondi afin de s'étendre à tous les domaines de la société et à toutes les instances gouvernementales.

## LA CEI, LE CAUCASE ET LA MER NOIRE

Le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire a été établi à Vallarta, Mexique, en novembre 2008. Sa première réunion a été organisée aux **Nations unies à Genève le 16-17 avril, 2009**, et a été présidée par Alexandra Dobolyi (MSzP, Hongrie) et Mario Nalpatian (ARF-D, Arménie).



À cette réunion, nous avons échangé nos points de vue sur le développement de la démocratie dans la région; nous avons évoqué notre contribution à la résolution pacifique des conflits régionaux existants et nos stratégies pour renforcer et promouvoir la social-démocratie dans ces pays.

Lors de la réunion du Comité, nous avons unanimement convenu d'exprimer nos graves inquiétudes devant l'absence totale de progrès en Belarus et les violations persistantes de droits humains, civils et politiques que subit le peuple de ce pays. Nous avons exprimé notre soutien et notre solidarité envers les forces démocratiques biélorussiennes qui vivent sous un régime qualifié de «dernière dictature en Europe» par les participants à la réunion. Le Comité a notamment souligné l'importance d'une collaboration ininterrompue avec les forces démocratiques restantes dans le pays dont la plupart étaient représentées à cette réunion, afin de ménager une option progressiste et démocratique pour l'avenir, par le biais de la coopération et des efforts conjoints de toutes ces forces.

En janvier 2011, je me suis rendu au Belarus dans le seul but de manifester ma

solidarité avec l'opposition démocratique, dont je parlerai davantage dans les pages à suivre.

Nous avons déploré le processus manifestement vicié des élections de 2009 en Moldavie qui a sérieusement compromis la crédibilité des résultats. Notre Comité a lancé un appel aux autorités moldaves en insistant pour qu'elles respectent les droits et les engagements démocratiques et garantissent la vérification ouverte de la validité des résultats ainsi que la mise en œuvre d'un cadre électoral transparent en vue d'élections libres et équitables, y compris la tenue de nouvelles élections pour garantir leur légitimité. Nous avons aussi fait appel à l'apaisement des tensions, le règlement des différends et le renforcement de la démocratie au Caucase. Le Comité est convenu d'agir en faveur d'une solution négociée au conflit du Haut-Karabakh et pour l'établissement d'un dialogue et de négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan afin de créer une nouvelle dynamique pour la paix. Une initiative de l'IS serait lancée avec deux partis membres en Arménie et en Azerbaïdjan. Par ailleurs, le Comité a décidé de soutenir et de promouvoir un rapprochement ouvert et inconditionnel entre la Turquie et l'Arménie afin d'encourager de nouvelles relations entre elles.

### **Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire, Erevan, Arménie**



Le Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire s'est réuni à **Erevan, le 11-12 juin 2010** pour discuter le rôle de la social-démocratie en période de changement, en passant des démocraties qui émergent des régimes autoritaires et des sociétés qui ont lutté pour obtenir la paix, aux pays qui continuent à connaître la souffrance de conflits non-résolus. La réunion était accueillie par la Fédération révolutionnaire arménienne-Dashnaktsutyun (ARF-D), et présidée par Mario Nal-

patian (ARF-D, Arménie) et Alexandra Dobolyi (MSzP, Hongrie).

Cette réunion était importante parce qu'elle a réuni des représentants d'Azerbaïdjan et Arménie, et cela a été continué plus tard lors d'une réunion organisée à Bakou, Azerbaïdjan, comme expliqué au chapitre trois.

Le désir de transparence et de régularité dans le processus électoral dans de nombreux pays de la région a été fortement souligné. La réunion a également souligné l'importance du rôle des sociaux-démocrates dans l'avancement de la démocratie, par le biais de la coopération entre ceux qui vivent les mêmes réalités et valeurs au sein de l'Internationale Socialiste. J'ai salué les partis de la **Géorgie** qui participaient pour la première fois à nos réunions, démontrant ainsi qu'ils pouvaient faire partie d'un partenariat constructif dans la région, et j'ai réitéré l'espoir exprimé par les délégués que la Géorgie puisse devenir un pays ouvert et démocratique et un centre de stabilité pour tous dans la région. J'ai salué les progrès accomplis par les partis membres comme le SDPU en **Ukraine**, dans la coopération accrue avec les syndicats, et me suis félicité de l'évolution positive de nos partis membres dans certains pays comme la **République de Moldavie et le Kazakhstan**. J'ai en outre souligné la nécessité de maintenir le calme au **Kirghizistan** à la lumière des événements tragiques survenus à Osh. La social-démocratie était une force politique grandissante dans la CEI, une présence qui se faisait sentir dans neuf des douze États, confirmant ainsi l'importance du travail que doit accomplir l'Internationale dans cette partie du monde.

## Réunion du Comité, Almaty, Kazakhstan



Le **2-3 mai 2011**, nous avons organisé une réunion de notre Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire à **Almaty, Kazakhstan**, la toute première réunion du Co-

mité tenue en Asie centrale. Le Comité a exprimé son soutien inconditionnel au Parti national social-démocrate 'AZAT' (NSDP 'AZAT'), Kazakhstan, qui a organisé la réunion avant les élections.

Zharmakhan Tuyakbai, co-président du NSDP 'AZAT' a souhaité la bienvenue aux participants reconnaissant que la tenue d'une telle réunion dans son pays infléchissait un nouveau dynamisme au développement de la social-démocratie dans la région d'Asie centrale. Il a souligné les niveaux inadmissibles d'inégalité et d'autoritarisme existant au Kazakhstan, et l'importance de l'avancement des valeurs social-démocratiques telles que la liberté, la justice et la solidarité. Bulat Abilov, co-président du NSDP 'AZAT' a ensuite parlé de la défaillance démocratique du Kazakhstan, illustrée par la composition actuelle de son parlement où seul le parti au pouvoir est représenté, et les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour se faire officiellement enregistrer et être reconnus en tant que parti politique. J'étais heureux d'ouvrir cette réunion; la présence du Comité au Kazakhstan était un motif de fierté pour notre organisation. En ces jours de réaffirmation de la démocratie dans le monde, la présence d'une organisation mondiale de sociaux-démocrates à Almaty revêtait une signification particulière compte-tenu du manque de démocratie et du sentiment d'exclusion politique ressentis par les citoyens du Kazakhstan. Au sein de la région de la CEI la présence de la démocratie était loin d'être uniforme, certains pays souffrant d'une absence totale de démocratie et d'un processus non-participatif, alors que d'autres avaient développé des systèmes démocratiques embryonnaires, qui avaient besoin d'être perfectionnés et soutenus.

Au cours des discussions sur les défis qui confrontent la démocratie dans la CEI et au Caucase, de nombreux délégués ont mentionné le rôle joué par l'IS dans la recherche de solutions viables. La présence dans l'ensemble de la CEI de systèmes politiques qui ne permettent pas aux électeurs de faire un choix authentique a été noté. Dans les rapports sur les situations nationales, des participants d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Kirgizstan et de l'Ukraine ont évoqué leurs préoccupations spécifiques quant à l'évolution politique interne. Le fait de tenir une réunion en Asie centrale pour la première fois, a également permis d'inviter des partis sociaux-démocrates de leurs voisins du Tadjikistan et d'Ouzbékistan, deux pays soumis à des barrières impressionnantes en matière de démocratie, que soulignait encore l'incapacité de la délégation ouzbèke à assister à la réunion en raison de restrictions imposées par les autorités. S'adressant à la réunion, Rahmatullah Zairov, leader du Parti social-démocrate du Tadjikistan a attiré l'attention de son auditoire sur les similarités entre les méthodes anti-démocratiques em-

ployées par les Présidents de Tadjikistan et du Belarus. La réunion s'est terminée par une déclaration de soutien au NSDP 'AZAT' dans leurs tentatives pour être inscrits auprès des autorités du Kazakhstan avant les élections législatives.

### Comité, Chişinău, République de Moldavie



La dernière réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire s'est tenue le **23-24 juillet 2012 à Chişinău, République de Moldavie**, et elle a été accueillie par le Parti démocrate de Moldova (PDM). Marian Lupu, président du PDM et président du parlement moldave, nous a chaleureusement accueillis.

Lupu a souligné les progrès démocratiques réalisés en République de Moldavie, et la vision du PDM pour un avenir durable en Moldavie, fondé sur des valeurs social-démocratiques. La tenue de la dernière réunion du Comité avant le XXIV<sup>e</sup> Congrès était une bonne indication des progrès et des avancées de la social-démocratie dans la région. Dans mon allocution d'ouverture, j'ai rappelé qu'en 2009, lors de la première réunion du Comité à la suite du XXIII<sup>e</sup> Congrès, les participants avaient exprimé leur inquiétude quant au sort de la démocratie en Moldavie, y compris un appel pour la tenue de nouvelles élections. L'évolution de la situation durant les années qui ont suivi, a démontré que les obstacles et les divisions pouvaient être surmontés ensemble en rapprochant les gens dans la région.

Le défi démocratique est une lutte cruciale, et les discussions se sont concentrées sur les déficits démocratiques qui continuent d'exister dans de nombreux pays de la région. En Belarus, l'Internationale Socialiste a continué à demander la libération de Mikalai Statkevich et d'autres prisonniers politiques. Nous avons exprimé notre inquiétude quant aux restrictions grandissantes imposées aux libertés démocratiques en Ukraine et en Géorgie. Dans ces deux pays, les élections prévues pour l'automne 2012 permettraient d'évaluer la légitimité démocratique de leurs processus politiques respectifs. Au Kazakhstan et dans la Fédération Russe, les récentes élections n'ont pas répondu aux attentes, et il reste beaucoup de travail



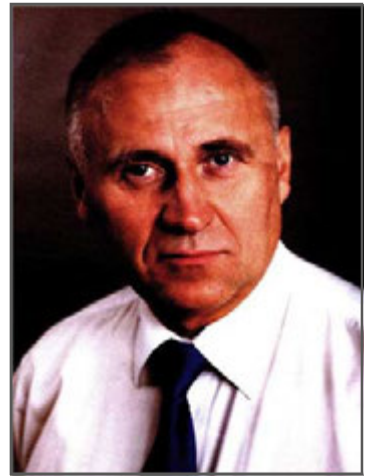
à faire dans la région pour assurer la prééminence d'une véritable démocratie.

Le Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire a contribué au développement des relations entre le mouvement mondial de l'IS et les partis sociaux-démocrates dans la région, au travers de partages sur leurs objectifs politiques et leurs stratégies communes et de l'avancement de leurs idéaux communs.

## Belarus

Les manifestations de protestation publique survenues le 19 décembre 2010, pendant les élections en Belarus, se sont soldées par une répression violente, l'incarcération de quatre candidats aux élections présidentielles et de centaines d'activistes des forces démocratiques. Nous avons envoyé deux lettres au Président Loukachenko, réclamant la libération inconditionnelle et immédiate de tous ceux qui avaient été détenus ainsi que la cessation du recours à la violence et des sévices infligés aux citoyens exerçant leurs droits démocratiques.

Rien n'a changé, et le 18 janvier 2011, je me suis rendu à Minsk, en Belarus, afin de rencontrer les partis sociaux-démocrates, les forces de l'opposition et les mouvements de défense des droits civils afin de leur exprimer notre solidarité et d'exiger la remise en liberté des détenus. À ce moment-là, 48 activistes au total, dont 32 en résidence surveillée et 16 en garde à vue, étaient accusés d'avoir « organisé les émeutes ». L'Article 293, parties 1 et 2 du Code criminel de la République du Belarus, stipule que l'organisation d'émeutes populaire est passible de 5-15 ans de prison et la participation à ces émeutes, était passible de 3-8 ans de prison.



*Mikalai Statkevich*

Je me suis entretenu avec le parti social-démocrate biélorusse (BSDP-NH) et le Parti social-démocrate (Hramada), le Parti civil unifié, la campagne civique « Dites la Vérité », les représentants d'Alyaksai Mihalevich, le « Centre des droits de la personne », « Viasna », le Comité biélorusse d'Helsinki, et le Comité pour la protection de la « Solidarité » réprimée. Les débats se sont focalisés sur les irrégularités qui avaient marqué les élections présidentielles, la violence perpétrée contre le rassemblement post-électoral et ses répercussions, la situation quant aux droits

de la personne (environ 700 activistes avaient été arrêtés), et aux demandes adressées aux autorités.

Lors d'une conférence de presse tenue à Minsk le 20 janvier 2011, j'ai déclaré que les actions du gouvernement étaient inadmissibles, soulignant que les candidats aux élections présidentielles et d'autres activistes avaient été détenus pendant un mois dans les prisons du KGB et avaient été empêchés d'avoir accès à leurs familles ou à des avocats. Au nom de l'Internationale Socialiste, j'ai instamment fait appel à ce qu'ils soient immédiatement relâchés. Le Belarus peut choisir de s'acheminer vers la démocratie et le respect des droits de la personne, ou s'engager dans la voie de la dégradation croissante de ses relations avec la communauté internationale résultant de son mépris et de ses violations des droits humains.

Lors de notre **réunion du Conseil, à Athènes le 1-2 juillet 2011**, nous avons adopté une résolution sur l'Europe du Sud-Est, dans laquelle figurait une déclaration sur le Belarus. Nous y avons réclamé la libération immédiate de Mikalai Statkevich et des autres candidats, leaders, militants politiques et défenseurs des droits de la personne incarcérés; l'établissement de la gouvernance et des droits démocratiques; et le soutien international nécessaire pour faire pression sur le régime politique de Loukachenko. Nous avons fait le vœu de poursuivre notre travail avec tous les démocrates bélarussiens jusqu'à ce que la vision d'une démocratie libre et efficace en Belarus soit établie.

## EUROPE DU SUD-EST

### Albanie



Le **29 mai 2010**, nous avons tenu une réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Europe du Sud-Est à **Tirana**, en **Albanie**. La réunion était axée sur la crise en Albanie qui avait sévi à la suite des vio-

lations et des irrégularités commises lors des élections législatives du 28 juin 2009. Edi Rama, leader du SPA et co-président du Comité, a passé en revue les difficultés auxquelles il s'était heurté. Son parti avait tout fait pour protéger et défendre la démocratie menacée en Albanie. Il a souligné leur besoin de soutien et de compréhension de la part de la communauté internationale; par ailleurs, il a affirmé que la gauche progressiste était la force appropriée pour relever les défis liés à la démocratisation, la modernisation, et l'intégration à l'UE, et en outre, que le SPA ne s'était jamais senti isolé grâce au soutien de ceux qui étaient présents autour de la table.

Sergei Stanishev (BSP, Bulgarie), co-président du Comité, a salué le comportement responsable du SPA, et sa volonté de trouver une solution constructive et acceptable. Il s'est déclaré convaincu qu'une déclaration du Comité pourrait contribuer à la résolution de la crise et garantir un avenir libre de doutes quant aux élections en Albanie. Stanishev a également mentionné l'intégration à l'UE, et notamment l'expérience de la Bulgarie à cet égard, qui n'a atteint cet objectif que par le biais de la coopération. Considérant que la démocratie est un pilier fondamental de la société, j'ai parlé de l'essence-même de la démocratie et à la crise actuelle en Albanie. La légitimité devait être reconquise, ai-je affirmé, et les autres acteurs politiques dans le pays, notamment ceux qui avaient des responsabilités au sein du parti démocratique, se devaient d'émuler les mesures prises par Edi Rama et le SPA. Bien que la situation en Albanie soit particulièrement difficile, le fait de relever ce défi pouvait ouvrir la voie à des jours meilleurs, notamment si la transparence électorale réclamée par le SPA pouvait être instaurée.

La résolution adoptée par le Comité, faisant sien la demande de l'Internationale, a demandé qu'une enquête soit menée sur les violations électorales afin de mettre

un terme à la crise politique. La résolution a tenu compte de la situation d'impasse politique à laquelle l'Albanie avait été confrontée, soulignant le fait que des réformes étaient absolument nécessaires pour garantir les principes démocratiques fondamentaux ainsi que des droits et opportunités égaux pour tous les citoyens, entreprises et ONG. La résolution, compte-tenu de la gratitude exprimée par le SPA pour le soutien reçu de l'IS et de ses partis membres, et de l'importance de la solidarité avec le mouvement social-démocrate mondial, s'est engagée au nom de l'Internationale à soutenir tout autre parti membre qui se trouverait dans une situation comparable à l'avenir.

## Monténégro



Comme nous l'avons déjà dit, la démocratie a été au premier plan de la réunion du Conseil organisée au **Monténégro le 29-30 juin 2009**, par les leaders des partis hôtes, le Parti démocrate des socialistes (DPS) et le Parti social-démocrate (SDPM). Nous avons beaucoup parlé de notre vision mondiale de la démocratie et écouté avec plaisir les allocutions

sur la démocratie dans le pays d'accueil données par le Premier ministre, Milo Djukanović, du DPS, et le président du parlement et leader du SDPM, Ranko Krivokapić, qui ont tous deux passé en revue le succès de la coalition lors des élections de 2009. Djukanović a expliqué qu'ils étaient déterminés à bâtir une nouvelle nation indépendante fondée sur des principes démocratiques, la stabilité, le développement, les bonnes relations avec les pays voisins et l'intégration avec d'autres nations et organisations internationales. Il a noté en outre, qu'il était indispensable de coopérer avec ceux qui partagent les mêmes idées et convictions.

## Ossétie du Sud

Le 9 août 2008, l'Internationale Socialiste a exprimé sa vive inquiétude face au déclenchement des hostilités en Ossétie du Sud et a demandé un cessez-le-feu urgent, le respect envers la population civile affectée par le conflit et le respect de la loi internationale et humanitaire. Nous avons demandé instamment à toutes les parties concernées d'entamer des négociations pour éviter l'extension du conflit qui risquerait de se muer en guerre généralisée.

# MÉDITERRANÉENNE

## Une seule rive méditerranéenne

Nous avons tenu une réunion du Comité de l'IS pour la région méditerranéenne sur le thème «une seule rive» à **Barcelone, 5-6 octobre 2009**. Le Président du *Generalitat de Catalunya* (gouvernement de la Catalogne), José Montilla a donné l'allocution d'ouverture.



J'étais heureux de noter que les préoccupations de la réunion coïncidaient avec celles de l'Internationale Socialiste. La présidente du Comité, Elena Valenciano, a réservé un accueil chaleureux aux participants, disant qu'il serait difficile de trouver un endroit plus propice pour notre réunion que Barcelone, une ville dynamique, ouverte, tolérante et multiculturelle qui reflétait fidèlement l'esprit de la région. Barcelone avait été choisi à l'unanimité pour être le siège permanent du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée. Ici, les socialistes vivaient sur une même rive, unis par la même mer, et notre vision était que tous ceux qui partageaient cette rive partagent aussi les mêmes conditions de vie et niveau de développement et que dans un avenir pas trop lointain tous puissent n'avoir qu'une seule voix. Consciente de l'ampleur de la tâche et des circonstances complexes touchant la région, Elena Valenciano a dit que nous les socialistes étions déterminés et résolus à surmonter les obstacles et à réaliser nos ambitions.

José Montilla a souhaité la bienvenue à tous les participants à Catalogne et a souligné l'importance de décider comment nous envisageons l'avenir de la région méditerranéenne et comment nous pourrions établir une coexistence authentique entre ses habitants et un avenir de paix entre ses États. Dans ce contexte mondialisé a-t-il ajouté, qui a subi de profonds changements, les valeurs et les politiques sociales de l'IS étaient devenues encore plus pertinentes. Au cours de la conférence, des participants d'Albanie, d'Andorre, de Chypre, de France, de

Grèce, d'Italie, du Liban, de Malte, de Monténégro, du Maroc, de la Palestine, de Saint Marin, d'Espagne, de Suède, de Tunisie, de Turquie, du Sahara occidental et du PSE ont abordé toutes sortes de questions, notamment la question de savoir comment donner une nouvelle impulsion aux politiques de coopération et d'intégration, les questions clés de la démocratie et de la paix dans la région. Les déficits démocratiques dans certains pays ont été abordés ainsi que l'importance de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, tel que déclaré dans le document adopté par le Comité:

«La responsabilité démocratique est la voie à suivre ... les citoyens méritent le respect et la considération de ceux qui les gouvernent. Il n'y a rien de plus antidémocratique qu'un gouvernant dépourvu du sens du ridicule et se considérant supérieur au peuple, au-dessus de la démocratie et de ses institutions, et même des règles les plus élémentaires de la dignité.»

La séance a été clôturée par Jordi Herreu, maire de Barcelone, une ville qui bénéficie d'un gouvernement socialiste depuis plus de trente ans. Il a souligné l'importance des valeurs de la coopération, de la solidarité et de l'ouverture. La déclaration a noté l'esprit de cet événement, et notre opinion selon lequel il existe bien un rivage nord et sud, mais les socialistes ne reconnaissent qu'un seul rivage, un rivage de justice, d'égalité, de liberté, de pluralité, de démocratie et de respect – un rivage de paix.

## AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Le Comité de l'IS sur l'Amérique latine et les Caraïbes qui s'est réuni à **Buenos Aires, Argentine le 9-10 avril 2010**, a rassemblé plus d'une centaine de participants de 33 partis membres.



Le Comité a abordé le thème du renforcement de la démocratie au travers de débats comme «Comment mettre en avant les priorités sociales-démocrates de l'emploi, de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale dans la région», «Renforcer les institutions de la démocratie et approfondir la participation citoyenne».

Nous avons adopté une *Déclaration sur le Puerto Rico* qui réitérait l'appel du Comité lancé aux partis membres de l'IS pour qu'ils appuient la requête unanime du Comité spécial de l'ONU sur la décolonisation, demandant à l'Assemblée générale d'examiner le cas du Puerto Rico. Une autre *Déclaration sur les îles Falkland (Malvinas)* réaffirmait le soutien de la région pour la position argentine quant à la souveraineté. Cette déclaration invitait les gouvernements d'Argentine et du Royaume-Uni à reprendre les négociations afin de trouver une solution rapide, juste, pacifique et définitive au différend conformément aux résolutions et aux déclarations pertinentes des Nations unies et de l'Organisation des États américains. J'ai présenté un rapport sur notre mission au Venezuela, dont les détails sont présentés ci-dessous. À la suite d'un débat, nous avons convenu d'une *Déclaration sur le Venezuela* exprimant nos préoccupations quant aux droits de la personne et des libertés démocratiques dans ce pays, réclamant la libération des prisonniers politiques, le retour des réfugiés, réitérant l'appel lancé pour l'instauration d'un dialogue entre les acteurs politiques concernés et annonçant une nouvelle visite de notre part.

À la réunion du Conseil tenue à **Costa Rica le 23-24 janvier 2012**, l'ancien Président du Guatemala, Álvaro Colom, a prononcé son discours liminaire. Il a passé en revue les réalisations de son gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et le trafic des stupéfiants au Guatemala pendant des quatre années précédentes. Il a souligné l'importance accordée par l'Union nationale pour l'Espoir (UNE) à la défense des libertés politiques et individuelles au Guatemala, qui risquaient d'être érodées sous le nouveau gouvernement.



*Álvaro Colom*

J'ai attiré l'attention du Conseil sur une déclaration récente de l'IS exprimant sa consternation face au harcèlement politique et aux restrictions de voyage imposés à Sandra Torres, une des leaders du parti pendant les jours précédant cette réunion et qui l'ont empêché d'assister à la réunion du Conseil.

## **Honduras**

Le 29 juin 2009, au cours de la réunion du Conseil à Budva, Monténégro, nous avons fermement condamné le coup d'Etat perpétré contre le Président José Manuel Zelaya Rosales au Honduras, ainsi que sa détention et son expulsion forcée du pays. Nous avons exigé le rétablissement immédiat de la normalité démocratique et institutionnelle dans cette nation d'Amérique centrale.

Le Conseil a également exigé le rétablissement immédiat du Président Zelaya dans le plein exercice de ses fonctions, unissant nos voix à celles des organisations démocratiques et des organismes internationaux comme l'Organisation des États américains, déclarant qu'il n'accepterait en aucun cas de reconnaître un gouvernement faisant semblant d'en remplacer un autre qui avait été constitué de façon légitime. Par la même occasion, le Conseil a répudié toute tentative de justifier la rupture inacceptable de la vie démocratique au Honduras sous quelque prétexte ou argument que ce soit. Le Conseil a catégoriquement condamné la violence, y compris la détention arbitraire du secrétaire des relations internationales qui a été expulsé au Mexique, ainsi que la détention d'autres personnalités politiques, et nous avons demandé en outre que leur liberté et leur intégrité physique soient respectées.



La démocratie constitue le seul moyen pour que des gens libres puissent mener les affaires de l'État et répondre aux attentes des citoyens pour une meilleure qualité de vie, des progrès plus importants et une plus grande sécurité. Le Conseil de l'Internationale Socialiste a résolu de maintenir son engagement et sa vigilance quant à l'évolution de la situation politique au Honduras, dans l'attente de voir si cette demande démocratique urgente provenant de la communauté internationale trouvera toute sa réalisation au Honduras.

## Venezuela



*Partis membres de l'IS du Venezuela*

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et des Caraïbes a adopté une résolution sur la situation politique au Venezuela lors de sa réunion au **Guatemala le 23-24 mars 2009**. Il a exprimé son inquiétude face à la situation tendue qui se développait à l'époque et il a critiqué le harcèlement politique et les décisions prises par les autorités qui violaient l'État de droit. Pour exprimer notre soutien aux autres partis membres, nous avons convenu d'envoyer une mission spéciale au Venezuela afin de recueillir des informations sur la situation, et de promouvoir et renforcer le dialogue entre tous les acteurs politiques du pays.



Notre mission s'est rendue à **Caracas le 20-23 janvier, 2010**. J'étais à la tête de la délégation qui comprenait Peggy Cabral du Parti révolutionnaire dominicain, République dominicaine; Renée Fregosi du Parti socialiste en France; Paulina Lampsas du Mouvement socialiste panhellénique en Grèce; Emilio Menéndez del Valle du Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] et Jesús Rodríguez de l'Union

Civique Radicale en Argentine. Nous avons eu des entretiens importants, convoqué des réunions sur toute une gamme de questions avec divers acteurs politiques et d'organisations de la société civile au Venezuela.

Tout au long de nos discussions, j'ai exprimé mon optimisme et mon espoir de voir le Venezuela emprunter de nouveau le chemin de la paix sociale grâce à la participation importante des citoyens en préparation des élections législatives. La question des élections était l'un des thèmes principaux de notre mission. Nous avons entendu des gens exprimer leurs inquiétudes lors de nos réunions sur l'autoritarisme, une hausse du contrôle exercé sur les citoyens et des formes de censure. D'autres signes de mauvaise gestion comprenaient notamment un niveau élevé d'inflation et l'aggravation de la récession. Un rapport sur notre mission a été présenté et adopté ultérieurement lors de la réunion du Conseil tenue au siège des Nations unies à New York. Il contenait nos constatations et exprimait le sentiment de l'ensemble de l'Internationale Socialiste, à savoir le devoir incontournable de la solidarité avec la gauche politique et sociale au Venezuela.

## Costa Rica

Un discours spécial a été prononcé à la réunion du Conseil à **Costa Rica en janvier 2012**, qui reprenait particulièrement le thème du renforcement de la démocratie en Amérique latine. Oscar Arias, lauréat du prix Nobel et ancien Président du Costa Rica, a souligné l'esprit pacifique du Costa Rica, parfaitement illustré par son abolition des forces armées en 1948. Les paroles et les actions du mouvement social-démocrate seront d'une importance capitale pour mettre fin aux conflits dans le monde, a-t-il affirmé, réitérant son désir inébranlable de continuer dans la lutte pour la paix et l'avènement du jour où la démocratie, le développement et la liberté régneront dans tous les pays du monde, quel que soit le temps nécessaire à la réalisation de cette vision. Les délégués se sont levés pour applaudir ce discours exaltant de l'ancien Président. Dans ce message d'espoir, nous reconnaissons le véritable esprit de la social-démocratie mondiale.



*Oscar Arias*

# SOUTENIR LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE ARABE

## L'Égypte – un nouvel avenir démocratique

Le temps des changements est arrivé. Au printemps de 2011, après 18 jours de grandes manifestations, Hosni Moubarak a été contraint de céder son poste de Président, et la «révolution de la place Tahrir» est entrée dans l'histoire. Le peuple égyptien avait gagné la première bataille démocratique et réussi à faire accepter leurs



*Jalal Talabani, Président de l'Iraq*

exigences quant aux changements politiques, sociaux et économiques en dépit d'un régime qui était au pouvoir depuis plus d'une trentaine d'années. Le pouvoir de détenir leur propre avenir entre leurs mains, n'est plus un rêve lointain pour les Égyptiens. La tenue d'élections libres et équitables, établissant un gouvernement civil comme base du développement de nouvelles structures démocratiques dans le pays, avons-nous affirmé, donnera au peuple égyptien l'occasion d'exercer leurs libertés et droits récemment gagnés qui devraient être prioritaires.

L'Internationale Socialiste s'est réjouie que la démocratie et la volonté du peuple puissent désormais être le fondement d'une nouvelle Égypte. Les événements en Égypte ont démontré ce que la détermination, la résolution et l'unité d'un peuple peuvent accomplir.

## La liberté et droits pour tous

Le Présidium de l'Internationale Socialiste s'est réuni à **Athènes le 19 mars 2011**, sur les contreforts de l'Acropole pour discuter des changements historiques survenus dans le monde arabe. En tant que mouvement mondial pour la démocratie, nous avons été très encouragés par l'évolution de la situation. Avec

les leaders de la région, nous nous sommes engagés à redoubler d'efforts pour aider les nations et les gens de tous les milieux sociaux qui se sont unis dans cette cause commune.



*Amira Yahyaoui, Bloggeuse de Tunisie*

Le Présidium a exprimé sa solidarité sans réserve avec ceux qui luttent pour la démocratie, non seulement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, mais aussi avec ceux qui défendent la démocratie en tout temps dans d'autres parties du monde. Tout au long de son histoire, l'Internationale Socialiste s'est activement impliquée dans le processus de démocratisation. En effet, tout en soutenant les démocrates d'aujourd'hui et en reconnaissant le moment historique survenu dans le monde arabe, nous

ne devons pas pour autant oublier nos expériences du passé à cet égard.

Ce Printemps arabe a démarré avec la révolution survenue en Tunisie et a pris un nouvel élan avec les événements exaltants qui ont balayé l'Égypte. Les citoyens de la Tunisie et de l'Égypte ont fait entendre leur voix et réussi à faire avancer les processus démocratiques. Ces révolutions post-modernes ont toutes été initiées par de jeunes hommes et femmes qui ont transcendé les clivages sociaux et partisans, à l'aide des seules armes qu'ils avaient à leur disposition: les technologies modernes et les médias sociaux. Ils ont réussi de façon spontanée à faire entendre leurs revendications au reste du monde, soulignant le désespoir créé par des sociétés paralysées par la corruption, le népotisme et une concentration injuste des richesses.

Nous reconnaissons que le succès de la transition démocratique en Tunisie et en Égypte est d'une importance capitale pour l'ensemble de la région et notamment pour ceux dont les réclamations se sont heurtées à la violence et à la répression. Le cheminement vers la démocratie dans ces pays fait partie du processus actuel de démocratisation mondiale comme l'en témoigne la montée constante depuis une vingtaine d'années, du nombre de pays qui se sont dotés d'un système démocratique. Notre organisation contribue à l'avenir démocratique de nombreux

pays du monde, dont certains n'ont que récemment connu une transition démocratique et où l'IS dispose de partis dans le gouvernement. Le défi dans de nombreux pays, c'est de développer la démocratie, d'enraciner ses principes dans les institutions de l'État et de s'assurer qu'elle évolue et devienne mature.

Parmi les nombreux facteurs qui contribuent au succès de la gouvernance démocratique, les plus importants sont les principes d'élections libres et équitables, du respect des résultats d'élections démocratiques, de la responsabilité de ceux qui sont au pouvoir, de l'égalité des chances dans la participation à ces élections, de la pleine jouissance et reconnaissance des libertés et droits fondamentaux et des médias libres. Mais la démocratie dépasse le simple fait de tenir des élections, c'est aussi le droit d'exercer un droit de vote sans intimidation ou crainte, de participer à un processus électoral libre et équitable, de mener des campagnes et de faire entendre sa voix de candidat de l'opposition. Une démocratie se définit par des institutions robustes, qui agissent de façon impartiale et indépendante au profit de tous les citoyens.

La réunion de notre Conseil à **Athènes le 1-2 juillet 2011** a mis l'accent sur le monde arabe. Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), notre parti hôte, nous a souhaité la bienvenue, et George Papandréou a souligné l'engagement de l'Internationale à se tenir aux côtés de ceux qui luttent pour la démocratie dans le monde arabe. Le Président de la République d'Iraq, Jalal Talabani, a introduit les débats sur le thème principal de la conférence, «Faire avancer les espoirs du peuple dans le monde arabe: soutenir la vision de libertés et droits pour tous», en tenant un discours d'ouverture détaillé sur l'évolution de la situation dans la région. Plusieurs intervenants du monde arabe ont parlé de ce thème en nous faisant part de leurs perspectives sur la situation dans leurs pays: Mona Makram-Ebeid d'Égypte; Tahar El Almi du Mouvement populaire d'unité (MUP) en Tunisie; Fathi Mohammed Baja de Libye, responsable des affaires étrangères du Conseil national de transition (CNT) libyen; Mohamed Ghalib Ahmed Alsaqladi (YSP) du Yémen; Ahmed Ould Daddah (RFD) de Mauritanie; Abderrahman Lamrani (USFP) du Maroc; et Mohamed Sidati (Polisario Front) du Sahara occidental. Le Conseil a également entendu les témoignages de blogueurs éminents d'Égypte et de Tunisie qui ont parlé des soulèvements populaires et de leurs espoirs pour l'avenir grâce aussi aux activités des cybers militants qui dialoguent avec les mouvements démocratiques.

Le Conseil a adopté une résolution sur le premier thème principal en soulignant le soutien de l'Internationale pour les démocrates qui luttent pour la démocratie au

Yémen, en Libye et en Syrie, et son engagement à accompagner le processus important de la transition démocratique dans ces pays. La résolution réaffirme également notre soutien pour une solution pacifique et durable au conflit en Sahara occidental et pour le travail accompli par l'envoyé spécial de l'ONU, et nous avons donné mandat au Comité méditerranée de l'IS de poursuivre son action à cet égard.



Nous avons organisé la réunion constitutive du Comité spécial de l'IS sur le monde arabe établi au Conseil de l'IS à Athènes en juillet 2011, sur l'île de **Crète le 28-29 octobre 2011**. Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) a accueilli la réunion sous le titre «Pour une nouvelle société de droits et libertés: gagner la transition vers la démocratie dans le monde arabe». Des leaders et personnalités politiques représentant les forces démocratiques et progressistes en Égypte, en Iraq, au Liban, en Libye, en Mauritanie, au Maroc, en Palestine, en Syrie, en Tunisie, au Sahara occidental et au Yémen, ont participé à la réunion, aux côtés des membres de l'Internationale.

George Papandréou a ouvert la séance en évoquant les sentiments de solidarité et de soutien que les membres de l'Internationale Socialiste de divers continents partageaient avec ceux qui menaient les combats démocratiques dans le monde arabe.

J'ai mentionné le rôle que l'Internationale était appelé à jouer par le soutien qu'elle apportait continuellement aux luttes démocratiques dans le monde arabe. Nous avons établi ce Comité afin de partager nos opinions et expériences, proposer des initiatives et collaborer avec les acteurs du changement afin d'établir des objectifs communs pour le développement de nouvelles démocraties, et la vision d'une série de valeurs et principes partagés par tous les participants.

Les délégations du monde arabe sont intervenues pour parler des questions qui affectent leurs pays respectifs, en évoquant les divers thèmes à l'ordre du jour de la réunion. Au lendemain du premier scrutin démocratique tenu en conséquence directe du printemps arabe, les participants se sont félicités de l'évolution positive de la situation en Tunisie, où les élections



*Délégués, Crète*

législatives ont été saluées de partout comme des élections libres et équitables avec un taux de participation élevé. Les délégués d'Égypte ont réitéré la nécessité pour l'Égypte de tenir des élections, exprimant leur espoir de voir la réalisation rapide de cet événement, qui constitue la prochaine étape de la transition. Les représentants du Conseil national de transition (CNT) libyen ont été félicités pour la libération de leur pays, qui avait désormais besoin du soutien de la communauté internationale pour affronter les défis liés à la transition dans les domaines de la reconstruction et de la réconciliation nationale.

Les mouvements sociaux qui luttent pour le changement en Syrie et au Yémen ont fait l'objet de discussions que nous avons rapportées de manière plus approfondie ci-dessous. Des blogueurs d'Égypte, de Tunisie, du Maroc, de Syrie et de Tunisie ont également participé à la réunion et ont eu l'occasion de présenter le point de vue des utilisateurs des médias sociaux qui continuent à jouer un rôle important dans l'avancement des objectifs des soulèvements. Ces activistes ont aidé à coordonner les manifestations et assuré la diffusion dans le monde, d'informations sur la véritable nature de la violence politique exercée par des



régimes anti-démocratiques, en contournant les restrictions imposées aux médias par ces régimes et dévoilant aux yeux de tous, jusqu'où ils étaient allés dans leurs actes de répression. Les activistes étaient préoccupés entre autres, de s'assurer que ceux à qui l'on avait confié des responsabilités durant la transition remplissent

leurs obligations envers les citoyens en mettant fin aux pratiques répressives et au jugement des civils par les tribunaux militaires. Le Comité a rendu hommage aux gens qui ont contribué à mettre un terme aux régimes despotiques et souligné l'importance de s'assurer que les acteurs du changement continuent à faire entendre leur voix sous le nouveau régime politique, sans oublier la représentation des femmes et des jeunes qui avaient joué un rôle fondamental dans les soulèvements populaires.

Notre famille politique sociale-démocrate soutient à la fois les mouvements sociaux qui luttent pour le changement dans le monde arabe, et les objectifs et principes communs de la justice sociale, des droits humains, de la liberté d'expression et de la démocratie. Les membres de l'IS au Maroc ont présenté au Comité, la plateforme sociale-démocrate qu'ils allaient soumettre au peuple marocain avec le plein appui du mouvement social-démocrate mondial, lors des prochaines élections dans leur pays.

La réunion s'est terminée par une déclaration qui reflétait l'engagement de tous les participants à une vision commune surnommée «l'esprit de Crète» pour la démocratie et la liberté dans le monde arabe.

La réunion du Comité de l'IS sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, que nous avons organisé à **Rabat le 9-10 janvier 2012**, a examiné la question du développement de l'État providence et de l'amélioration de la protection sociale dans le monde arabe. La réunion, présidée par Christoph Zöpel, comprenait des participants des régions de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont intervenus.

Fathallah Oualalou, le maire de Rabat, a fait un discours liminaire. Il a souligné que les forces sociales-démocrates en Europe devaient renforcer leur coopération avec la Méditerranée méridionale pour forger un partenariat profitable et dynamique et a fait appel à plus de solidarité économique.

Des interventions de Néjib Chebbi, leader du Parti démocrate progressiste (PDP) en Tunisie, d'Ahmad



*Fathallah Oualalou*



Soboh (Fatah, Palestine) et d'Ahmed Lafdal (RFD, Mauritanie), qui ont partagé leurs expériences dans le domaine de la protection sociale et de l'État providence dans leurs propres pays, ont également été entendues. Bernard Soulage (PS, France, Vice-président du Comité), Paulina Lampsa (PASOK, Grèce) et Heliodoro Quintero (UNT, Vénézuéla) ont aussi apporté leurs perspectives sur les questions débattues.

Les échanges ont porté sur le document intitulé «l'État providence dans les États arabes - l'alternative proposée par l'Internationale Socialiste à l'irresponsabilité sociale» qui réclamait entre autres l'élaboration de stratégies fondées sur les valeurs sociales-démocratiques afin de bâtir des États providence socialement responsables basés sur les principes de la justice sociale, de la solidarité et du plein emploi.



Nous avons tenu la deuxième réunion du Comité spécial sur le monde arabe de l'Internationale Socialiste à **Istanbul, le 23-24 mars 2012**, accueillie par le Parti républicain du peuple, CHP. Président la réunion George Papandréou a remercié le CHP de leur hospitalité et il a ajouté que cette réunion était l'occasion pour les partis

démocratiques de gauche d'exprimer leurs opinions d'une seule voix. Cette unité démontrerait notre solidarité envers ceux qui luttent encore pour leurs droits et libertés démocratiques et élaborent des stratégies pour une meilleure coopération. Dans son allocution d'ouverture, Kemal Kılıçdaroğlu, leader du CHP, a souligné l'importance de s'assurer que les objectifs des mouvements démocratiques dans le monde arabe soient pleinement réalisés et d'éviter qu'ils ne soient récupérés par des pouvoirs externes pour servir leurs propres intérêts. Le CHP comprenait parfaitement le caractère indispensable de la démocratie, a-t-il noté, dans la mesure où le parti déployait tous ses efforts pour défendre les droits et libertés démocratiques en Turquie.

J'ai présenté le travail de notre Comité et de l'Internationale Socialiste sur le

monde arabe, avec une référence particulière au rôle de l'IS pour accompagner les protestations, les révolutions et le processus de démocratisation au cours de ces 14 derniers mois. Malgré les progrès réalisés par le peuple dans ces pays pendant cette période, il reste encore beaucoup de défis, et l'IS continuera à collaborer avec nos partenaires du monde arabe afin de maintenir la dynamique du changement.

Des représentants de l'opposition du Conseil national syrien ont parlé de la situation dans leur pays et ont demandé à l'Internationale de maintenir son soutien politique envers leur cause. Ils ont souligné combien il était important que la Syrie reçoive l'aide humanitaire pour alléger les souffrances de ceux qui en avaient désespérément besoin en Syrie et ils ont demandé que la pression internationale sur le régime soit intensifiée afin de donner au peuple syrien l'occasion de décider lui-même de son avenir démocratique. Les participants étaient tous unis dans leur condamnation du régime d'Assad et leur désir de voir une cessation immédiate de la violence. Ils ont lancé un appel pour que l'opposition syrienne s'unisse et présente une alternative claire et probante au régime en place. Ils ont aussi exprimé leur soutien pour l'initiative des Nations unies et de la Ligue arabe et le plan en six points, qui ont été entérinés le 21 mars par la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont par ailleurs souligné la nécessité de trouver une solution pour empêcher toute nouvelle effusion de sang, et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections libres et équitables dans les plus brefs délais.

L'importance de la présence continue de l'Internationale aux côtés des acteurs démocratiques du monde arabe et de ceux qui partagent les valeurs et principes de l'organisation, a aussi été soulignée, dans la mesure où ce type de soutien est nécessaire pour le développement de nouvelles démocraties saines et efficaces.

Des participants égyptiens ont fait remarquer combien le paysage politique était divisé, et constaté la non-existence d'un quelconque consensus sur la démarche à suivre. Dans un tel contexte, les élections présidentielles des mois de mai et de juin 2012 revêtaient un caractère critique et devaient à tout prix être menées dans des



*Walid Jumblatt*

conditions libres et équitables. En Tunisie, la rédaction de la nouvelle constitution est en cours, et il a été souligné que ce document important devrait refléter et reconnaître l'égalité des droits et l'inclusion de personnes de genres, de religions et d'ethnicités différents, et des minorités.

Quant au Yémen, la réunion a appris que de nombreux défis confrontaient encore le nouveau gouvernement de transition, qui devait pouvoir faire son travail sans l'ingérence de la part de l'ancien régime. Le dialogue national est un facteur indispensable pour ce processus, car il permettra de trouver des solutions consensuelles aux problèmes pressants du pays.

Les élections récentes au Maroc, tenues dans le nouveau cadre constitutionnel, ont été reconnues. Des pouvoirs plus étendus ont été accordés aux représentants élus, y compris l'USFP, devenu le parti de l'opposition qui peut désormais mieux s'acquitter de sa fonction de demander des comptes au gouvernement.

Les échanges ont aussi reconnu le rôle important du PSP au Liban pour avancer l'agenda démocratique dans la région et assurer la stabilité politique du pays. Le rôle du Président Jalal Talabani en Iraq a été reconnu, avec la conviction que les attaques récentes n'affaibliraient pas la détermination du parti membre de l'IS à établir la paix, la stabilité et la prospérité économique du peuple dans ce pays. Ces transitions doivent rester fidèles aux valeurs exprimées lors des soulèvements populaires, notamment l'assurance d'élections libres et équitables, la justice pour les persécutés et des droits et opportunités égaux pour tous les citoyens, en reconnaissant la contribution des femmes et des jeunes à cet égard.

Par ailleurs, la capacité de l'Internationale Socialiste à promouvoir la coopération entre les forces social-démocratiques dans la région a aussi figuré aux débats, soulignée par la présence d'un représentant de Bahreïn qui assistait à une réunion de l'IS pour la première fois. De nombreux activistes démocrates ont été emprisonnés à cause de leur lutte pour la démocratie dans ce pays, dont Ebrahim Sharif, le secrétaire général de Wa'ad, et les recommandations de la Commission d'Enquête Indépendante de Bahreïn concernant la riposte violente des autorités envers les manifestations de l'année dernière n'ont pas encore été pleinement mises en œuvre.

Les participants ont également résolu de chercher de nouvelles voies et moyens que le mouvement social-démocratique mondial pourrait utiliser pour aider ses membres, comme il l'a déjà fait par son recours à l'expertise juridique et politique au sein du mouvement afin de contribuer à l'élaboration de la loi sur la justice

transitionnelle au Yémen. Cette loi fournirait le cadre juridique nécessaire pour les réparations des violations des droits des citoyens et le règlement de la question de la responsabilité de l'État envers les victimes du régime autoritaire. Le même type de coopération sera accordé en vue de l'établissement et de la construction des nouvelles institutions étatiques dans certaines nouvelles démocraties. L'Internationale Socialiste continuera à surveiller attentivement les processus électoraux dans les pays arabes en envoyant de temps à autre, des délégations d'observateurs pour accompagner et superviser ces processus si importants. Les participants ont également convenu qu'il fallait encourager le dialogue et les partenariats entre les sociaux-démocrates et les autres acteurs unis dans leur poursuite de la démocratie dans le monde arabe. Le but de cette collaboration serait de contribuer à l'unité des forces de l'opposition engagées dans la lutte contre l'autoritarisme et pour l'avènement des élections démocratiques.



### *Istanbul*

La réunion a noté qu'en Algérie, le Front des Forces Socialiste (FFS), membre de l'IS, qui n'avait pas participé aux élections depuis 15 ans à cause de leur manque de confiance au processus, avaient l'intention de présenter des candidats aux élections législatives, et il exprima son soutien pour le parti. Des élections à la nouvelle Assemblée constituante en Libye prévues pour le mois de juin 2012, représentent une occasion historique pour le peuple d'exercer librement leur droit démocratique dans le processus de définition de la constitution du pays.

Une déclaration adoptée en fin de réunion a intégré les riches débats qui ont eu lieu, et a souligné une fois de plus notre solidarité avec les acteurs progressistes qui poursuivent des objectifs démocratiques dans le monde arabe.

## Syrie

Nous sommes consternés par la violence et le massacre de victimes innocentes qui se poursuit en Syrie. Le conflit a éclaté en mars 2011. Dès le mois d'août les affrontements entre le régime au pouvoir dirigé par Assad et les manifestants qui réclamaient la liberté, la démocratie et le changement, étaient devenus incontrôlables dans de nombreuses parties du pays. Ces manifestations s'inspirant du printemps arabe, ont commencé dans la ville de Deraa au sud de la Syrie, se sont étendues à d'autres régions et ont culminé dans une attaque brutale lancée contre les civils à Hama.

Les rapports provenant de la Syrie décrivent des scènes de carnage dans les rues de cette ville de 800 000 habitants, lorsque les véhicules militaires se sont mis en route pendant cinq jours pour cibler les manifestations antigouvernementales. Les groupes de défense des droits humains ont rapporté que les chars blindés ont tiré sur une foule de spectateurs innocents et sur les bâtiments, tuant des centaines de personnes et poursuivant leur parcours meurtrier jusqu'à leur arrivée à la place centrale de Hama. Dans d'autres parties du pays des dizaines de milliers de personnes ont continué à défier la répression et les brutalités du gouvernement. Les agences de presse internationales ont rapporté qu'environ 50 000 personnes se sont rassemblées à Deir al-Zour, 20 000 à Duma et 40 000 à Homs durant les manifestations.

Les revendications démocratiques se sont poursuivies et en septembre 2011, des personnalités de l'opposition se sont rassemblés à Damas. Après cinq mois d'émeutes violentes en Syrie, les observateurs ont considéré qu'un tel rassemblement était significatif, étant donné que les tentatives précédentes de rassemblement de groupes anti-gouvernementaux avaient surtout eu lieu en dehors du pays.

Le rassemblement à Damas est intervenu quelques jours seulement après la rencontre à Istanbul, Turquie, de plusieurs exilés syriens de premier plan qui ont convenu de constituer un Conseil national – semblable au Conseil national de transition (CNT) libyen – regroupant 140 personnalités anti-gouvernementales, dont la moitié vivent actuellement en exil. Le secrétaire générale de la Ligue arabe, Nabil Elaraby, s'est entretenu avec Bashar al Assad et il a demandé instamment au gouvernement de la Syrie de trouver une solution pour sortir de l'impasse dans lequel il s'était enlisé avec les manifestants depuis cinq mois déjà. Elaraby a insisté sur le fait que le régime d'Assad devait tenir son engagement à mettre en œuvre des réformes de grande envergure. Toutefois, les attaques

violentes en Syrie se sont poursuivies sans relâche. L'Internationale Socialiste a publié une déclaration dans laquelle elle affirma:

«Il est inadmissible que 2000 personnes aient perdu la vie dans une lutte légitime pour obtenir des droits et libertés fondamentaux. Nous offrons notre soutien à ce qui, nous l'espérons, sera une opposition unie – et nous réitérons notre solidarité avec le peuple syrien. Il est impératif que la démocratie l'emporte en Syrie.»

### **La violence et les bains de sang en Syrie doivent cesser**

Dans une nouvelle déclaration, publiée le **16 février 2012**, l'IS a de nouveau lancé un appel pour la cessation immédiate de la violence et des effusions de sang en Syrie. La répression et les massacres perpétrés par le gouvernement deviennent journalièrement plus brutaux et sont tout à fait déplorables. Des centaines de femmes et d'enfants se comptent parmi les milliers qui ont été tués, y compris ceux qui ont été assassinés sans pitié par des tireurs embusqués. Les soldats qui ont refusé d'obéir aux ordres et de tirer sur leurs concitoyens ont aussi été brutalement exécutés.

Le bombardement sans discernement de la ville de Homs, et le pilonnage d'artillerie dans les zones résidentielles sans aucun égard pour les vies humaines, sont un exemple flagrant de la brutalité du régime. Les forces du gouvernement ont continué d'imposer leurs mesures punitives dans d'autres villes dont notamment Damas, Alep, Hama, Deraa et Idlib, accumulant ainsi le nombre tragique des tués qui s'ajoutent aux milliers de victimes du carnage perpétré durant le mois précédent de combats.

L'organisation des Nations unies a une responsabilité envers les victimes innocentes de la violence meurtrière du régime syrien et nous l'avons exhorté à prendre des mesures pour protéger la population civile, leur fournir de l'aide et mettre un terme à la violence. Nous avons demandé aux Nations unies d'adopter une résolution, conformément à la requête de la Ligue arabe qui avait réclamé le déploiement de forces de maintien de la paix afin de stopper la violence et de protéger la vie de la population civile. Tout retard dans la prise de mesures ou toute absence d'intervention de la part de la communauté internationale, avons-nous déclaré, augmente d'autant les souffrances du peuple syrien et le nombre de morts.

Bashar al-Assad a depuis longtemps perdu toute légitimité en tant que Président de la Syrie et l'Internationale Socialiste a réitéré son appel à sa démission

immédiate. La Syrie ne pourra pas commencer le processus de reconstruction à moins d'un changement fondamental du système, commençant par la mise en place d'un régime démocratique et la décision de contraindre les auteurs du massacre de milliers de personnes, à rendre des comptes.

L'IS a vivement condamné la violence perpétrée par le régime d'Assad et avons exprimé notre solidarité avec ceux qui continuent de risquer leur vie dans la poursuite de la démocratie et d'une vie libre d'oppression.

## Yémen

Le **19 juin 2011** l'IS a fait une déclaration que le Président Ali Abdullah Saleh du Yémen était une fois de plus exhorté à renoncer au pouvoir en vue des manifestations anti-gouvernementales qui déferlaient sur le pays – plus de cinq mois après le début des soulèvements populaires au Yémen. Remettant en cause les 33 années au pouvoir du Président, un groupe de leaders religieux et tribaux très écouté a déclaré que Saleh, ayant été gravement blessé dans un attentat contre son complexe présidentiel en date du 3 juin, était désormais dans l'incapacité d'exercer ses fonctions. Ils ont demandé à Saleh de remettre les rênes du pouvoir entre les mains du Vice-Président Abdu Rabu Mansoor Hadi. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Sanaa, capitale du Yémen, pour réclamer la mise en place d'un gouvernement de transition et pour dénoncer le vide du pouvoir qui avait laissé le peuple dans une impasse politique. Nous avons applaudi les sentiments et mots des leaders religieux et tribaux en insistant sur la cessation des effusions de sang. L'Internationale Socialiste a exprimé son soutien au Parti socialiste yéménite et aux efforts fournis par l'opposition pour donner au Yémen, l'un des pays les plus pauvres du Moyen-Orient, la possibilité de construire un avenir meilleur, plus équitable et plus juste.

Lors de la réunion du Conseil tenue à **Costa Rica en janvier 2012**, les membres ont approuvé la recommandation du Comité Ethique d'accorder au Parti socialiste du Yémen le statut de membre de plein droit, dans la mesure où ses membres et leaders ont été à l'avant-garde du mouvement démocratique.

## Visite au Yémen

Compte-tenu des événements qui ont eu lieu au Yémen depuis deux ans, je pense que mon voyage au **Yémen, du 18-20 mars 2012**, a été d'une grande valeur. Je me



**Avec le Président Hadi**

ministres, les leaders et membres du Parti socialiste yéménite (YSP), membre de l'IS dans ce pays, ainsi que ses partenaires de la coalition conjointe des partis, et les représentants des mouvements pour la jeunesse et le changement.

Lors de mon entretien avec le Président, il m'a donné un aperçu des défis énormes auxquels son pays était confronté, dont notamment les crises politiques, sécuritaires et économiques. Malgré l'existence d'un consensus démocratique, des obstacles sécuritaires et économiques perduraient, avec des divisions au sein et entre les forces armées, les forces de sécurité et les forces tribales armées. Le Yémen, a-t-il ajouté avait besoin du soutien de la communauté internationale, et notamment du Conseil de coopération du Golfe, de l'Union européenne et des États-Unis. Il a demandé le soutien de l'Internationale Socialiste pour aider le pays à se prendre en charge et pour empêcher une recrudescence de la violence et de l'instabilité qui affecterait l'ensemble de la région. À cet égard, les attentes étaient centrées sur le «dialogue national» une série de discussions entre les divers acteurs politiques et secteurs de



la société dont l'objectif était de régler les différends. J'ai assuré le Président Hadi de notre soutien et de la solidarité du mouvement social-démocratique vis à vis des tâches qui lui incombait, et je lui ai souhaité la force et la sagesse nécessaires pour établir le nouvel agenda du peuple yéménite pour le changement.



## Bâtir un État nouveau et meilleur

Lors de notre entretien, le Premier ministre Mohammed Basindwa a exprimé sa gratitude pour le soutien apporté par le mouvement social-démocrate mondial à la révolution et à la transition. Il a critiqué l'ingérence de l'ancien Président dans les affaires politiques de son pays, soulignant sa détermination à bâtir un État civil et démocratique en dépit des obstacles créés par les éléments résiduels de l'ancien régime.



J'ai eu des entretiens avec les sept partis du JMP, y compris le YSP et al-Islah qui assurait la présidence tournante de la coalition. Les partis du JMP se sont unis pour devenir la force politique derrière la révolution démocratique. L'une de leurs préoccupations majeures était la question de la restructuration des forces armées. Tous les représentants de l'alliance ont souligné l'importance de travailler ensemble dans l'intérêt de la démocratie en dépit des clivages idéologiques.

Mes discussions avec le Ministre des affaires juridiques, Mohammed Mikhlafi portaient avant tout sur le travail important qu'il y avait à accomplir dans le gouvernement de transition et la rédaction de la loi sur la justice transitionnelle et la réconciliation nationale, pour répondre à la nécessité pressante de mettre un terme aux causes des divisions parmi les membres de la société yéménite. Nous avons convenu qu'il aurait recours à l'expertise juridique et politique de l'IS pour l'aider à élaborer cette loi indispensable aux réparations et à la réconciliation au Yémen.

## Les pionniers du changement

A Sanaa, une visite spéciale a été faite aux activistes à la place du changement, l'épicentre des manifestations contre l'ancien régime. Nous avons rencontré la ligue des jeunes de l'YSP qui étaient à l'origine du mouvement populaire pour changer le régime politique au Yémen. Les activistes ont souligné qu'ils étaient prêts à camper dans leurs tentes, qui s'étendaient à perte de vue dans les rues de Sanaa, jusqu'à ce que le dernier représentant de l'ancien régime ait été évincé du

pouvoir. J'ai eu à cœur de déclarer que le dévouement, le courage et le sacrifice de ces manifestants représentaient vraiment les attentes du peuple au Yémen, et que ce sont la démocratie et la volonté du peuple qui amèneraient un authentique changement démocratique au Yémen.

Le **21 mai 2012**, l'Internationale Socialiste a été profondément attristée d'apprendre la mort de plus de 90 soldats, tués lors d'un attentat terroriste à la bombe au Yémen. L'attentat-suicide meurtrier est survenu lors de la répétition du défilé militaire et a blessé en outre 200 personnes. Nous avons condamné sans réserve cet acte ignoble et odieux survenu au cours d'une période où le Yémen avait engagé le processus de reconstruction de ses institutions démocratiques et de réformes des structures militaires, après des années de dictature autocratique.

De telles atrocités ont le potentiel de déstabiliser la situation politique fragile au Yémen. Ce n'est qu'au travers du processus démocratique que le Yémen pourra reléguer la violence, l'autoritarisme et la terreur au rayon des mauvais souvenirs. Dans notre déclaration nous avons souligné que la communauté internationale devait se tenir à la disposition du Yémen afin de l'aider dans sa lutte pour réaliser la promesse d'un meilleur avenir pour son peuple. L'IS a exprimé sa solidarité envers tous ceux qui cherchent à instaurer la paix et la stabilité au Yémen. Il ne faut jamais permettre aux actes de terreur de décourager ceux qui poursuivent la démocratie et nous avons renouvelé notre appui aux efforts du gouvernement de transition au Yémen et au Parti socialiste yéménite à cet égard.

# POUR UN CHEMIN COMMUN VERS LA PAIX, LA DURABILITÉ ET LA COOPÉRATION: LE BESOIN DE GARANTIR LE MULTILATÉRALISME

« Les problèmes et défis actuels sont interdépendants; seuls le développement durable mondial, la stratégie de la durabilité dans ses dimensions économiques, écologiques, sociales et culturelles pourront nous permettre de trouver une solution à ces problèmes qui réponde aux intérêts de la société mondiale.'

La sécurité humaine et le développement durable ne pourront réussir que si des structures plus démocratiques et efficaces sont créées pour le système politique de la société mondiale. La gouvernance démocratique mondiale est une nécessité pressante. Les institutions mondiales – qui font partie de l'ensemble du système politique mondial multilatéral et multi-niveaux – doivent se voir attribuer la capacité, la flexibilité et l'autorité requises pour répondre aux attentes et aux demandes sans cesse croissantes des citoyens du monde pour un avenir sûr et viable.»

*Déclaration intitulée «Sur les défis du développement mondial en 2010 – les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles» a été adoptée à la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste tenue au siège des Nations unies, New York, le 21-22 juin 2010*

## SURMONTER LES CONFLITS – ŒUVRER POUR LA PAIX

### Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire



Notre réunion à **Erevan, le 11-12 juin 2010** était un moment très important dans le travail du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire. Le thème de la résolution des conflits dans la région avait une importance particulière sur notre ordre du jour. La réunion était accueillie par la Fédération révolutionnaire arménienne-Dashnaktsutyun (ARF-D). La discussion portant sur la résolution des

conflits a été soulignée par la participation du Parti social-démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA), représenté par son secrétaire adjoint, Saladdin Hosrul oglu Allahverdiev. C'était la première rencontre de ces deux parties depuis le conflit militaire ouvert de Haut-Karabakh. Le président Hrant Margaryan de l'ARF-D a souhaité la bienvenue aux délégués et a remercié l'IS de ses efforts pour rapprocher l'Arménie et son voisin. Il a manifesté son optimisme quant à la résolution de leur conflit et a également souhaité la bienvenue au délégué du SDPA, soulignant que tous ceux présents étaient membres de la même famille idéologique et que ce rassemblement pourrait les aider à réussir. Il a expliqué comment le parti s'efforçait d'établir un pays fondé sur les principes sociaux-démocrates.

J'ai salué la présence des deux partis et noté la grande importance de cette réunion dans la mesure où il ne peut y avoir de solution aux conflits en dehors du dialogue. C'était un moment significatif pour nous. C'était la première réunion officielle en Arménie, et le résultat d'une longue histoire de collaboration et de coopération avec l'ARF-D. Cette réunion représentait l'espoir et les aspirations à l'unité que la social-démocratie pouvait apporter aux gens.

Saladdin Hosrul oglu Allahverdiev, vice-président du SDPA, et Armen Rustamyan, l'un des leaders de l'ARF-D, ont présenté les situations dans leurs pays respectifs. Se lançant des discussions ouvertes et fructueuses sur le problème non-résolu de Haut-Karabakh, et les deux intervenants ont pu exprimer leurs opinions et accepté de répondre aux questions des délégués. Nous avons eu un débat particulièrement utile et bénéfique, évoquant les tensions actuelles et les forces alternatives en faveur la paix.

Lors de cette réunion tenue en **Arménie**, j'ai exprimé notre solidarité envers l'ARF-D, en reconnaissant le rôle qu'il avait joué dans l'avancement de la social-démocratie et la promotion des efforts pour trouver une solution pacifique et juste aux conflits régionaux, faisant preuve en tout temps d'un esprit d'ouverture et de bon voisinage, sans conditions préalables. J'ai salué la présence du délégué SDPA venu d'**Azerbaïdjan**, reconnaissant leurs efforts à la fois chez eux et dans le fait d'avoir courageusement entrepris le voyage pour venir nous rejoindre à Erevan afin d'assister à cette réunion. Le délégué du SDPA a confirmé que son parti serait prêt à organiser une réunion semblable à Bakou. Ces discussions démontrent que des initiatives constructives et positives peuvent être réalisées par notre Internationale, même dans les cas les plus difficiles.

## Réunion du Comité, Bakou, Azerbaïdjan

Nous avons ensuite organisé une réunion de notre Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire à **Bakou, Azerbaïdjan** le **11-12 octobre 2010**. Cet événement a fourni une nouvelle occasion de discuter des problèmes entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et dans l'ensemble de la région.



*Vugar Aliyev, du cabinet du Président et Araz Alizadeh, SDPA*

Lors d'une visite préparatoire à Bakou, j'ai rencontré le Président de la république, Ilham Aliyev, afin de lui proposer la tenue de cette réunion avec la participation des délégués arméniens en vue de promouvoir le dialogue sur la paix et la sécurité. J'ai été très heureux que le Président ait tout de suite accepté cette proposition et, de ce fait nous avons été témoins de la première visite

d'un délégué politique d'Arménie en Azerbaïdjan depuis l'accord de cessez-le-feu signé en mai 1994, et de la première visite des membres du parti Dashnaktsutyun depuis près de cent ans.

Nous étions fiers de souligner le courage des Azerbaïdjanais et des Arméniens qui ont franchi cette étape d'une importance historique à Bakou. J'ai souligné la nécessité impérieuse d'aller de l'avant avec le processus de paix afin de débloquent l'impasse politique qui s'était installée depuis le cessez-le-feu. Le rôle de la politique et des partis politiques était essentiel pour encourager le dialogue, débloquent les positions arrêtées et trouver une solution durable.

Les débats du Comité, qui ont été largement médiatisés non seulement en Azerbaïdjan mais dans toute la région ont donné lieu à de nombreuses échanges entre les délégations du Parti social-démocrate d'Azerbaïdjan et le Parti Dashnaktsutyun d'Arménie. Des représentants de partis fraternels des pays de la région ont assisté à la réunion, ainsi que d'autres membres de l'IS. En conclusion, nous avons convenu qu'il importait de continuer nos efforts et notre élan afin de parvenir à un règlement pacifique de ce conflit qui a déchiré ces deux nations

depuis si longtemps et qui a fait des dizaines de milliers de victimes.

J'ai accepté de faire une brève esquisse de nos principes communs et domaines d'accord mutuel, qui a été entériné ultérieurement par le Conseil lors de la réunion qui s'est tenue à Paris le 15-16 novembre.

Le Conseil s'est de nouveau réuni au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques à **Paris le 15-16 novembre 2010**. Lors de cette réunion, le Conseil a été grandement encouragé par les progrès accomplis dans l'initiative de l'IS en faveur du règlement pacifique du conflit Arménie-Azerbaïdjan, à la suite des réunions tenues à Erevan et Bakou. Les représentants des deux pays avaient accepté de s'engager dans un dialogue sans précédent lors des actions menées par le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire dans les deux capitales, ce qui a permis de mettre en œuvre une approche relative au conflit Haut-Karabakh fondée sur des principes communs. Le Conseil a adopté à l'unanimité une déclaration sur le thème de la démocratie et de la sécurité.

## Afrique

Le Comité Afrique de l'IS qui s'est réuni à **Windhoek, Namibie le 29-30 juillet 2011**, a abordé le thème «Garantir la paix par la résolution des conflits ». Les participants ont souligné qu'en Afrique, les causes des conflits étaient



nombreuses et pouvaient résulter entre autres de l'extension des guerres civiles au-delà des frontières nationales, des affrontements entre différentes ethnies ou croyances religieuses, des inégalités dans la distribution des ressources naturelles qui engendraient des niveaux élevés de pauvreté et de

famine et contribuaient à l'effondrement des institutions politiques. Les soulèvements populaires étaient la conséquence de la mauvaise gouvernance, de l'absence de démocratie et de la lutte pour les ressources. Nous avons reconnu que le règlement de ces conflits devait inclure la mise en place d'une démocratie participative avec la tenue d'élections régulières, démocratiques et transparentes. Selon les participants, la protection et la promotion des droits humains, de la

bonne gouvernance et du développement économique et social durable, seraient des facteurs importants pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent africain.

Le Comité a de nouveau confirmé la position que le Conseil de l'IS avait adoptée lors de sa réunion à Athènes quant à la nécessité de trouver une solution pacifique et durable au conflit au Sahara occidental. Les participants ont souligné le fait qu'il fallait répondre aux attentes du peuple dans la région qui souhaitait l'instauration de la paix, d'institutions démocratiques pleinement opérationnelles, de la justice sociale et des progrès économiques. En tant que sociaux-démocrates, nous sommes tous engagés à travailler côte à côte pour la réalisation de cette vision.

Deux des thèmes les plus importants étaient lors de notre réunion la plus récente à **Praia, Cap-Vert le 30-31 juillet 2012** était «Travailler pour la paix et le multilatéralisme: la résolution de conflits en Afrique » et « Faire avancer et renforcer la démocratie dans le continent et surmonter l'autoritarisme ».



Comme je l'ai mentionné plus tôt, José Maria Neves, Premier ministre du Cap-Vert et Président du parti hôte PAICV, et, a tenu un discours devant les participants. Soulignant le fait que la paix et la stabilité étaient les conditions préalables du développement durable, il dit que l'intégration régionale et la préservation des valeurs communes de notre famille politique nous permettraient d'y parvenir.

J'ai noté dans mes remarques introductrices lors de l'ouverture de la réunion que l'Afrique avait fait de grands progrès et que les sociaux-démocrates sur le

continent avaient été à l'avant-garde de l'avancement de la démocratie, la résolution des conflits et les efforts pour enrayer les inégalités. Le soutien à la démocratie et à l'État de droit demeuraient nécessaires, comme en témoignent les événements dramatiques au Mali et en Guinée-Bissau suite aux coups d'Etat qui y sont survenus. L'Internationale Socialiste a exprimé sa solidarité envers nos membres dans ces pays et sur l'ensemble du continent, qui poursuivent leur lutte pour défendre et renforcer la démocratie en tout lieu où elle se trouvait menacée.

Ousmane Tanor Dieng, Président du Comité, a rappelé aux participants que le Comité se réunissait au Cap-Vert pour la troisième fois, ce qui était un symbole des réalisations démocratiques et de la stabilité du pays. Il a souligné l'importance d'une réponse africaine concertée en temps de crise, pour lutter contre le fléau du terrorisme et les problèmes de l'économie mondiale, promouvoir le multilatéralisme, et établir la bonne gouvernance, élément clé du développement et de la stabilité démocratique.

Au terme des longues délibérations sur les deuxième et troisième thèmes, « Travailler pour la paix et le multilatéralisme: la résolution de conflits en Afrique » et « Faire avancer et renforcer la démocratie dans le continent et surmonter l'autoritarisme », les participants ont conclu que la volonté démocratique du peuple devait être respectée et le Comité a lancé un appel en faveur du rétablissement de l'ordre démocratique en Guinée-Bissau et au Mali où les coups d'Etat militaires étaient survenus.

Au Mali, plusieurs facteurs menaçaient de compromettre le retour à l'ordre constitutionnel et territorial, notamment les forces rebelles armées dans le Nord, et les extrémistes religieux qui cherchaient à s'emparer du pouvoir. Entretemps, des initiatives en vue de la création d'un gouvernement d'unité nationale et de transition avaient déjà été lancées. Les pays limitrophes et la sous-région étaient menacés par des groupes terroristes, qui tentaient de s'infiltrer dans les territoires adjacents.



*Carlos Gomes Junior, Prime Minister of Guinea-Bissau*



Le Premier ministre de la Guinée-Bissau, Carlos Gomes Junior, résumant la situation dans son pays où le premier tour des élections présidentielles avait été qualifié de libre et équitable par les observateurs internes et externes avant le coup d'État, a demandé aux Nations unies et à la communauté internationale de répondre à la situation dans son pays et de prendre les mesures nécessaires au rétablissement rapide de l'ordre démocratique.



Les participants ont convenu que les conflits relatifs aux matières premières et aux produits de base, se multipliaient dans la région, et que les crises alimentaires dans la région du Sahel devenaient de plus en plus fréquentes. Le renforcement des relations et l'échange d'informations qui constituaient un autre moyen de promouvoir le multilatéralisme et la croissance économique pouvaient également s'avérer un facteur de stabilisation et de paix. Les participants ont aussi demandé à l'Union africaine, avec sa présidente nouvellement élue, Nkosazana Dlamini-Zuma, de jouer un rôle plus important dans la résolution des conflits, étant entendu que les institutions régionales étaient capables de résoudre les crises par le biais du dialogue et de la négociation sans que l'intervention de la communauté internationale soit nécessaire.

La Déclaration de Praia, adoptée au cours de la réunion, a souligné le fait que la consolidation d'une démocratie authentique sur le continent était nécessaire pour empêcher les coups d'Etat militaires et garantir le respect de l'ordre constitutionnel.

## Israël et Palestine

L'Internationale Socialiste a été étroitement impliqué dans la région du Moyen-Orient depuis de nombreuses années, travaillant côte à côte avec ses membres israéliens et palestiniens, non seulement pour l'avancement des idéaux et des valeurs politiques que nous partageons, mais aussi dans l'espoir d'instaurer un horizon de paix pour tous les peuples de cette région.

Dans ce voyage, nous avons effectué ensemble des progrès considérables. Premièrement, nous avons réussi à faire accepter la «solution à deux États» qui représentait l'étape logique suivante après la reconnaissance mutuelle. Cette solution était issue de nos toutes premières discussions avec les leaders du Parti travailliste israélien et de l'Organisation de libération de la Palestine. Nous avons également conclu que le dialogue et la négociation étaient indispensables pour aller de l'avant. C'est sur ce fondement-même que la communauté internationale a pu inscrire des progrès accomplis dans la recherche de la paix ou à défaut, a dû faire face à l'échec et à la tragédie du conflit et de la guerre.

Reconnaissant dès le départ, la complexité immense du conflit et les grandes difficultés qui attendaient ceux qui s'efforçaient de parvenir à la paix, l'avancement de nos idéaux communs de tolérance, de démocratie, de développement institutionnel et de gouvernance responsable que partagent nos partenaires au Moyen-Orient, a été d'une importance cruciale.

Le **11 janvier 2009**, l'Internationale Socialiste a publié une déclaration lançant un appel pour la paix après la violence odieuse perpétrée à Gaza qui avait entraîné la perte tragique et totalement inacceptable de vies humaines ainsi que l'aggravation de la crise humanitaire qui sévit au Gaza.

L'escalade militaire dans le conflit israélo-palestinien n'a jamais résolu la crise, et n'a fait qu'aggraver la tragédie humaine, la crainte et la méfiance.

Dans cette déclaration, nous avons demandé instamment la cessation immédiate de la violence. Nous avons souligné qu'il était tout aussi urgent de jeter les fondements pour la mise en place d'un État palestinien et d'un avenir stable pour les peuples de la région. Les Israéliens et les Palestiniens avaient tous les deux un choix à faire quant au type de société dans laquelle ils voulaient vivre. Nous à l'Internationale Socialiste, restons convaincus que ces deux peuples souhaitent cohabiter ensemble dans la paix et que ces deux communautés ne souhaitent pas au bout du compte vivre dans une société marquée par la confrontation. Les Palestiniens aspirent à un retour à la normalité dans leurs vies, tout comme les

Israéliens, et ni les uns ni les autres ne souhaitent bâtir un avenir où la violence continue à dicter le rythme de la vie quotidienne.

Notre déclaration a noté que le processus se trouve actuellement à un tournant important où le choix de la paix marque le chemin à suivre. Le choix d'une autre direction ne peut qu'aboutir à la tragédie humaine, sur le chemin de la régression, de la fragilité et de l'insécurité croissante. La paix est en jeu dans la région, et c'est au peuple israélien et palestinien de décider de l'avenir qu'ils souhaitent avoir. Il est grand temps et plus que temps, d'inverser la tendance et de mettre un terme à la violence. Nous avons souligné la nécessité de dépasser le cadre étroit des intérêts politiques partisans dans l'intérêt du bien public. Les acteurs principaux au Proche-Orient détermineront en fin de compte si la paix est possible et les gens qui souffrent le plus aujourd'hui de la violence rendront leur verdict en conséquence.

Le Conseil de l'IS a adopté une résolution sur le Moyen-Orient lors de la réunion à **Saint Domingue, République dominicaine, le 23-24 novembre 2009**. Le document a réaffirmé sa conviction que la solution résidait dans la création d'un État palestinien. Un accord doit reconnaître le droit d'Israël de vivre en paix à l'intérieur de frontières internationalement reconnues et le besoin de mettre un terme à l'occupation israélienne du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. Un tel accord serait une étape cruciale pour créer la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région.

Le Conseil a exprimé sa préoccupation face à l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix au Moyen-Orient. Il a souligné l'urgence d'un retour rapide à des négociations sérieuses, efficaces et substantielles, conformément au mandat convenu (notamment les dispositions pertinentes du droit international, les résolutions de l'ONU et les accords signés précédemment).

Nous avons réaffirmé que les activités de colonisation israéliennes, y compris la « croissance naturelle », les routes de contournement et la construction du mur de séparation sur le territoire palestinien occupé, sont illégales. Nous avons déclaré que ces activités constituaient une violation flagrante du droit international, et un obstacle majeur à la paix. Nous avons souligné qu'il s'agit d'une violation de l'engagement signé de s'abstenir de « *toute action unilatérale susceptible de porter préjudice au résultat des négociations sur le statut définitif* ». Ces activités doivent cesser immédiatement afin de rendre les négociations territoriales possibles et crédibles.

Les membres du Conseil sont revenus sur la situation au Moyen-Orient dans leur réunion à **New York, le 21-22 juin 2010**. Dans un débat franc et ouvert, avec des contributions de représentants des partis membres israéliens, Ehoud Barak, Ministre de la défense israélien et leader du parti travailliste, et Avshalom Vilan, membre de la Knesset du Meretz, et des représentants des partis membres palestiniens Husam Zomlot du Fatah et Mustafa Barghouti de l'Initiative nationale palestinienne ainsi que des participants d'autres partis.

Suite à des consultations intensives entre les délégations israéliennes et palestiniennes pendant les deux jours de la réunion, une déclaration de grande portée a été présentée sur le Moyen-Orient et adoptée par acclamation. Cette déclaration reflète l'engagement du Conseil d'aider à trouver un chemin pour le dialogue, la négociation et le progrès pour parvenir à la paix, une priorité absolue pour les peuples de la région et la communauté internationale. Le Conseil, appelant à la fin de l'occupation israélienne de territoires palestiniens et au retrait dans les frontières de 1967, a déclaré son soutien pour l'établissement d'un Etat palestinien indépendant, souverain, démocratique et viable, avec Jérusalem-Est comme capitale existant côte à côte avec un Etat israélien sécurisé.

Plus tard, en 2011, saisissant l'opportunité de nouvelles ouvertures pour le dialogue, nous avons organisés réunions du Comité de l'Internationale Socialiste pour le Moyen-Orient à **Tel Aviv le 9 juin 2011**, et à **Ramallah le 10 juin 2011**, co-présidées par Colette Avital du Parti socialiste israélien et Nabil Shaath, du Fatah.



**Tel Aviv**

Lors des discussions à Tel Aviv, j'ai rappelé que depuis la dernière réunion du Conseil, d'importants changements étaient survenus en Israël, en Palestine, et dans l'ensemble de la région, où l'appel lancé pour la liberté et la démocratie avait prévalu. Une fois de plus, l'IS avait l'occasion d'organiser des discussions entre les Israéliens et les Palestiniens dans la région.

Nous avons écouté les opinions des partis respectifs. Les participants israéliens



*Nabil Shaath et Colette Avital*

ont parlé de l'importance de reprendre des négociations directes avec les Palestiniens, en commençant par les questions sécuritaires et frontalières. Ils ont en outre souligné que des négociations devaient accompagner la résolution de l'ONU reconnaissant un État palestinien. À Tel Aviv, les participants ont discuté des possibilités pour la gauche en Israël de travailler ensemble pour constituer une alternative viable à la droite, la reconnaissance de l'État de la Palestine à l'intérieur des frontières établies en 1967 lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies, et l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas ainsi que des implications pour Israël et les partis israéliens.

Akiva Eldar, conférencier invité du journal Haaretz, a donné aux participants une vue d'ensemble sur l'Initiative de paix israélienne (IPI). Il a évoqué la réponse israélienne à l'initiative de paix arabe, que le gouvernement israélien n'avait pas reconnue officiellement et à laquelle il n'avait pas répondu. L'IPI était une nouvelle initiative, composée de personnes différentes, ayant de nouvelles idées et de nouveaux acteurs et des rencontres avaient eu lieu avec les hauts fonctionnaires d'Europe, des États-Unis et de la Ligue arabe.

Deux invités spéciaux, le Professeur Shlomo Brom de l'université de Tel-Aviv et le Professeur Yoram Meytal du Centre Herzog pour la diplomatie, université Ben Gurion du Negev, ont présenté des exposés sur la situation dans les pays arabes voisins d'un point de vue israélien. Le Professeur Brom a décrit les scénarios possibles pour les démocraties naissantes en Égypte et en Tunisie et leur impact sur les relations israélo-palestiniennes. Le Professeur Yoram Meytal a parlé des changements intervenus en Égypte et de leur impact sur Israël en termes de sécurité, de politique étrangère et de l'importance croissante de l'opinion publique dans le nouveau scénario politique.



À la réunion de Ramallah, j'ai souligné notre engagement à soutenir nos membres palestiniens et israéliens dans leurs efforts en vue d'une paix durable. À ce moment-là, il y avait une évolution positive de la situation dans le camp de paix israélien, et les

### **Ramallah**

Palestiniens se rassemblaient pour bâtir leur avenir. La communauté internationale ressentait l'urgent besoin d'aller de l'avant, notamment à la lumière des mouvements démocratiques dans le monde arabe, qui se propageaient depuis la Syrie jusqu'en Libye. Il était manifeste que les négociations constituaient la seule voie à suivre pour Israël et la Palestine.

Un message du Président Abbas a été transmis à la réunion par son chef de cabinet, Altayib Abed Rahim. Xavier Abu Eid, de l'équipe de négociations de l'OLP, a fait un exposé sur les colonies et les territoires en évoquant la situation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Azzam Alahmed, Fatah, a ensuite évoqué la réconciliation entre le Fatah et le Hamas en donnant un aperçu des termes exacts des négociations qui avaient abouti à l'accord. Le premier intervenant, Nabil Shaath, Fatah, a donné des précisions sur l'impasse du processus de paix et les perspectives quant aux négociations israélo-palestiniennes.

Shaath a rappelé aux participants, que les Palestiniens demeuraient attachés à trois éléments principaux: le retour aux négociations réelles en vue de trouver une solution, la reconnaissance de l'État d'Israël à l'intérieur des frontières établies en 1967, et l'engagement à la non-violence. Comme le processus de paix avait perdu sa crédibilité, les Palestiniens perdaient tout espoir de voir une évolution positive de la situation. Ils devaient regagner la parité dans les négociations avec Israël, basée sur les éléments énumérés plus haut. La Palestine ne cherchait pas à être reconnue en tant qu'État musulman ni même en tant qu'État arabe, mais tout simplement comme un État indépendant, accordant à son peuple ce qu'il méritait. Rappelant les événements qui étaient intervenus depuis la réunion du Conseil à New York, où l'une des déclarations les plus importantes sur le problème au Moyen-Orient avait été faite, Mustapha Barghouti, PNI, a souligné l'importance politique de l'accord de réconciliation. Il a affirmé que les Palestiniens étaient unis pour la première fois autour d'un

programme unique, un programme de lutte non-violente, et le Président Abbas avait pour mandat de se faire le porte-parole tous les Palestiniens.



Nous avons été reçus à Ramallah par le Président Mahmoud Abbas, à qui j'ai pu exposer dans les grandes lignes les accords conclus lors de nos discussions à Tel Aviv et à Ramallah. Le Président Abbas s'est félicité de ces accords et a souligné que sa priorité était la reprise des négociations avec Israël. Il avait réussi à apporter la sécurité et la stabilité économique à son peuple, mais le point le plus important, qui était de mettre un terme à l'occupation, ne s'était pas encore réalisé. Il souhaitait voir cet événement de son vivant et était prêt à renouveler les négociations dès que possible afin que la paix tant attendue devienne une réalité.

Le thème de la paix au Moyen-Orient était à l'ordre du jour de la réunion du Conseil à **Athènes le 1-2 juillet 2011**. Nabil Shaath (Fatah, Palestine), Micha Harish et Colette Avital (Parti travailliste israélien) et Mustafa Barghouti (PNI, Palestine) nous ont fait part de leurs observations liminaires. Rappelant les conclusions de nos réunions à Tel Aviv et à Ramallah, le Conseil a adopté une résolution sur la paix au Moyen-Orient. Cette résolution a réitéré son opinion qu'en l'absence de nouvelles négociations, le Conseil appuie la décision des Nations Unies reconnaissant l'Etat de Palestine dans les limites des frontières établies en 1967.

Les élections tenues en Palestine en 2012 ont fait l'objet de nos débats lors de la réunion du Comité arabe à **Istanbul, le 23-24 on mars 2012**. Ces élections représentent un moment stratégique pour la promotion de l'unité des institutions politiques palestiniennes. À Istanbul nous avons réitéré le besoin urgent de la reconnaissance d'un état palestinien indépendant.

Nos discussions les plus récentes sur le Moyen-Orient, a eu lieu lors de notre

réunion du Comité Méditerranée que nous avons tenu à **Madrid le 5 juin 2012**. Accueilli par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), la réunion a été ouverte par Alfredo Pérez Rubalcaba, Secrétaire général du PSOE, qui a traité les développements dans le monde arabe et le soutien pour les luttes pour la démocratie dans la région, soulignant que ces développements rendaient plus urgent le besoin de résoudre le conflit israélo-palestinien.

Elena Valenciano, Secrétaire générale adjointe du PSOE et présidente du Comité de l'IS pour la Méditerranée a souligné la nécessité pour les forces progressistes de la région de mener une action stratégique commune en faveur de la démocratie et de la justice sociale associée à la coopération politique et aux politiques appropriées pour le développement économique et l'emploi, tout en respectant l'égalité entre les sexes, la jeunesse, les minorités, les différentes religions et cultures. Elle a remercié le Fatah de leur coopération dans cette initiative et se réjouissait d'une visite à Ramallah pour soutenir leurs efforts de trouver un accord entre les différentes forces politiques là-bas et de rétablir une feuille de route pour la paix et un Etat palestinien. Elle a également exprimé son soutien à nos camarades israéliens et dans leurs efforts.



À la suite des interventions détaillées des délégations palestiniennes et israéliennes, le Comité a fait appel à une paix durable basée sur les deux États, avec deux capitales à Jérusalem et a exprimé sa condamnation des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie, et à Jérusalem-Est. Il a été souligné que la paix est la meilleure garantie de la sécurité pour Israël, tout comme la souveraineté, le développement et la démocratie le sont pour la Palestine. Les participants ont salué les efforts du Fatah et du Président Abbas pour consolider la réconciliation au sein du peuple palestinien et sa détermination à tenir des élections.



# LE DÉSARMEMENT

## Réunion du Comité, Berlin, Allemagne

Le Comité de l'IS sur le désarmement s'est réuni à **Berlin le 21 avril 2009**. À l'issue des discussions, nous avons compilé un plan en dix points pour une politique globale de contrôle.



### 1. Renforcer le Traité de Non-Prolifération

- C'est seulement lorsque les Etats nucléaires seront prêts à réduire leurs arsenaux que nous serons en mesure d'arrêter de façon irréversible la propagation des armes nucléaires autour du monde. Ce n'est pas pour rien que les deux choses suivantes sont demandées dans le Traité de Non-Prolifération (TNP) : la non-prolifération et des progrès internationaux contraignants dans le désarmement nucléaire.
- Nous demandons la mise en œuvre du programme en 13 points acceptés par le Traité de Non-Prolifération renégocié en 2000. Cela inclut la ratification urgente du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), l'ouverture des négociations à la Conférence sur le Désarmement à Genève à propos du contrôle de l'interdiction de l'utilisation de matériau fissile pour l'armement (fissile material for weapons purposes - FMCT) et la mise en œuvre continue de l'obligation au désarmement dans l'article VI du TNP.
- Nous encourageons vivement les Etats avec des armes nucléaires de s'engager pour une politique de non première utilisation d'armes nucléaires et entreprendre de ne pas les utiliser ou menacer de les utiliser contre un Etats sans armes nucléaires et des zones sans armes nucléaires.

### 2. Pour une solution zéro des armes nucléaires tactiques et stratégiques

- Contre la menace du terrorisme global, un arsenal insuffisamment contrôlé de milliers d'armes nucléaires tactiques représente un risque pour

la sécurité. Nous exigeons plus de contrôles efficaces des armes nucléaires tactiques et l'insertion de ces armes dans les négociations sur le désarmement avec comme but de réaliser une solution zéro.

- Les armes nucléaires tactiques encore stockées dans certains Etats non-nucléaires depuis l'époque de la guerre froide devraient être démantelées dans un premier temps.

- Nous accueillons l'accord entre le Président des Etats-Unis Barack Obama et le Président Russe Dmitry Medvedev d'entamer des négociations sur une réduction drastique et vérifiable des armes nucléaires stratégiques avant même l'expiration du traité START I à la fin de l'année 2009. C'est une étape importante dans la poursuite du Traité de Non-Prolifération, dans laquelle les puissances nucléaires s'engagent elles-mêmes au désarmement nucléaire total. Nous soutenons également la proposition russe d'inclure non seulement le démantèlement des têtes nucléaires, mais aussi des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et des bombardiers lourds également.

- Nous accueillons le fait que le Président des Etats-Unis Barack Obama veut initier le processus de soumettre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) au Sénat pour ratification. Nous appelons pour que le TICEN soit ratifié par le Congrès des Etats-Unis aussi vite que possible comme un signe décisif pour qu'à la Conférence de Révision du TNP les puissances nucléaires prennent sérieusement en compte leurs obligations de désarmement dans l'article VI du TNP.

### **3. Renforcer le contrôle multilatéral au travers d'une meilleure vérification et d'une multilatérisation des cycles du combustible nucléaire**

- Nous exigeons l'expansion des inspections sur site, et le développement de nouvelles surveillances technologiques et la mise en place d'équipes d'inspecteurs qualifiés et impartiaux. Sous l'égide de l'Agence Internationale de l'Energie Nucléaire (AIEA), nous avons besoin de travailler pour que tous les membres du TNP signent l'accord pour l'application de garanties et du protocole additionnel et les mettre en application rapidement. Le droit de l'AIEA de procéder à des inspections spéciales y compris des installations non-déclarées doit être renforcé et étendu.

- Nous exigeons la multilatérisation non-discriminatoire des cycles du combustible nucléaire sous la supervision de l'AIEA, afin de combattre le risque de prolifération incontrôlée des combustibles nucléaires et de

technologies.

- Cela permettra l'accès non discriminatoire des Etats membres du TNP à l'utilisation civile de la technologie nucléaire.

#### **4. Pour un accord de contrôle des nouvelles armes sur la défense anti-missile**

- Encore plus de pays et d'alliances planifient de développer et d'étendre leurs systèmes de missile de défense. Une nouvelle course aux armements dans ce domaine, qui conduit à de nouvelles incertitudes, doit être évitée.

- Nous avons besoin d'un accord sur le contrôle des nouvelles armes pour limiter les missiles de défense (traité ABM) qui couvre le plus de régions possibles. L'espace devra être totalement être sans arme.

#### **5. Pour un contrôle efficace des technologies de transporteur**

- La prolifération des missiles s'est grandement accrue ces récentes années et implique de sérieux risques dans des régions entières. L'efficacité du régime de contrôle de l'exportation du « Régime de contrôle de la technologie des missiles » (MTCR) est extrêmement limitée.

- Le code de conduite de La Haye contre la Prolifération des Missiles balistique (HCOC) de 2002 doit être développé dans un traité international.

Nous accueillons l'initiative Russo-américaine pour la multilatéralisation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire sur l'abolition des missiles balistiques de taille moyenne.

#### **6. Renforcer l'interdiction des armes chimiques au travers du désarmement, mènera à la Convention des armes biologiques**

- Nous demandons que toutes les armes chimiques soient détruites dans la période dans laquelle les Etats signataires ont signé dans la Convention sur l'interdiction des Armes Chimiques (CIAC), et le développement continu des nouvelles vérifications des technologies.

- 162 Etats sont déjà devenus membres de la Convention sur l'Interdiction des Armes Biologiques (CABT). Nous accueillons cela et nous pressons les autres Etats importants, spécialement ceux du Moyen Orient comme Israël a également rejoindre cette convention. Nous appelons les Etats-Unis à surmonter la résistance à une inspection efficace et au système de contrôle,

avec le but d'établir un système de contrôle avec des droits complets de l'inspection à la prochaine Conférence du CABT en 2011.

Nous soutenons le programme pour réduire la menace des armes nucléaires, chimiques et biologiques (Accord Coopératif de Réduction de la Menace), l'initiative pour réduire les menaces globales (Initiative pour la Réduction de la Menace Globale), et l'initiative contre la prolifération d'armes de destruction massive (Initiative de sécurité en matière de prolifération) ; comme des approches innovantes pour accroître la sécurité globale.

## **7. Pour un contrôle des armes conventionnelles et surmonter la crise dans le Traité FCE**

- Le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) doit sortir de l'impasse et s'adapter aux nouvelles réalités – à la suite de la fin de la Guerre Froide – et ainsi devenir encore une fois une fondation pour la sécurité et la stabilité en Europe.

- Nous appelons tous les Etats impliqués, les pays de l'OTAN ainsi que la Russie à surmonter les blocages, et nous demandons de nouveaux efforts régionaux pour un système fonctionnel contre des armes conventionnelles depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan Pacifique au travers de plus d'engagement de la part de la Russie.

## **8. Protéger la population civile en interdisant les armes spécialement pernicieuses, et établir des contrôles sur les armes à petits calibres et armes légères**

- Pour nous la politique de désarmement est plus qu'une simple politique de sécurité. Nous voulons éviter l'utilisation d'armes spécialement pernicieuses et interdire ce type d'armes dans leur ensemble.

- Ensemble avec la société civile, nous avons réussi à créer une pression politique pour interdire les mines anti-personnelles en 1997. Cela a été suivi en 2008 par la Convention des Munitions à défragmentation. Nous appelons les plus grands producteurs et utilisateurs de munitions à défragmentation à se joindre à la signature de cet accord.

- Notre campagne implique aussi les armes à petits calibres. Nous comptons sur les négociations acceptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2008 sur un Traité du Commerce des Armes International pour contribuer aux limitations des exportations des armes et nous appelons

tous les Etats à s'engager dans des négociations constructives.

### **9. Obtenir le début des initiatives pour le désarmement et la sécurité**

- L'Amérique Latine et la Caraïbe, le Pacifique Sud et les Etats du Sud-est Asiatique, et récemment les Etats de l'Asie centrale ont créé des zones sans nucléaire. Nous accueillons toute initiative de cette sorte dans le monde. Nous travaillons pour assurer que ces expériences soient utilisées en Europe et dans d'autres régions du monde.
- Les organismes de sécurité coopératifs aux Nations Unies, l'OTAN et le Conseil OTAN-Russie, le Conseil du Partenariat Euro-Atlantique, et la Charte OTAN-Ukraine, les Partenariats pour la Paix, le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN et d'autres organismes doivent devenir plus forts que précédemment en tant qu'instruments actifs pour construire la confiance, le désarmement et le contrôle des armes.

### **10. Surmonter le blocage à la conférence sur le Désarmement à Genève**

- Nous appelons tous les gouvernements impliqués à la conférence des Nations Unies sur le Désarmement à Genève de lever leurs blocages et faire des progrès dans les négociations sur la réduction des armes nucléaires, la prévention de la course à l'armement dans l'espace, et l'interdiction de la production des matériaux à capacité d'être des armes nucléaires avant même la Conférence du NTP qui aura lieu en mai 2010.
- La Conférence sur le Désarmement de Genève, le seul forum sur le désarmement à l'ONU, doit encore devenir le forum actif pour un désarmement global, dans lequel tous les Etats devront assumer leurs propres responsabilités.

## Réunion du Conseil, Budva, Monténégro

Cette proposition détaillée a été confirmée lors de la réunion du Conseil à **Budva, Monténégro le 29-30 juin 2009**. Nous avons réitéré que ce sont les socialistes et les sociaux-démocrates qui, durant la Guerre Froide, avaient brisé les dogmes et ouvert la voie vers la sécurité par des accords de désarmement et de coopération. Les participants ont décrit le rôle joué par l'IS dans les années 90 dans la réalisation de grandes avancées telles que l'option zéro.

Les intervenants sur ce thème ont déclaré que les conservateurs avaient affirmé que la sécurité provenait de la force, mais que les socialistes avaient une compréhension plus large et globale de la sécurité. Par l'adoption de la Déclaration sur le désarmement, le Conseil convenait que la maîtrise des armes et le désarmement multilatéraux basés sur des traités devaient devenir le fondement contraignant des relations internationales. Les efforts déployés en faveur du désarmement mondial sont étroitement liés à la possibilité de résoudre les conflits régionaux qui nourrissent et alimentent la course aux armes et la concurrence nucléaire entre les principales forces régionales.

## Comité, Nations unies, New York



*Rolf Mützenich, SPD, Alemania, et Marc Saxer*

Nous avons réuni de nouveau le Comité sur le désarmement qui s'est tenu aux **Nations unies, New York le 17 novembre 2009**, pour débattre du 'Renforcement du Traité de non-prolifération (TNP) et de désarmement nucléaire' et de 'La défense anti-missile et le nouvel accord de maîtrise des armements'. Nous avons rappelé la longue tradition de contribution à la paix et au désarmement pratiquée par l'Internationale Socialiste. Le président du Comité, Rolf

Mützenich (SPD, Allemagne), a souligné le fait que les questions relatives au désarmement requéraient des réponses sociales-démocrates et que son parti souhaitait vivement faire progresser cet agenda. Rappelant le plan en dix points, il a souligné qu'il était important de débattre la question de la maîtrise des

armements et de la défense antimissile, et il a fait allusion à la position de la Russie à cet égard.

Nos discussions ont été enrichies par des présentations de Marc Saxer, un spécialiste de la maîtrise des armements et du désarmement, et de Rhianna Kreger, de l'Institut mondial pour la sécurité basé à New York. Au cours des débats, les participants ont évoqué de nombreuses questions, telles que la sécurité humaine, la promotion de l'initiative des moyennes puissances intermédiaires (MPI), le rôle des parlementaires dans les divers fora nationaux et internationaux, l'adoption d'une approche 'holistique' au TNP tout en maintenant la pression pour le respect des engagements précédents, le problème du trafic des matières nucléaires, et des réflexions sur la prochaine génération de cyber-armes. Il a été noté qu'il y avait actuellement de nombreux signes positifs au niveau international qu'il convenait de soutenir et de promouvoir, et les participants ont souligné que l'Europe devrait participer davantage au processus.

### **Réunion du Conseil, Saint Domingue, République dominicaine**

Nous avons repris le débat sur le désarmement lors de la réunion du **Conseil à Santo Domingue, le 23-24 novembre 2009**. Les intervenants ont mis l'accent sur l'évolution récente de la situation au niveau international, qui a renouvelé nos espoirs vis à vis de la Conférence d'examen de 2010 sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous avons adopté une résolution à cet égard demandant que les mesures positives entreprises soient soutenues et encouragées. Il était indispensable de renforcer le TNP, avons-nous dit, dans la mesure où ce traité était la pierre angulaire du régime international de désarmement et de non-prolifération. Nous avons ajouté qu'à long-terme, il n'était pas possible de réduire de façon significative le nombre de têtes nucléaires et de stocks d'armes nucléaires sans y adjoindre la maîtrise des armements conventionnels.

### **Réunion du Conseil, Nations unies, New York**

Le Conseil, lors d'une réunion tenue l'année suivante aux **Nations unies, New York, en juin 2010**, a entériné deux déclarations sur le désarmement et la non-prolifération. La première déclaration, intitulé «Pour un monde sans armes nucléaires» avertissait du grand danger que des armes de destruction massive tombent entre de mauvaises mains. Nous avons appuyé les initiatives comme la Campagne Global Zero, certains projets menés par les Nations unies et certaines activités d'organisations non-gouvernementales qui ont permis de générer une nouvelle dynamique politique et ont rendu la vision d'un monde sans armes

nucléaires plus tangible. Nous avons exigé la conclusion d'un nouvel accord de maîtrise des armements pour la limitation des armements et la mise en place d'un système coopératif de défense antimissile, intégrant la Russie, que nous estimions absolument nécessaire afin de prévenir une nouvelle course aux armements dans le domaine des systèmes missiles. En conclusion générale, ce document a constaté que «des mesures audacieuses peuvent être mises en œuvre afin de progresser vers un monde sans armes nucléaires. La sécurité de tous ne peut être réalisée que par le désarmement et la coopération».

Nous avons en outre approuvé le Traité global sur le commerce des armes qui portait sur les étapes clés dans le processus de désarmement comme l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions. La lutte à mener était pour s'assurer que le plus grand nombre de pays possible respecte les principes fondamentaux qui régissent la limitation et la maîtrise des transferts d'armements et d'élaborer des directives juridiquement contraignantes au niveau international quant à l'exportation des armes. Ces directives constituent un facteur essentiel de la lutte contre le transfert d'armes légères et de petit calibre dans les zones de crise – qualifiées par Kofi Annan «d'armes de destruction massive au ralenti» – et qui constituent les principales armes utilisées dans les conflits violents et les guerres intestines.

## Réunion du Comité, Moscou, Russie



*Rolf Mützenich*

La stratégie de l'OTAN et la défense anti-missiles étaient tous deux à l'ordre du jour de la réunion du Comité sur le Désarmement, qui s'est tenue à **Moscou le 3 novembre 2010**. Nikolay Levichev, leader de la faction 'Une Russie Juste' de la Douma d'Etat, a souligné dans son allocution d'ouverture, l'importance du dialogue entre l'OTAN et la Russie sur toutes les questions relatives au désarmement.

Il a parlé de la coopération accrue entre le Parti Russie Juste et l'Internationale Socialiste, et de la satisfaction de son parti à pouvoir de nouveau accueillir un rassemblement des membres de notre mouvement politique. Nous étions



d'accord avec lui pour dire que cette réunion était une excellente occasion pour débattre de ces questions dans un contexte russe, et pour entendre les divers points de vue sur des thèmes aussi importants. Rolf Mützenich, président du Comité, a souligné l'importance de trouver des solutions communes aux dangers présents. Le plan en dix points sur le désarmement avait établi une analyse globale des mesures prises pour atteindre la sécurité générale par le biais du désarmement, a-t-il ajouté, et le Comité pouvait désormais se focaliser sur des questions spécifiques applicables au contexte de la Russie.

Il a été convenu par l'ensemble des participants qu'il convenait de rechercher un esprit de coopération en matière de sécurité et de mettre en place un accord de limitation des armements afin de prévenir le danger d'une nouvelle course aux armements dans le domaine de la défense anti-missiles. Une coopération plus poussée entre l'OTAN et la Russie quant à la défense anti-missiles était nécessaire, afin de créer un climat de confiance entre elles qui profiterait à tout le monde. Au cours de la réunion, les intervenants ont exprimé leurs préoccupations quant aux implications de la défense anti-missiles, et à la question de savoir si elle constituait plutôt un modèle américain de défense qu'un modèle européen. Tout en admettant que la défense anti-missiles faisait indubitablement partie de la politique des États-Unis et de l'OTAN, les participants se sont interrogés néanmoins sur la nature et l'origine du danger, qui, pensaient-ils pouvaient provenir d'une éventuelle menace externe à la Russie ou à l'OTAN, et ils ont souligné par ailleurs l'importance de trouver une solution acceptable pour toutes les parties concernées. La coopération de la Russie avec l'OTAN sur un nombre de domaines a également été considérée comme une source d'optimisme.

Nous avons aussi évoqué l'impact plus général de mesures prises par l'OTAN et la Russie, notamment à l'égard de la région du Sud-Caucase où la stabilité de certaines zones particulièrement sensibles a été menacée. Il importe de dépasser les solutions seulement militaires ou techniques dans ce domaine. Nous avons proposé des alternatives pour atténuer les risques.

Le Comité a adopté une résolution basée sur cette discussion, intitulée «La stratégie de l'OTAN et la défense anti-missiles». La résolution demandait la ratification du nouveau Traité START, une coopération plus poussée entre la Russie et l'OTAN sur la politique nucléaire, la conclusion d'un nouvel accord sur la maîtrise des armements et la poursuite d'accords juridiquement contraignants sur l'avenir de la défense anti-missiles.

Le chemin de la paix est en effet un chemin qu'il faut parcourir ensemble. Nous désirons tous avoir un avenir prospère et durable, ainsi que la paix et le respect de nos droits démocratiques. Comme le démontrent les nombreux objectifs de l'Internationale Socialiste, ce sont des objectifs communs à tous et en tant que tels, ils requièrent la solidarité mondiale.



## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET UN MONDE DURABLE – LA NÉCESSITÉ DE LA SOLIDARITÉ

À la suite de la réunion de la Commission pour une Société mondiale durable (Commission SMD), le **Congrès s'est réuni à Athènes, le 30 juin - 2 juillet 2008**, et nous y avons réitéré l'engagement du mouvement social-démocrate mondial à cheminer vers une durabilité commune dans un monde de plus en plus interdépendant. Les crises financières, alimentaires et énergétiques se sont propagées d'un continent à l'autre dans notre monde de plus en plus dénué de frontières. Le changement climatique soumet les ressources nationales à de fortes exigences. Des rivalités potentielles quant à l'accès à l'énergie et aux ressources nationales peuvent déclencher des conflits. Les flux migratoires accrus, les problèmes environnementaux, la prolifération des maladies contagieuses et d'autres problèmes de santé viennent exacerber les tensions dans les pays et les régions plus pauvres et vulnérables.

Il a fallu un niveau de solidarité et de respect mutuel jusque-là inédit, entre les pays développés et les pays en développement afin d'établir un système international efficace d'adaptation au changement climatique.

### Commission SMD, Saint-Pétersbourg, Russie



La Commission de l'IS pour une Société mondiale durable a organisé un séminaire à **Saint-Pétersbourg le 14-15 juillet 2008**. Accueilli par le Parti Une Russie Juste

qui était devenu membre de l'Internationale pour la première fois, la réunion rassemblait les membres de la Commission et les représentants des partis ainsi que des scientifiques et des experts russes venus pour débattre des questions liées au changement climatique.

La réunion de la Commission était co-présidée par Ricardo Lagos et Göran Persson, et accueillie par Sergey Mironov, président du Conseil de la Fédération russe et du Parti Russie Juste et membre de la Commission. Nous avons abordé trois thèmes principaux: répondre au changement climatique par une croissance économique basée sur l'équité, la création d'emplois et le respect de l'environnement; évaluer les sources d'énergie alternatives; et renforcer la réglementation nationale et internationale pour la protection des eaux et forêts. Au cours des discussions, nous avons réaffirmé l'importance du développement économique équitable, de la génération d'énergie propre et de la protection de l'environnement mondial. Plus particulièrement nous avons reconnu que toutes ces questions étaient liées à la lutte de l'humanité pour résoudre le problème du réchauffement planétaire et du changement climatique. Ce séminaire s'inscrivait dans le cadre du programme de travail convenu de la Commission.

### **Commission SMD, Stockholm, Suède**



Notre Commission s'est de nouveau réunie à **Stockholm, le 5-6 septembre 2008**, et elle était accueillie par le Parti social-démocrate suédois, SAP et le co-président de la Commission, Göran Persson.

Nous nous sommes penchés sur la question des transferts de technologie et du renforcement des capacités pour les pays en

développement dans le cadre de la réponse mondiale pour l'atténuation du changement climatique et la promotion du développement économique durable. En outre, nous avons souligné le besoin de mobiliser des fonds pour cette planification stratégique. Nous avons souligné que la crise économique mondiale ne devait pas ralentir le rythme des négociations en vue d'obtenir un nouveau

régime climatique. À Stockholm, la Commission a averti les participants des risques du recours au gradualisme et aux demi-mesures, et nous avons exhorté la communauté internationale à intensifier ses efforts pour l'élaboration d'un accord sur le changement climatique lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de Poznań en décembre 2008.

Notre Commission s'est réjouie de noter la participation plus active des pays en développement aux pourparlers sur le changement climatique tenus à **Accra le 21 -27 août 2008**. Nous avons aussi été encouragés de la décision d'inclure la déforestation des pays en développement dans un nouveau régime climatique et de noter les progrès accomplis dans la mise en place d'un dispositif pour limiter les émissions carbone de certains secteurs communément appelé « approche sectorielle ». La Commission a souligné l'importance de mettre la science et la technologie au service du progrès. Le transfert des technologies vertes au monde en développement était absolument vital, et nous avons invité les nations à redoubler d'efforts pour la coopération Nord-Sud et Sud-Sud afin de déterminer la meilleure façon de mettre à niveau les capacités actuelles et d'optimiser les nouvelles technologies. Les pays en développement, avons-nous noté, auraient besoin de transferts massifs et d'une aide considérable en matière de technologie et de renforcement des capacités. Le financement au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique était tout à fait insuffisant, notamment dans le cas de l'Afrique, qui est particulièrement vulnérable aux impacts négatifs du changement climatique. Les petits États insulaires étaient également extrêmement vulnérables dans ce domaine. Des contributions importantes sont requises de la part des secteurs public et privé à tous les niveaux, et entre les gouvernements nationaux et les organismes internationaux. Nous avons souligné que la réalisation du niveau de coopération requise était un défi politique. Il est impératif que la voix du monde en développement soit davantage entendue et prise en compte lors des négociations pour un nouvel accord sur le changement climatique, dans la mesure où ces derniers sont les plus durement atteints par ce phénomène.

### **Commission SMD, le Cap, Afrique du Sud**

Nos discussions ont continuées lors de notre prochaine réunion de commission au **Cap, Afrique du Sud, le 2 mars 2009**. Accueillie par le Président de la République à l'époque, Kgalema Motlanthe, et le leader de l'ANC, Jacob Zuma, les discussions



ont porté sur les expériences de l'Afrique pour relever le défi du réchauffement planétaire et du changement climatique et ont présenté la perspective du continent sur les négociations mondiales afin de parvenir à un accord sur cette question en 2009, au sommet de la COP15 à Copenhague.

Les Chefs d'État et les ministres qui ont assisté à cette réunion n'avaient tous qu'un message: alors que l'Afrique était le continent le moins à blâmer pour le réchauffement planétaire et le changement climatique, c'était elle qui devait en supporter les pires conséquences. Nous avons convenu que la voie à suivre pour les négociations mondiales requérait une solidarité accrue du Nord envers le Sud, afin d'aider le continent africain à s'adapter aux nouveaux défis. Nous avons également souligné le lien qui existe entre la justice environnementale, sociale et économique. Nous avons constaté que ce sont les plus pauvres en Afrique qui souffrent le plus du réchauffement planétaire, notamment dans les zones côtières de faible altitude et sujettes à la sécheresse. La constatation essentielle était que le changement climatique engendrait un problème de pauvreté sur le continent africain.

Nous avons également examiné l'impact négatif des conflits violents sur l'environnement, les infrastructures et la cohésion sociale en Afrique. Il est urgent d'assurer une meilleure coopération régionale et internationale afin que la résolution pacifique des conflits soit intégrée dans l'approche globale de la réponse au changement climatique. Nous avons souligné les besoins critiques des nations africaines dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, et affirmé que la clé de l'adaptation résidait dans la volonté des pays développés, notamment au vu de la récession économique mondiale, d'appuyer les efforts du continent africain pour améliorer sa capacité technologique.

Comme nous l'avons déjà dit, le besoin d'une nouvelle technologie se fait sentir. Tout particulièrement en Afrique où la formation et une technologie plus avancée sont d'une importance cruciale dans sa transition vers les énergies renouvelables, à savoir l'énergie solaire, éolienne et thermique. La Commission a réaffirmé la nécessité de niveaux plus poussés de solidarité mondiale pour bâtir un nouveau modèle d'interaction humaine dans une société mondiale durable. Il ne s'agit pas seulement d'un défi technologique mais aussi dans le domaine de l'éducation et de la création d'une culture de conservation et de protection de la nature, qui commence au niveau local et passe ensuite au niveau mondial.

### **Commission SMD, Pékin, Chine**

À **Pékin, Chine, le 14-15 mai 2009**, notre Commission a organisé des discussions intitulées «Entretiens à haut-niveau sur le développement durable» avec le Président Hu Jintao, les leaders du gouvernement de la République populaire de la Chine et le Parti communiste chinois (PCC). Ces entretiens étaient l'occasion pour nous de discuter des options stratégiques.

George Papandréou, les membres de la Commission de l'IS et les hauts fonctionnaires chinois ont souligné les défis critiques et interdépendants que nous imposait le changement climatique ainsi que l'objectif commun du développement durable. Nous avons convenu que tous les pays doivent contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par des engagements fondés sur le principe des «responsabilités communes mais différenciées» qui est énoncé dans le Protocole de Kyoto. Il a été convenu en outre, comme nous l'avons déjà dit, que le changement climatique est une excellente occasion pour la promotion de la croissance économique durable, y compris l'investissement, et une utilisation fortement accrue des sources renouvelables d'énergie. Cette démarche s'avérerait avantageuse à la fois pour les pays en développement et les pays développés.

Nous sommes à la recherche de modèles de développement plus respectueux de l'environnement et de nouveaux cadres de gouvernance, notamment au niveau international, afin de gérer et de préserver ce bien commun de l'humanité de façon durable. Tous les pays ont l'obligation morale de contribuer à l'atténuation de et l'adaptation au changement climatique, notamment à l'égard des transferts technologiques vers les pays en développement, de façon équitable et juste.



*Commission SMD, Pékin, Chine*

Le concept de promouvoir un retour à la «culture de l'harmonie», qui met l'accent sur des relations de soutien mutuel entre les gens et la nature même dans la poursuite de la croissance économique au travers des mécanismes commerciaux, a été souligné par des participants. Nous avons souligné, en vue du Sommet de la 15<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP 15) à Copenhague, qu'il convenait d'établir une vision à long-terme qui soutienne un avenir marqué par le développement et la croissance équitables et écologiquement sains.

### **Réunion du Conseil, Budva, Monténégro**

Lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue à **Budva, Monténégro, le 29-30 juin 2009**, nous avons de nouveau abordé la question du changement climatique. Cette question était d'autant plus pertinente dans le contexte du Sommet de la COP 15 2009 de Copenhague. Le Conseil a souligné que le nouvel accord adopté à la COP 15 devait être ambitieux et réaliste, mais aussi fondé sur une approche plus sociale que ne l'avait été le Protocole de Kyoto.

Nous avons réitéré notre position selon laquelle les pays développés devraient montrer l'exemple en faisant des efforts importants pour montrer le chemin à suivre. Le principe d'une responsabilité commune pour l'avenir, basée sur une approche adaptée aux capacités respectives des pays, devrait être le fondement des protocoles internationaux futurs.

S'appuyant sur ces contributions de la Commission, le Conseil a souligné que les pays du Nord devraient appuyer les pays du Sud afin que ces derniers soient à



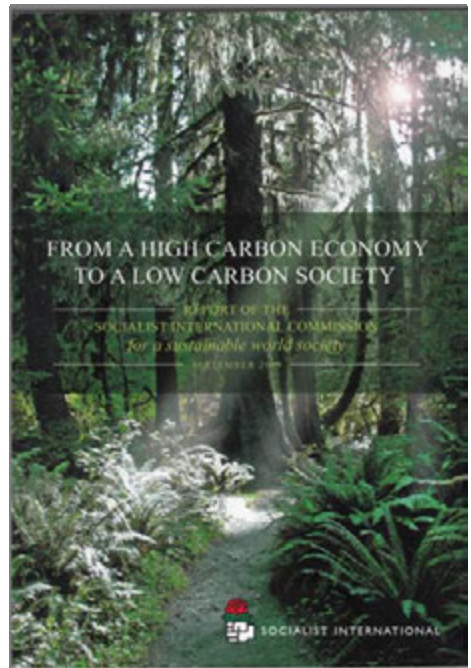
même de financer la mise en œuvre des mesures requises pour leur adaptation au changement climatique. Nous avons réitéré le fait que les transferts technologiques devaient s'accompagner de l'assistance nécessaire pour permettre aux pays en développement de mettre en place des stratégies nationales de développement à faible émission de carbone. Il est essentiel que nous puissions réconcilier de façon équilibrée les aspects économiques, sociaux, environnementaux et culturels du développement tout en adhérant au concept du développement durable.

Le Conseil a réitéré son appel pressant aux Etats d'agir dès maintenant, dans l'intérêt de tous, pour bâtir un monde plus juste, plus équitable et plus respectueux de l'environnement, sans créer de nouvelles inégalités à partir des préoccupations environnementales importantes et légitimes.

### **Rapport de la Commission sur une Société Mondiale Durable**

Notre Commission pour une Société Mondiale Durable a produit un rapport, intitulé «D'une économie à haute teneur en carbone à une société à faible teneur de carbone». Ce rapport détaillé a été présentée à la réunion du Présidium de l'Internationale Socialiste et des Chefs d'État et du gouvernement qui s'est tenue aux **Nations unies, New York, le 23 septembre 2009**.

Les conclusions de ce rapport ont été débattues par les participants lors d'une discussion sur les objectifs de l'IS qui a eu lieu avant la COP 15 à Copenhague.



### **COP 15, Copenhague, Danemark, 2009**

La Conférence des Nations unies sur le **changement climatique, COP 15**, s'est tenue à **Copenhague, du 7-18 décembre 2009**. Cet événement important nous a donné l'occasion de soumettre nos propositions sur le changement climatique.



George Papandréou, l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le changement climatique et ancien Président du Chili Ricardo Lagos, Le Ministre d'Etat belge Elio Di Rupo et moi-même, avons tenu une conférence de presse au centre de la conférence, le 16 décembre. Nous avons présenté notre rapport SMD « D'une économie à haute teneur en carbone à une société à faible teneur de carbone », lors de la Conférence.

Nous avons souligné l'importance de parvenir à un accord de fond sur les questions fondamentales de la réduction des émissions de carbone des pays développés. Nous cherchions en outre à obtenir des engagements de la part des pays développés et des économies émergentes quant à la réduction de leurs émissions de carbone, un soutien financier suffisant pour les pays en développement et les pays les plus vulnérables, la limitation de l'augmentation moyenne des températures à la surface terrestre de 2 °C, et un cheminement progressif vers un accord juridiquement contraignant. Au cours de la Conférence de l'ONU, nous avons tenu des réunions avec des délégués et parmi eux des ministres de l'environnement de diverses régions du monde ainsi que des représentants de la société civile, au cours desquelles différentes opinions des membres de l'Internationale Socialiste ont été partagés sur les débats et négociations de la Conférence, et sur les résultats attendus.

### **Réunion du Conseil, Nations unies, New York**

Les promesses et engagements pris lors de la conférence de Copenhague, ont dépassé nos attentes. Nous avons convoqué une nouvelle réunion du Conseil pour

parler du changement climatique aux **Nations unies, New York, 21-22 juin le 2010**. Nos débats étaient centrés sur une réponse internationale unifiée au changement climatique en vue du Sommet 2010 de la COP 16 de l'ONU qui aurait lieu à Cancún. Le Conseil a approuvé une déclaration réaffirmant la nécessité urgente d'atteindre les cibles de réduction des émissions de carbone et lançant un appel à la communauté internationale de se montrer solidaire afin d'atteindre ensemble l'objectif commun.

### Réunion du Conseil, OCDE, Paris, France



«Faire face aux conséquences du changement climatique: le besoin urgent d'un accord de fond lors de la COP16» Etait un des thèmes principaux de notre deuxième réunion de Conseil en 2010 qui a eu lieu à **Paris, le 15-16 novembre 2010** au siège de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques. Martine Aubry, Première secrétaire du parti hôte, le Parti socialiste français (PS), a tenu un discours d'ouverture au nom de son parti, dans lequel elle a fait référence aux relations de longue date entre l'Internationale et le mouvement socialiste en France, et a présenté la position du PS sur les défis actuels, nationaux et mondiaux, auxquels les socialistes partout au monde devaient faire face.

Ricardo Lagos, Co-président de la Commission pour une Société Mondiale Durable de l'IS, a donné un discours liminaire. Parmi les intervenants invités, Mohamed Waheed, Vice-président de la République des Maldives, a souligné la vulnérabilité

particulière des États insulaires au changement climatique.

Le Conseil a unanimement approuvé un appel spécial '*L'appel de Paris*', lancé lors de la COP 16 et qui se déclinait comme suit:

- Insister sur l'urgence d'avancer vers la conclusion d'un accord international sur le changement climatique ambitieux et réaliste en matière de changement climatique avec des compromis, objectifs et dates contraignantes afin d'avoir une claire réalisation.
- Définir une ébauche d'une architecture internationale financière pour lutter contre le changement climatique. La matérialisation d'un fonds vert décidé à Copenhague afin d'assurer qu'en 2020 l'objectif de 100 milliards de dollars par an sera atteint, qui sera transféré aux pays en développement pour combattre le changement climatique.
- Soutenir les propositions faites par le Secrétaire général des Nations unies le 5 novembre 2010, dont certaines font également partie des recommandations faites par notre Commission, y compris une taxe sur les transactions financières et sur le transport aérien et maritime ainsi que la réorientation des subventions du fuel, entre autres;
- Avancer dans les systèmes de compensation, de coopération financière, de la formation et du financement de mesures pour l'adaptation et l'atténuation;
- Encourager les actions pour la réduction des émissions de déforestation et dégradation des forêts (activités REDD plus), en tant qu'expression concrète de la coopération entre les pays développés et en développement pour combattre le changement climatique.
- Etablir des systèmes pour mesurer, rapporter et vérifier (MRV) des engagements pris et des actions entreprises pour réduire les émissions tout en contemplant des mécanismes rendant ces obligations contraignantes et de décider sur des sanctions en cas de non-respect.
- De renforcer la coopération scientifique et technologique entre les pays développés et en développement sur les questions du changement climatique. Cet échange dans le domaine scientifique et technologique doit œuvrer pour la promotion de la recherche et de l'utilisation de technologies avancées vertes dans les pays en développement comme

élément d'égalité et d'une plus grande justice dans les relations internationales;

- Maintenir au cœur du débat les accords qui sont pris et les actions qui sont entreprises concernant les gens, prenant particulièrement soin des plus vulnérables, y inclus les migrants dû au changement climatique et des personnes déplacées, les foyers menacés, les répercussions du changement climatique sur le monde du travail et les économies des nations en développement et en relation à l'héritage mondial menacé. L'Internationale Socialiste a fait appel à toutes ces questions dans ses résolutions récentes adoptées à Budva, Saint Domingue et New York.
- Le Conseil exprime sa confiance que l'année qui a passé depuis le COP15 a été un période fructueuse, une période pendant laquelle il a été possible d'avancer sur certaines questions qui n'ont pas été développées à Copenhague. Nous approchons Cancun avec réalisme et espoir. La communauté internationale doit se montrer à la hauteur de ses responsabilités, elle doit fournir les moyens d'agir maintenant, elle ne doit pas continuer de reporter des décisions cruciales pendant que l'environnement et les conditions de vie sur la planète se dégradent.
- Le Conseil de l'IS est confiant que les institutions internationales, nations, peuples et forces politiques assument leurs responsabilités et qu'ils ne renient pas leur engagements envers la planète, que leurs voix ne perdent pas leur force et qu'ils ne permettent pas le fatalisme ou le conformisme de dominer.

## Réunion de la Commission SMD, Mexique

La Commission s'est réunie de nouveau à **Mexico** le **26-27 novembre 2010**, pour exprimer notre opinion des négociations qui devaient avoir lieu peu après, lors de la COP 16 à Cancún. La réunion était accueillie par Beatriz Paredes, membre de la commission, présidente à l'époque du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). La Commission a examiné les questions et priorités clés de l'Internationale Socialiste en vue de parvenir à un accord constructif lors des négociations de Cancún.

Les activités ont démarré avec un évènement public, diffusé en direct sur tout le territoire du Mexique, et au cours duquel les membres de la Commission ont

présenté leurs opinions et entamé une discussion de groupe entre les experts et un grand auditoire composé de députés, de leaders des partis, de responsables syndicales, de représentants d'ONG et d'organisations environnementales, du milieu universitaire et des médias.



Nous avons eu une réunion avec le Président de la République du Mexique, Felipe Calderón, hôte de la 16<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP 16), et les membres de son gouvernement. Au cours de ces entretiens, nous avons discuté avec le Président des questions primordiales pour l'agenda de la Conférence et le

déroulement des négociations. L'une de nos principales priorités était l'établissement d'un accord international ambitieux et réaliste assorti d'engagements, d'objectifs et de délais juridiquement contraignants, et au minimum, la formalisation des engagements volontaires pris lors de la réunion à Copenhague. Il a été noté que même si chaque engagement pris depuis la réunion de Copenhague devait être formalisé et respecté, cela ne suffirait pas à résoudre les problèmes dans ce domaine. Il était clair qu'il fallait des réductions plus importantes des émissions de carbone, compte-tenu des responsabilités différenciées; un accord sur REDD+, avec des objectifs et cibles précis pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts; et le renforcement de la coopération technologique et scientifique. Nous avons appuyé le principe de l'intensification des mesures d'adaptation dans les pays en développement ayant un faible indice de développement humain et dans les pays les plus vulnérables au changement climatique, conformément à la position adoptée depuis longtemps par l'Internationale Socialiste sur la justice climatique.

Nous avons souligné qu'il convenait de mettre en œuvre la proposition pour la création du Fonds vert pour le climat de Copenhague afin de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour aider les pays en développement, et d'établir un cadre multilatéral afin d'assurer le respect de l'engagement à court-terme pour un montant de 10 milliards de dollars par an en 2010, 2011 et 2012. Nous avons jugé que des fonds spéciaux alloués aux pays affectés par le

changement climatique étaient nécessaires ainsi qu'un plus grand sentiment de solidarité.

### **COP 16, Cancún, Mexique, 2010**

L'objectif de l'Internationale Socialiste et de notre Commission SMD pour l'établissement d'un accord international ambitieux et réaliste sur le changement climatique assorti d'engagements, d'objectifs et de délais juridiquement contraignants, a gagné du terrain à Cancún. Une réponse unifiée de la communauté internationale au changement climatique, objectif sur lequel nous avons beaucoup insisté, a enregistré des progrès, tandis que le multilatéralisme et le processus des Nations unies pour faire face au changement climatique ont retrouvé toute leur crédibilité.

Nous nous sommes réjouis de ce que les décisions prises à Cancún répondaient pour beaucoup d'entre elles à nos appels en faveur d'interventions contre le changement climatique. La coopération à long-terme au titre de la Convention et les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto ont fourni une bonne base pour la poursuite des négociations menées en vue de l'application de dispositions plus ambitieuses et contraignantes à aborder lors de la COP 17.

La conférence a réaffirmé notre demande pour une réduction plus importante des émissions de carbone. La COP 16 a en outre reconnu que la lutte contre le changement climatique requérait un revirement stratégique pour la construction d'une «société à faible émissions de carbone» – comme nous l'avions déjà déclaré dans le rapport publié par notre Commission en 2009.

Cancún a réaffirmé – comme nous l'avions déjà fait à la réunion du Conseil à Budva – que le développement social et économique et l'élimination de la pauvreté sont les priorités incontournables des pays en développement. La Conférence a invité les pays en développement à contribuer aux mesures d'atténuation prises dans le secteur forestier pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, comme nous l'avions également demandé.

Nous avons été encouragés de constater l'accroissement de l'assistance technologique et financier et du soutien pour le renforcement des capacités, mis en œuvre par les pays développés afin de promouvoir les mesures d'atténuation dans les pays en développement. En conséquence de cette évolution positive, il a

été décidé que les mesures d'atténuation bénéficiant d'un soutien international feraient l'objet d'un système international de mesure, de notification et de vérification, comme notre Commission SMD l'avait prôné, conformément aux lignes directrices à élaborer au cours de la Convention. Enfin, nous nous sommes félicités de la décision d'établir un Fonds vert pour le climat en tant qu'entité opérationnelle du mécanisme financier de la Convention, une décision qui entérinait notre demande pour un fonds vert. Nous avons par conséquent, été très encouragés par Cancún.

### Commission SMD, Johannesburg, Afrique du Sud



*S.E. Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud*

Le résultat plus positif de la COP 16, nous a encouragé à nous focaliser sur la réalisation des objectifs promis. Nous avons organisé une réunion avec des ministres de l'environnement de partis membres de l'IS à **Johannesburg, Afrique du Sud, le 30-31 octobre 2011**, afin de discuter de nos priorités pour la prochaine conférence sur le changement climatique, la COP 17 qui se tiendrait à Durban. La réunion a été ouverte par Son Excellence, Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud et l'un des vice-présidents de l'IS. Dans son allocution, Président Zuma a parlé de la lourde responsabilité et du sentiment d'urgence ressenti par son gouvernement lorsqu'il se préparait à organiser la COP 17. La mise en œuvre des accords de Cancún était absolument nécessaire dans la lutte contre la menace très évidente et présente du changement climatique. Nous avons applaudi l'engagement démontré par Zuma pour garantir le succès des négociations sur le climat dans son pays. Nous avons en outre, exprimé l'espoir nourri par l'Internationale quant à l'avancement du projet du Fonds vert pour le climat, aux réductions plus importantes des émissions de carbone et au financement de l'atténuation.



Au cours des débats, nous avons accordé une attention toute particulière à la situation des populations des petits États insulaires en développement (PEID), qui, comme nous l'avons déjà détaillé, risquent d'être engloutis dans la mer par suite de l'élévation du niveau de la mer si la température mondiale continue à augmenter. Nous avons réitéré que les pays les moins à blâmer pour le changement climatique sont ceux qui souffrent le plus de ses répercussions, ce qui implique que les pays développés doivent montrer un niveau de leadership et de responsabilité accrus.

Suite aux discussions, la Commission a adopté une déclaration intitulée «Cap sur Durban: Priorités et objectifs pour la COP 17», énonçant les exigences qui devraient être satisfaites à Durban.

### **COP17, Durban, Afrique du Sud, 2011**

George Papandréou, Nkosazana Dlamini-Zuma et moi-même, avons participé à une série de réunions spéciales du **7 - 9 décembre 2011**, au cours du Sommet de la COP17/CMP7 à **Durban**. Ces délibérations ont joué un rôle important pour l'avancement de notre perspective sociale-démocrate sur le changement climatique, soulignant notre engagement et notre conception de la justice climatique.

Lors de la COP17, nous avons accueilli une réunion de ministres et de représentants de gouvernements de partis membres de l'IS présents à Durban, durant laquelle l'état des négociations de la conférence a été examiné avec des participants de tous les continents et régions.

Nous avons eu d'autres entretiens avec Jacob Zuma, Président de l'Afrique du Sud et avec d'autres délégués et représentants d'ONG mondiales et de la société civile, notamment Kumi Naidoo, directeur exécutif de Greenpeace. Le vendredi 9 décembre, l'IS a donné une conférence de presse sur le lieu de la conférence, intitulé «Durban: une opportunité pour la justice climatique», durant laquelle la vision de l'IS pour la mise en place d'accords significatifs à la COP17 a été présentée.

Dans une déclaration nous avons détaillé que le sommet de la COP17 avait permis de d'avancer vers la réalisation de nos engagements, notamment la mise en place





*Nkosazana Dlamini-Zuma et George Papandreou, COP17, Durban*

d'un cadre de fonctionnement du Fonds vert climatique et d'un plan visant à assurer l'application d'un mécanisme de transfert des technologies d'ici 2020. Nous avons félicité nos hôtes sud-africains d'avoir démontré des qualités de leadership et de persévérance dans la poursuite de ces accords.

Nous devons tout de même reconnaître que certains engagements que nous espérions voir à Durban sur la formalisation des réductions des émissions, mentionnée dans notre déclaration de Johannesburg, n'ont pas vu le jour. La communauté internationale doit continuer à se réunir, dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de chercher ensemble des solutions. Le multilatéralisme demeure la seule voie à suivre car la grande majorité des nations de la planète souhaite voir la volonté politique s'aligner aux exigences scientifiques et n'est plus prête à accepter le système des «engagements/révisions». Au demeurant, la participation directe des leaders politiques au processus est un facteur essentiel pour obtenir la réponse requise.

## **Réunion du Conseil, San José, Costa Rica**

Le Conseil s'est de nouveau réuni au **Costa Rica en janvier 2012**, et s'appuyant sur les principes dégagés lors de la réunion de Johannesburg et du Sommet de Durban, a adopté une déclaration sur le changement climatique intitulé «Le changement climatique: la responsabilité de faire une différence». Bernal Jiménez, du Parti de libération nationale (PLN), qui a accueilli cet événement, a

noté que le Costa Rica s'était donné pour cible de parvenir à un bilan carbone neutre d'ici 2021. Dans son allocution d'ouverture, George Papandréou a félicité la Présidente Laura Chinchilla et le PLN d'avoir été une force positive en faveur du progrès et de la prospérité du peuple de Costa Rica et d'avoir fait de leur pays un modèle de politiques environnementales saines et de protection des richesses naturelles.



*Bernal Jiménez, PLN, Costa Rica*

La Présidente Chinchilla a expliqué que le Costa Rica était un pays qui comprenait fort bien l'importance du développement durable et la grande valeur des ressources humaines. Ce développement durable basé sur la qualité des ressources humaines a permis au Costa Rica de diversifier sa production et de devenir plus compétitif malgré le contexte de la récession mondiale. Elle a souligné que pendant plus de six décennies le Costa Rica avait donné la priorité les dépenses publiques pour l'amélioration des conditions de vie et des opportunités pour les citoyens, économisant les ressources qui auraient été dépensées pour des armes et soldats pour les investir dans la santé et l'éducation, des objectifs pour les sociaux-démocrates à travers le monde.

La déclaration que nous avons adopté invitait tous les partis membres à donner l'exemple, en s'unissant pour réaliser l'objectif commun des 162 partis membres et organisations de l'Internationale, à savoir une société à faible émission de carbone fondée sur la justice climatique.



*Conseil, San José, Costa Rica*

## ÉNERGIE ET ÉCONOMIE DURABLES POUR UN MONDE DURABLE

### Réunion du Conseil, Athènes, Grèce

En mars 2011, le tsunami provoqué par un tremblement de terre a entraîné la fusion du cœur des réacteurs nucléaires à la centrale nucléaire de Fukushima au Japon. Le rejet de matières radioactives qui en a résulté est un exemple probant des graves dangers de l'énergie nucléaire. Nous avons discuté de cette catastrophe à la réunion du Conseil qui s'est tenue à **Athènes, le 1-2 juillet**



*Mizuho Fukushima, SDP Japon*

**2011**, avec la participation de Mizuho Fukushima, leader du Parti social-démocrate (PSD) du Japon et une vice-présidente de l'IS. Elle a ouvert le débat sur une présentation intitulée, ***L'énergie nucléaire et les leçons à tirer de Fukushima***. Elle nous a expliqué que son parti était le seul parti au Japon qui s'était toujours opposé à l'utilisation de l'énergie nucléaire et elle a décrit les événements dévastateurs qui étaient survenus à Fukushima. Les délégués ont été informés de l'évolution de la situation à la centrale nucléaire de Fukushima, et le PSD a soumis des propositions pour l'abolition de l'énergie nucléaire. Le Conseil a adopté une résolution sur ce thème, réaffirmant que l'énergie nucléaire n'est pas une solution à moyen et à long-terme pour les besoins énergétiques mondiaux et lançant un appel en faveur de l'utilisation des énergies renouvelables.

### Réunion du Comité, Bucaramanga, Colombie

Nous avons tenu une réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes à **Bucaramanga, Colombie le 30-31 mai 2011**, pour examiner, entre autres, le rôle fondamental de l'énergie dans le développement de la région. Lors de la session inaugurale, plus de 500 personnes ont applaudi avec enthousiasme les discours et les hommages rendus par Martín Torrijos, président du Comité et moi-même, à Horacio Serpa, gouverneur de Santander, et ancien vice-président de l'IS.



*Réunion du Comité, Bucaramanga, Colombie*

Même avant la réticence manifestée à son encontre depuis la catastrophe de Fukushima, l'énergie nucléaire représentait moins de 15% de la consommation mondiale d'énergie électrique, les énergies non-conventionnelles et renouvelables représentent une part encore plus réduite de l'approvisionnement énergétique mondial. Par conséquent les combustibles fossiles - charbon, gaz et pétrole représentent la plus grande proportion de notre utilisation d'énergie mondiale. Cependant, la forte demande des consommateurs ne permet pas de réconcilier l'utilisation de ces sources d'énergie avec la lutte contre le changement climatique et la réduction des émissions de carbone. Plus d'un milliard et demi de personnes sur la planète vivent dans un état de pauvreté extrême. Ils ne peuvent aspirer à de meilleures conditions de vie que si nous avons la capacité et l'intelligence de rechercher des solutions adéquates pour le 'développement de l'énergie'.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est exceptionnellement riche en énergie propre renouvelable, notamment en énergie solaire, et par conséquent, nous les encourageons à utiliser ces possibilités d'énergies renouvelables. La région est richement dotée de ressources fossiles, mais il conviendrait plutôt de promouvoir les technologies renouvelables, vu l'importance que revêt actuellement la protection de l'environnement d'une part, et le manque d'homogénéité dans la disponibilité des ressources fossiles, d'autre part. Nous avons souligné que les déficits énergétiques intra-régionaux justifient la mise en place d'un plan pour l'intégration énergétique régionale. Nous avons été intéressés d'entendre certains participants proposer l'idée de la «solidarité

énergétique» dans la région. Ce concept engloberait les coûts énergétiques, la sécurité de l'approvisionnement, l'intégration énergétique et le respect de l'environnement. Nous avons aussi discuté de la question de la souveraineté énergétique, notamment à la lumière des processus d'intégration et de l'ouverture aux investissements étrangers. D'autres débats ont porté sur les questions éthiques soulevées par la production d'énergie à partir des aliments dans un monde où une grande partie de la population souffre quotidiennement de la faim. En termes économiques, nous avons considéré le lien éventuel entre ce type de production d'énergie et les pénuries alimentaires et les augmentations de prix des denrées alimentaires dans les années à venir.

### Réunion du Comité, Asie Pacifique

Nous avons dédié un des thèmes principaux de notre réunion du Comité Asie-Pacifique à **Oulan-Bator, Mongolie le 7-8 octobre 2011**, à «Combiner la croissance économique avec la responsabilité environnementale: le double défi du développement ». Le Parti du peuple mongol (MPP) a accueilli cet événement, et au cours de cette réunion, nous avons considéré combien il était important de savoir combiner le développement économique et la durabilité, ainsi qu'un sentiment plus aigu de notre responsabilité.



*Prime Minister Batbold of Mongolia*

Sukhbaatar Batbold, Premier ministre de la Mongolie, nous a chaleureusement reçus, et il a souligné la nécessité d'utiliser les ressources naturelles disponibles dans l'intérêt du peuple tout en préservant et en protégeant l'environnement. Il a également souligné l'importance de permettre à la population de profiter de la croissance économique récente en Mongolie et il a mentionné des

initiatives comme le Fonds de développement humain lancé par son gouvernement afin de s'assurer que les citoyens reçoivent leur part des revenus générés par les ressources naturelles.

Dans son allocution d'introduction, Enkhbold Nyamaa, vice-président du

parlement mongolien, a évoqué les politiques et mesures entreprises en Mongolie pour transformer la croissance économique rapide de son pays en croissance verte respectueuse de l'environnement. La Mongolie, a-t-il dit, était confrontée à des problèmes similaires aux autres économies à croissance rapide. Dans le cas de la Mongolie, les défis s'articulaient autour de l'impact environnemental du développement de l'industrie minière, de l'augmentation rapide du nombre de logements et du développement des infrastructures. Il s'agit en fait de trouver le juste équilibre entre le développement et la responsabilité environnementale et de veiller à ce que l'État maintienne son rôle réglementaire. Les sociétés minières et autres entreprises travaillant dans l'exploitation des ressources naturelles, doivent rester responsables envers la protection environnementale.

Nous avons considéré qu'il était indispensable de mettre en œuvre des politiques étatiques cohérentes pour mettre un terme à la dégradation de l'environnement, et répondre aux problèmes du réchauffement climatique, du drainage des lacs et des rivières, de la désertification progressive. Les inondations récentes dans les pays de la région, comme on a pu le voir au Pakistan, au Cambodge et en Thaïlande, qui ont affecté de très nombreuses personnes, ont souligné la nature urgente et préoccupante de ces questions.

## L'ÉCONOMIE ET LE MULTILATÉRALISME

La résolution adoptée par le Conseil réuni à **Saint Domingue, République dominicaine, le 23-24 novembre 2009**, a proposé plusieurs stratégies économiques pour renforcer le multilatéralisme et la solidarité mondiale. La spéculation sur les marchés financiers et les marchés des produits de base est devenue un phénomène courant et nous reconnaissons le besoin de créer un Fonds mondial pour les produits de base, afin de mieux contrôler ce phénomène. Les principaux produits de base sont des produits agricoles; nous avons appuyé la décision du G8 en 2009, de contribuer 15 milliards de dollars USD au Fonds des petits agriculteurs. La baisse du prix de nombreux produits de base a certes profité aux consommateurs dans les pays développés, mais les producteurs des pays moins développés en ont pâti. Les subventions à l'exportation des produits agricoles, pratiquées par les États industrialisés dans les pays en développement ne fera qu'aggraver la distribution inéquitable des ressources alimentaires. Comme on l'a vu dans la Communauté d'États indépendants (CEI), en Amérique du Sud et dans le Moyen-Orient. Nous avons besoin de règles mondiales pour faire en sorte que la sécurité alimentaire des populations ait la priorité sur le commerce des produits agricoles.



Les membres du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales, réunis **aux Chambres du Parlement à Londres, le 6 avril 2009**, et réagissant à la réforme des systèmes et institutions financiers du G20, ont salué l'extension du règlement, et ont exprimé leur soutien

envers le Conseil de stabilité financière du FMI et de la Banque mondiale. Selon eux, cette mesure était la première étape dans la création d'une nouvelle organisation financière mondiale. Nous avons conclu en disant que des mesures efficaces à l'encontre des paradis fiscaux et la supervision des activités des agences de notation de crédit s'imposaient.



L'année suivante, lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue au siège des **Nations unies à New York le 21-22 juin, 2010**, nous avons adopté une déclaration intégrant le commerce, l'économie et le multilatéralisme, et qui traitait des difficultés du développement mondial. Nous avons lancé un appel pour une politique mondiale, pour la croissance verte et la réforme de l'enseignement. Vers le mois de juin 2010, nous avons été déçus de noter que les États plus



*José Miguel Insulza, Secrétaire général, OEA, un orateur clé invite au Conseil de NY*

développés n'avaient pas mis en œuvre cette politique. Nous avons réitéré notre demande pour des pratiques commerciales équitables, qui accordent aux États moins développés un plus grand accès aux marchés des États plus développés.

L'IS était en outre préoccupé de ce qu'à la mi-2012, le Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne s'était pas encore rapproché de ses objectifs. Notamment, la dimension multilatérale n'avait pas été abordée en tant que facteur clé des négociations.

L'économie était le premier thème principal de la réunion du Conseil de l'IS qui s'est tenue au siège de l'**OCDE à Paris le 15-16 novembre 2010**. Les délégués de pays développés et en développement ont discuté les derniers développements touchant l'économie mondiale, y compris le Sommet de Séoul du G20 et ses résultats, en soulignant tout particulièrement les priorités sociales-démocrates quant à une reprise durable, l'emploi et la croissance, la réduction de la pauvreté et le financement du changement climatique, et en lançant un appel pour la coopération et la coordination constructives entre les nations afin de corriger les déséquilibres de l'économie mondiale.

Le Conseil a entendu un discours du Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría, qui a développé les politiques de son organisation sur ces questions importantes. Les discussions ont inclus des contributions précieuses de Ségolène Royal, Vice-présidente française de l'IS, du Premier ministre Milo Djukanovic du Monténégro, de membres de la Commission sur Les questions financières mondiales de l'IS de

différents continents, de vice-présidents de l'IS et de leaders de partis de différentes régions du monde, y compris le Président du PSE, Poul Nyrup Rasmussen, et parmi les invités, Vice-ministre, Jieyi Liu de Chine. Vice-président de l'IS, Eero Heinäluoma, en tant que rapporteur de la Commission, a présenté les conclusions du débat, qui ont été repris plus tard dans une déclaration.

Lors des discussions du Conseil à **San José, Costa Rica le 23-24 janvier 2012**, nous avons également évoqué l'économie, sous le thème «Redéfinir les marchés dans une démocratie et surmonter la crise par la croissance dans l'économie réelle». Le Conseil a unanimement adopté une résolution faisant état de nos priorités: rétablir l'économie mondiale afin de relancer la croissance réelle, augmenter le taux d'emploi, parvenir à la stabilité et surmonter la crise de la dette souveraine. Comme nous l'avons souligné, l'IS a et continuera de plaider en faveur de la redéfinition des institutions mondiales, d'une réglementation efficace du secteur financier et de nouveaux instruments pour le développement et la croissance durables.

Le développement économique mondial affecte les diverses régions de façon différente. Un exemple est celui de la CEI, le Caucase et la Mer noire. Des échanges sur les développements économiques régionaux qui ont eu lieu pendant notre réunion de Comité cette région, à **Chişinău, Moldovie, le 23-24 juillet 2012**, ont constaté qu'il y avait consensus sur le fait que l'interdépendance économique faisait que les pays étaient sujets à des facteurs externes.

Un défi commun pour les pays de la région était d'augmenter les salaires en pourcentage du PIB vu qu'ils restent bas et sont un facteur qui contribue à l'inégalité et à un lent développement économique. De plus, les délégués ont mentionné d'autres problèmes liés à leurs économies, telles que ceux issus de l'émigration et la dépendance à l'égard des envois de fonds de pays où il y a une large diaspora.

Les perspectives économiques sont également étroitement liées aux situations politiques, où l'autoritarisme et la corruption privent les citoyens d'opportunités et de prospérité dans certains pays puisque les richesses étaient dans les mains d'une élite puissante.

## POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME ET UNE NOUVELLE CULTURE DE SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES ET LES NATIONS

«Partout où nous sommes au pouvoir, nos membres se montrent responsables envers leurs propres citoyens et envers les citoyens d'autres nations dans ce monde interdépendant que nous voulons voir se définir par la solidarité et une responsabilité commune. Nous savons qu'il est possible de réaliser cet objectif en veillant à l'application de politiques gouvernementales équitables, en accordant la priorité aux préoccupations et aux besoins des citoyens, en soutenant la démocratie et en utilisant les moyens à notre disposition pour la promouvoir lorsqu'elle est menacée».

*Rapport du SG soumis au Conseil de l'IS, Costa Rica, le 23-24 janvier 2012*

### Réunion du Comité, Buenos Aires, Argentine

Nous nous efforçons d'introduire une atmosphère de solidarité dans toutes nos réunions, discussions et événements. L'un des thèmes du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, que nous avons réuni à **Buenos Aires, Argentine, le 9-10 avril 2010**, s'intitulait «La solidarité en tant que pilier central de la social-démocratie». Évoquant les défis humanitaires résultant de catastrophes naturelles dans la région à l'époque, ce thème a souligné l'importance fondamentale de la solidarité entre nations et régions, pour traiter et résoudre les problèmes communs du monde.

Lors de la réunion, les leaders d'Haïti et du Chili sont intervenus pour parler de ce thème, compte-tenu des tremblements de terre dévastateurs qui ont sévi dans leurs pays.



Nous étions choqués et profondément attristés d'apprendre qu'un tremblement de terre, d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter, avait frappé la nation d'Haïti le 12 janvier 2010.

Cette tragédie a provoqué des dégâts considérables, avec plus de 100 000 morts et 300 000 blessés. Haïti est l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental et a récemment subi toute une série de catastrophes naturelles.

Le 27 février 2010, un peu plus d'un mois plus tard, nous avons été bouleversés d'apprendre qu'un tremblement de terre d'une magnitude de 8.8 sur l'échelle de Richter, avait frappé le **Chili**. Le tremblement de terre suivi de répliques sismiques et de tsunamis ont fait près de 500 morts et ravagé les terres et les infrastructures dans le sud et le centre du pays ainsi que les régions côtières.



Lors de la réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nous avons demandé à la communauté internationale d'intervenir le plus rapidement possible. Nous avons adopté une résolution sur Haïti en réaffirmant notre solidarité envers son peuple et en demandant la continuation du soutien pour la reconstruction du pays. La résolution a en outre exhorté les partis membres de l'IS à Haïti à renforcer leur stratégie d'unité avec d'autres forces politiques démocratiques dans le pays, afin de créer une nouvelle force politique favorisant le changement. Nous avons adopté une déclaration sur le Chili qui exprimait notre solidarité envers le peuple du Chili et saluait les efforts déployés par la '*Concertación*' pour s'assurer que le financement de la reconstruction soit rapide et équitable. Par ailleurs, nous nous sommes félicités du rôle important joué par la '*Concertación*' dans le gouvernement pour transformer la vie politique, économique et culturelle du Chili. Le Conseil a convenu d'une **Motion de solidarité avec le Brésil** à la suite des glissements de terrain récents qui avaient ravagé certaines régions de l'État de Rio de Janeiro, et fait des centaines de morts et de blessés.

Un tel engagement envers nos partenaires à travers le monde est absolument

vital. En temps de crise, on oublie parfois que les vies, les communautés et les nations sont interdépendants de multiples façons. L'appel lancé par l'Internationale Socialiste pour une «nouvelle culture de solidarité» cherche à renforcer ce message, non seulement dans notre travail politique mais également en temps de catastrophes, de transition ou en temps de besoin, pour parvenir à une communauté mondiale réellement humaine.

Le Comité de Buenos Aires a en outre approuvé une déclaration sur le Sommet de 2010 pour les États d'Amérique latine et de l'Europe. La déclaration a souligné que pour les socialistes et les sociaux-démocrates, les réponses à la crise financière ne peuvent pas être de nature purement économique, mais doivent également inclure des engagements pour une solidarité réelle dont les plus vulnérables et laisser pour compte pourront bénéficier.

«Ceci est un défi commun pour tous nos partis, que ce soit en Europe, en Amérique latine, en Asie ou en Afrique. Cela devrait nous amener à réfléchir ensemble afin de bâtir ensemble des solutions alternatives qui répondent aux attentes des citoyens».

Notre engagement pour la solidarité est visible dans toutes les questions significatives mondiales que j'ai traité ici, de notre réponse à la crise financière, les négociations au Moyen-Orient et se rassemblant pour l'objectif commun de l'atténuation du changement climatique.

Lors de la réunion de partis membres de la région méditerranéenne à **Madrid**, en **juin 2012**, j'ai constaté l'importance de ceci, faisant remarquer l'appel pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité allait être notre message principal lors du XXIV Congrès au Cap. Les socialistes avaient à présent donné le signal pour un changement de voie. Il y avait un agenda économique pour la croissance avec un agenda politique allant de pair. L'IS est une plateforme pour la convergence des valeurs et principes progressistes, et ceci se voit dans les activités de l'organisation.

La promotion de l'internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité requiert des objectifs ambitieux de notre part. La social-démocratie œuvre afin de créer un nouveau cadre international qui pourra relever les grands défis de

l'agenda mondial. Ce rapport fait aussi état d'autres questions comme la pauvreté et le VIH/SIDA que nous avons évoquées lors de notre réunion à **Vienne, au parlement autrichien, le 22 mai 2009**. Nous sommes convenus que la réponse aux problèmes de la pauvreté et du VIH/SIDA constituait un aspect fondamental de nos priorités.

Nous avons de nouveau centré le débat sur le VIH/SIDA à **Accra, Ghana**, où le Comité de l'IS sur la Cohésion sociale, la pauvreté et le VIH/SIDA s'est réuni le **24 mai 2010**. Lors de cette réunion, nous avons en outre réitéré l'importance d'un engagement renouvelé envers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Kwabena Adjei, président du Congrès national démocratique (le parti hôte) et vice-président du Comité, a souligné l'importance du thème de la réduction de la pauvreté, de la coopération et de la solidarité.



Il a été jugé impératif de ne pas nous contenter de trouver des solutions à court-terme, mais de prendre les mesures nécessaires en vue d'un changement permanent. Nous devons redoubler d'efforts pour trouver des solutions durables à la pauvreté et nous ne pouvons réaliser cet objectif qu'en travaillant ensemble avec un sentiment de responsabilité commune.

Léopold Gnininvi, secrétaire général de la CPDA du Togo, introduisant le thème des OMD, a souligné la nécessité d'un travail en équipe mondial plus poussé afin de concrétiser nos engagements pris. Les domaines clés à cet égard comprennent la faim, l'enseignement primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile, le VIH/SIDA et autres maladies, ainsi que le développement durable et l'emploi. Compte-tenu du rythme actuel des progrès et de la récente crise financière, les

participants ont convenu que les objectifs ciblés pour 2015, semblaient hors d'atteinte.

Kwabena Adjei a énuméré une série de mesures qui doivent être incluses dans les stratégies de réduction de la pauvreté afin d'avancer vers la réalisation des OMD. Notamment, l'adoption de politiques macro-économiques, structurelles et sociales adéquates, la gestion durable de l'environnement, l'octroi de droits de propriété aux pauvres, l'investissement dans les soins de santé, l'enseignement primaire et la formation en TI universels, le logement abordable, la modernisation de l'agriculture, l'investissement dans les infrastructures et le transport, les opportunités d'emploi, une meilleure déontologie, des salaires équitables, l'égalité entre les sexes, la bonne gouvernance, la paix, la résolution des conflits. La solidarité sous-tend tous ces objectifs, ainsi que le besoin de forger des partenariats internationaux durables. Le Comité a convenu que de telles mesures requéraient la volonté politique et la solidarité mondiale pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans le cadre de la XVII<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le SIDA qui a eu lieu à **Vienne, le 18-23 juillet 2010** nous avons organisé une réunion parallèle. Nous y avons souligné une fois de plus notre attachement à une approche collective dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Dans nos débats, nous avons souligné l'importance d'éliminer le fossé entre les riches et les pauvres. Dans le cas du VIH/SIDA, il y a un lien indiscutable entre la propagation de cette maladie et la pauvreté. Les sociaux-démocrates devraient



être les premiers à encourager et à promouvoir les contributions au Fonds mondial, conformément à la demande exprimée lors de la Conférence de Vienne sur le SIDA, afin d'atteindre le montant ciblé de 20 milliards d'USD et d'appuyer les mesures garantissant son utilisation efficace. Nous avons par ailleurs réfléchi au

diverses options pour mettre des médicaments moins chers à la disposition des pays pauvres.

Nous sommes convenus qu'il était indispensable pour les sociaux-démocrates engagés dans la lutte contre le SIDA, de réaffirmer le rôle de la politique à cet égard. Nous avons envisagé toute une série d'objectifs dont notamment la protection des droits des personnes atteintes du VIH/SIDA l'éradication de la discrimination basée sur le genre, la disponibilité de la planification familiale moderne, la sensibilisation et l'éducation dans ce domaine.

## Présidium, Nations unies, New York



La réunion annuelle du Présidium avec les Chefs d'État et du gouvernement a été organisée en conjonction avec l'Assemblée générale des Nations unies réunie au **siège des Nations unies à New York le 20 septembre 2010**. Soutenant le travail des Nations unies, les discussions se sont concentrées sur la Sommet pour les Objectifs du

Millénaire pour le développement (OMD), qui avait également lieu ce mois. En particulier, nous avons examiné la contribution du mouvement social-démocratique mondial à la réalisation des OMD et notre détermination de poursuivre tous les efforts pour atteindre cet objectif. Eliminer la pauvreté, la faim, les maladies l'exclusion, la dégradation de l'environnement et l'illettrisme, l'égalité des chances et la garantie des droits fondamentaux, sont les objectifs au cœur de notre identité et vision en tant que mouvement mondial.

Dans son allocution d'ouverture, George Papandréou a parlé de l'impact de la crise financière sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en soulignant qu'il ne fallait pas relâcher nos efforts pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils continuent à poursuivre les OMD malgré les coupes budgétaires.



Les OMD, a-t-il dit, devaient être poursuivis de façon globale et non individuelle. Bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines, il n'y avait eu que peu ou pas de progrès dans d'autres domaines. À cet égard, Mme Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili et secrétaire générale adjointe à la tête d'ONU-Femmes a lancé un appel à l'action visant à avancer les objectifs de l'égalité entre les sexes.



*Michelle Bachelet*

Des intervenants d'Afrique ont noté par ailleurs que les progrès inégaux accomplis dans la réalisation des ODM avaient engendré des résultats très disparates.

Les participants aux débats ont convenu que la réalisation des OMD dépendait de multiples facteurs. Tarja Halonen, Présidente de la Finlande à l'époque, y a fait allusion lorsqu'elle a évoqué les diverses dimensions des OMD, qui englobent des facteurs économiques, environnementaux et sociaux.



*Tarja Halonen*

D'autres mesures jugées impératives en vue d'une plus grande solidarité incluait une taxe mondiale sur les transactions financières telle que proposée par l'IS, et des mesures pour atténuer les effets du changement climatique.

Il a également été noté que les Objectifs du Millénaire pour le développement visaient à habilitier les gens dans le monde entier et nous avons réitéré le besoin de contribuer à leur

réalisation avec optimisme, en luttant contre l'intérêt personnel, le nationalisme et la politique de la peur.

## Rio+20

Le Sommet de la Terre tenu à Rio en 2012 a été l'événement le plus important après notre Congrès d'Athènes en 2008. Cet événement, au faite d'une vision collective et durable de l'avenir, intégrait toutes les composantes de l'œuvre de l'Internationale Socialiste. Le sommet traitait de questions comme l'éradication de la pauvreté, l'égalité des sexes, la protection de droits du travail, l'éducation et la social-démocratie, dans un cadre de cohésion sociale et politique durables. Le Sommet de la Terre de 2012 à Rio a lancé un nouvel appel en faveur de la solidarité et, fait important, avait le potentiel de motiver un auditoire mondial.



## RIO+20 United Nations Conference on Sustainable Development

Vingt ans après le Sommet mondial, les leaders mondiaux se sont de nouveau réunis afin de poursuivre leurs objectifs pour un avenir de développement durable et de prospérité mondiale. Cela a été une occasion historique. La veille du débat de haut niveau de la Conférence des Nations unies sur le Développement durable du **20-22 juin 2012**, nous avons organisé une réunion à l'intention des ministres et des délégués de notre famille politique afin de passer en revue les objectifs communs de notre organisation mondiale pour Rio+20.

Lors du Sommet de la Terre de 1992, le scénario envisagé dans nos projections sur une vingtaine d'années où «la terre serait préservée et les nations et les peuples se sentiraient plus proches les uns des autres» ne s'est pas encore réalisé. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire que la terre ait été préservée, et le fait que les nations du monde doivent travailler ensemble dans l'intérêt commun de la planète est un besoin qui se fait sentir de façon encore plus aiguë.

À Rio de Janeiro en 2012 nous voulions maintenant voir les gouvernements renouveler leur engagement politique envers le développement durable qui seul, pouvait permettre la protection environnementale et la prospérité économique à long-terme.

Les citoyens de nos pays, avons-nous dit, s'attendaient à un engagement très net de la part de Rio+20 en vertu duquel leurs gouvernements mèneraient une

politique de développement durable à tous les niveaux – économique, social et environnemental – ce qui requiert une approche conjointe et coordonnée de leur part. Le développement durable est au centre des préoccupations de l'IS. Notre mouvement mondial s'est engagé et a agi dans ces trois domaines clés en promouvant et en appliquant des politiques durables au niveau économique, social et environnemental.

Dans le programme de développement durable que nous cherchons à mettre en œuvre dans notre mouvement, nous n'avons jamais perdu de vue l'importance de l'éradication de la pauvreté, de la distribution équitable des ressources, de la préservation des possibilités d'emploi et de travail décent pour les personnes les plus vulnérables. Le soutien apporté aux pays en développement et notamment les efforts fournis pour surmonter les progrès inégaux en Afrique par exemple, ont fait partie de notre vision d'un système économique mondial plus juste. L'investissement dans l'économie verte est essentiel pour la création d'emplois tout en préservant un avenir plus durable pour la planète. Nos partis membres ont fait de grands progrès dans le domaine de la protection sociale, de l'accès universel aux soins de santé et à l'enseignement, et de la réduction de la pauvreté conformément aux Objectifs de développement du millénaire. Une partie de cette tâche consiste à réduire les inégalités et l'exclusion sociale, et d'offrir de nouvelles possibilités aux gens pour réaliser leur potentiel. Il faut garantir l'égalité entre les sexes et les droits des femmes, notamment leurs droits génésiques. Il est inacceptable que les femmes jouent un rôle de premier plan dans le développement tout en étant marginalisées et sous-représentées dans de nombreux pays. Il est essentiel d'assurer le respect des droits de la personne qui inclut notamment, l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base, ainsi que la sécurité alimentaire et les efforts fournis pour libérer l'humanité de la famine.

Rio+20 n'a malheureusement pas produit les résultats escomptés, malgré nos attentes. Pour notre part, nous sommes convenus dans nos discussions à Rio que nous continuerons à lutter sans trêve dans nos politiques pour le développement durable en suivant l'exemple de plusieurs de nos membres qui nous ont inspirés et nous ont permis de mieux cerner la tâche qui nous attendait. Nous agissons de la sorte en tant que partis politiques attachés à la démocratie, au respect des libertés et des droits et à la résolution pacifique des conflits, des valeurs qui sont toutes indissolublement liées à la poursuite du développement durable. Dans cette optique, nous allons continuer nos efforts multilatéraux pour atteindre ces objectifs au travers d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité que cette époque et ces défis rendent nécessaires.

## Autonomiser notre Internationale



*Eero Heinäluoma, SDP Finland*

La réunion du Conseil au Costa Rica a adopté le rapport du groupe de travail sur la réforme de l'IS, présidé par Eero Heinäluoma (SDP, Finlande), Beatriz Paredes (PRI, Mexique) et Nouzha Chekrouni (USFP, Maroc), tous vice-présidents de l'IS.

Le groupe de travail était ouvert à tous les partis membres de l'IS. Il a tenu des réunions à Genève, en septembre 2011, et à

Marrakech, en décembre 2011, et a présenté ses conclusions à la réunion du Conseil à San José.

Ce rapport reconnaît le rôle et la pertinence de l'Internationale pour toutes les régions, et la perspective mondiale tout à fait unique qui caractérise son travail basé sur son évolution historique et son implication dans les divers problèmes du monde.

Un certain nombre de buts et d'objectifs ont été établis afin d'optimiser et de renforcer le travail de l'Internationale Socialiste et de ses divers organismes, le fonctionnement de ses comités, le travail du Conseil, les communications, la coordination, et autres domaines, afin que, forts de notre savoir-faire, nous puissions ensemble donner plus de moyens d'action à notre Internationale pour affronter l'avenir.



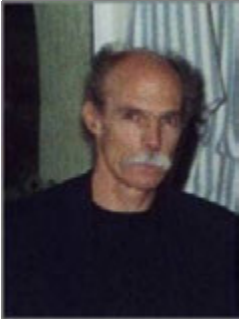
## IN MEMORIAM

### *Raúl Alfonsín*



Nous avons été profondément attristés de la perte de l'ancien Président d'Argentine Raúl Alfonsín, l'un des leaders les plus respectés en Amérique latine et un grand champion des libertés démocratiques, qui est mort d'un cancer aux poumons le 31 mars 2009 à l'âge de 82 ans. Alfonsín s'est tout d'abord démarqué comme l'un des seuls politiciens qui avait osé dénoncer le gouvernement militaire qui avait renversé Isabel Perón en 1976. Il a lancé plusieurs initiatives basées sur les droits de la personne et il était à la fois président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS et l'un des vice-présidents de l'Internationale Socialiste. Il laissera assurément le souvenir de son engagement indéfectible vis à vis des principes et des valeurs de l'Internationale Socialiste.

### *Douglas W. Payne*



Nous avons pleuré la perte de Doug Payne, l'un de nos collaborateurs de longue date, associé à de nombreuses activités de l'Internationale Socialiste, qui a perdu la bataille contre le cancer en juillet 2009. Doug était actif dans les initiatives pro-démocratiques en Amérique latine et aux Caraïbes, où il a participé à de nombreuses missions de l'IS et s'est engagé par la suite dans les activités de l'organisation dans la région d'Asie Pacifique. On se souviendra de lui pour sa compassion, sa compréhension de la politique internationale et son sens de l'humour aiguisé.

### *Svend Auken*



C'est avec un profond regret que nous avons appris le décès de Svend Auken, ancien leader du parti social-démocrate danois et ancien vice-président. Auken a perdu sa bataille contre le cancer le 4 août 2009 à l'âge de 66 ans. Il était renommé pour son travail sur les questions environnementales et pour avoir servi de porte-parole des Affaires européennes pour son parti. Ses amis et anciens collègues dans le monde entier se souviennent avec gratitude de son plein appui à notre mouvement.

### **Michael Foot**



Nous avons été bouleversés par la mort de Michael Foot, ancien leader du parti travailliste, qui est décédé le 3 mars 2010 à l'âge de 96 ans. Michael Foot était très admiré et le fait que des gens de tous bords politiques aient rendu hommage à sa mémoire rend témoignage à un homme dont la sincérité et le sens des principes transcendaient les clivages politiques. Il s'est élevé contre les maux du fascisme, et a fait campagne contre les armes nucléaires, demeurant toute sa vie un fervent défenseur des principes de la paix, de la liberté et de la justice sociale. Il va beaucoup nous manquer.

### **Girija Prasad Koirala**



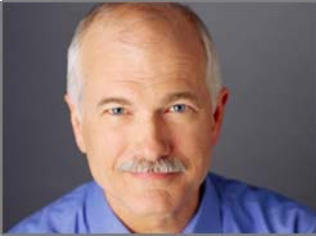
Nous avons rendu hommage à la vie et aux grandes réalisations de Girija Prasad Koirala, ancien premier ministre du Népal, président du parti du Congrès népalais, et membre de l'IS au Népal, qui est mort le 19 mars 2010, à l'âge de 85 ans. Acteur politique pendant plus de soixante ans, il a été emprisonné et exilé à de nombreuses reprises à cause de ses opinions démocratiques. Son rôle en tant qu'artisan de l'accord de paix global (APG) de 2006 qui a mis un terme à une décennie de violence et d'insurrections maoïstes est une réalisation remarquable qui nous laissera un héritage permanent.

### **Paulo Jorge**



Nous avons pleuré la perte de Paulo Teixeira Jorge qui est décédé le 26 juin 2010 à Luanda. Paulo Jorge un ressortissant angolais, avait été désigné pour mener les pourparlers avec le Portugal en vue de l'indépendance de l'Angola et il était l'un des artisans des Accords d'Alvor qui ont été signés en 1975. Il est devenu secrétaire aux Affaires étrangères du Président de la République et, par la suite, Ministre des Affaires étrangères, secrétaire MPLA des relations internationales et député. Jorge a rejoint l'Internationale Socialiste en 1996. Sa dignité, son sens de la camaraderie, son amitié et son humour nous manqueront beaucoup.

### **Jack Layton**



La disparation de Jack Layton le 22 août 2011, d'un cancer, a été une grande perte pour son parti, le Canada et notre mouvement mondial. Devenu leader du Nouveau Parti Démocratique (NPD) en 2003, ses politiques ont fait pratiquement doubler les voix en un an. Sous sa direction le NPD est devenu l'opposition officielle du pays en 2011 avec un soutien national écrasant. Jack partageait les principes et la vision de l'IS et son esprit infatigable ainsi que sa foi dans la justice sociale et les soins de santé universels, nous ont inspirés et motivés. On se souviendra de lui pour toutes ces valeurs et comme un véritable homme politique pour le peuple.

### **Cuahtémoc Sandoval Ramírez**



Nous avons été grandement affligés de la perte de Cuahtémoc Sandoval Ramírez, qui est décédé le 22 Février 2012. Cuahtémoc travaillait dans l'État mexicain du Guerrero en tant que secrétaire à la Migration et aux Affaires internationales du gouvernement de l'État. Il participait régulièrement aux réunions de l'IS au nom du Parti de la révolution démocratique (PRD), dont il était membre fondateur. Il manquera beaucoup à de nombreuses personnes au sein de notre famille politique mondiale.

### **John Atta Mills**



Nous avons été profondément attristés d'apprendre que le Président John Atta Mills du Ghana est décédé le 24 juillet 2012. Le Président Atta Mills était un authentique démocrate, avec un engagement indéfectible envers les valeurs de l'Internationale Socialiste et envers son parti, le *Congrès démocratique national* (NDC). Sous sa présidence, le Ghana est devenu un pays plus libre et prospère qui offrait aux citoyens plus d'opportunités. Il a légué au Ghana un niveau de développement économique et social grandissant, et un modèle de démocratie remarquable pour l'Afrique et le monde entier.

## **ACTIVITÉS MENÉES AU COURS DE LA PÉRIODE INTER- CONGRÈS ET PARTICIPATION À D'AUTRES ÉVÉNEMENTS CONNEXES**

XXIIIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE,  
Athènes, Grèce | 30 juin-2 juillet 2008 – Le courage de faire la différence

Participation au Congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE),  
Madrid | 4-6 juillet 2008

Séminaire de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS,  
Saint-Pétersbourg | 14-15 juillet 2008

Participation au colloque Symi, Grèce | 18 juillet 2008

Réunions au Chili avec l'ancien et l'actuel Président de la République et les leaders des  
partis | 7 août 2008

Participation à l'inauguration du Président Fernando Lugo, Paraguay | 15 août 2008

Participation à la Convention nationale démocratique,  
Denver, États-Unis | 24-27 août 2008

Réunion de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS,  
Stockholm | 5-6 septembre 2008

Rencontres avec le président de l'IS, Athènes | 10 septembre 2008

Rencontres avec le président du Comité des Finances et de l'Administration de l'IS et du  
SPD, Helsinki | 12 septembre 2008

Rencontre avec la direction du parti socialiste,  
Mons, Belgique | 16 septembre 2008

Participation à la Conférence du Parti travailliste de Grande-Bretagne,  
Manchester | 22-24 septembre 2008

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'État et du gouvernement, Nations Unies,  
New York | 26 septembre 2008

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS,  
Vienne | 3 novembre 2008



Participation à un séminaire organisé par la Fondation Jean-Jaurès,  
France | 13 novembre 2008

Participation au Congrès du Parti socialiste français, Reims | 14 novembre 2008

Réunion du Comité Ethique de l'IS, Vallarta, Mexique | 16 novembre 2008

Réunion du Comité des Finances et de l'Administration de l'IS, Vallarta,  
Mexique | 16 novembre 2008

Réunion du Présidium de l'Internationale Socialiste, Vallarta,  
Mexique | 16 novembre 2008

Conseil de l'Internationale Socialiste, Vallarta,  
Mexique | 17-18 novembre 2008 – Une réponse globale sociale-démocrate à la crise  
financière mondiale.

L'IS invitée à titre d'observateur des élections locales et régionales,  
Venezuela | 23 novembre 2008

Participation à la réunion présidentielle du PSE, Madrid | 30 novembre 2008

Participation au Conseil PSE, Madrid | 1-2 décembre 2008

Délégation de l'IS chargée d'observer les élections présidentielles et législatives,  
Ghana | 7 décembre 2008

Rencontre avec le secrétaire général de SAMAK, Copenhague | 10 décembre 2008

Rencontres avec le Président et le ministre des Affaires étrangères,  
Afrique du Sud | 16 décembre 2008

Rencontre avec Morgan Tsvangirai au Botswana | 18 décembre 2008

Participation à un événement de la Fondation Jean-Jaurès, Paris | 13 janvier 2009

Participation à la réunion de Policy Network, Londres | 28 janvier 2009

Observation du référendum au Venezuela | 15 février 2009

Réunion de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS, le Cap | 2 mars 2009

Participation à la Célébration de la Journée de l'indépendance, Ghana | 5 mars 2009

Délégation chargée d'observer les élections à El Salvador | 15 mars 2009

Participation à la conférence du PRD, Saint Domingue,  
République dominicaine | 17 mars 2009

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS,  
Antigua Guatemala | 23-24 mars 2009

Participation à la Conférence sur la Gouvernance mondiale,  
Viña del Mar | 27-28 mars 2009

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS,  
New York | 31 mars 2009

Participation à l'enterrement de Raul Alfonsín | 2 avril 2009

Réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de  
l'IS, Londres | 6 avril 2009

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire de l'IS,  
Genève | 16-17 avril 2009

Réunion du Comité sur le Désarmement de l'IS, Berlin | 21 avril 2009

Participation à la réunion PSE, Toulouse | 24 avril 2009

Participation au Sommet sur le changement climatique à Athènes | 12 mai 2009

Réunion de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS,  
Pékin | 15 mai 2009

Réunion du Comité sur la Cohésion sociale, la pauvreté et le VIH/SIDA de l'IS,  
Vienne | 22 mai 2009

Participation de l'IS au rassemblement pour commémorer l'anniversaire de  
l'indépendance, Accra, Ghana | 10 juin 2009

Réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de  
l'IS, Stockholm | 11-12 juin 2009

Réunions avec le PSOE, Madrid | 16 juin 2009

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Dakar | 19-20 juin 2009

Participation au Congrès du Parti Une Russie Juste | 24-25 juin 2009

Réunion du Comité Ethique de l'IS, Budva, Monténégro | 28 juin 2009

Réunion du Comité sur les Finances et l'Administration de l'IS,  
Budva, Monténégro | 28 juin 2009

Réunion du Présidium de l'IS, Budva, Monténégro | 28 juin 2009

Conseil de l'Internationale Socialiste, Budva, Monténégro | 29-30 juin 2009 – Travailler pour un nouveau cadre global pour l'économie mondiale, la paix et la sécurité, la démocratie et l'environnement.

Participation au Symposium Symi, Skiathos, Grèce | 12 juillet 2009

Participation au Congrès du PRD, République dominicaine | 19 juillet 2009

Participation à la Conférence du Parti travailliste australien | 30 juillet 2009

Participation au Congrès général de Fatah, Bethléem | 3-6 août 2009

Participation à l'enterrement de Svend Auken | 10 août 2009

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS,  
New York | 21 septembre 2009

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'État et du gouvernement, Nations Unies,  
New York | 23 septembre 2009 – présentation du rapport de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS « D'une économie à haute teneur en carbone vers une société à faible teneur en carbone »

Participation à la Conférence du Parti travailliste de Grande-Bretagne,  
Brighton | 28 septembre 2009

Présence de l'IS au cours des élections grecques | 4 octobre 2009

Réunion du Comité de l'IS sur la Méditerranée, Barcelone | 5-6 octobre 2009

Participation à la conférence de l'Union Socialiste des forces populaires (USFP) au Maroc (El-Yazghi) | 19 octobre 2009

Participation au Congrès du Parti social-démocrate suédois (SAP),  
Suède | 28 octobre-1 novembre 2009

Réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de l'IS, OIT Genève | 5-6 novembre 2009

Participation au Congrès du SPD, Dresden | 13-15 novembre 2009

Rencontre avec le président du Comité des Finances et de l'Administration de l'IS, Helsinki | 14 novembre 2009

Réunion du Comité sur le Désarmement de l'IS, New York | 17 novembre 2009

Réunion du Comité Ethique de l'IS, Saint Domingue | 22 novembre 2009

Réunion du Comité sur les Finances et l'Administration de l'IS,  
Saint Domingue | 22 novembre 2009

Réunion du Présidium de l'IS, Saint Domingue | 22 novembre 2009

Conseil de L'internationale Socialiste, Saint Domingue | 23-24 novembre 2009 – A un moment crucial pour un futur durable: la voie social-démocrate.

Participation au Congrès et au dîner des leaders du PSE, Prague | 6-7 décembre 2009

Participation au Sommet de la COP 15, Copenhague | 7-18 décembre 2009

Élections au Chili | 13 décembre 2009 & 17 janvier 2010

Mission de l'IS au Venezuela | 20-23 janvier 2010

Participation au Sommet de Delhi sur le développement durable, Inde | 5-6 février 2010

Participation à la Conférence sur la Gouvernance progressiste, Londres | 19 février 2010

Participation au Congrès du PS (Argentine), Buenos Aires | 13 mars 2010

Participation à la réunion des leaders et des premiers ministres du PSE,  
Bruxelles | 25 mars 2010

Participation au Congrès de la IUSY, Stockholm | 26 mars 2010

Réunion des députés de l'IS, 122<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Bangkok | 27 mars 2010

Réunion du Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'IS,  
Buenos Aires | 9-10 avril 2010

Participation à la Conférence sur le changement climatique organisée par le Parti Une  
Russie Juste, Moscou | 29 avril 2010

Participation à l'inauguration de la Présidente Laura Chinchilla, Costa Rica | 8 mai 2010

Rencontre avec Oscar Arias, ancien Président du Costa Rica | 9 mai 2010

Réunion entre les représentants des trois internationales politiques et 25<sup>e</sup> anniversaire de  
l'Institut démocratique international (IDN), Washington DC | 10 mai 2010

Réunion du Comité sur la Pauvreté, la cohésion sociale et le VIH/SIDA de l'IS, Accra | 24 mai 2010

Participation au Congrès du SDP Finlande, Helsinki | 26 mai 2010

Réunion du Comité de l'Europe du Sud-Est de l'IS, Tirana | 29 mai 2010

Réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de l'IS, Moscou | 4 juin 2010

Participation au Congrès de Samak, Helsingör, Danemark | 7 juin 2010

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire de l'IS, Erevan | 11-12 juin 2010

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS, New York | 19 juin 2010

Réunion du Comité Ethique de l'IS, New York | 20 juin 2010

Réunion du Comité sur les Finances et l'Administration de l'IS, New York | 20 juin 2010

Réunion du Présidium de l'IS, New York | 20 juin 2010

Conseil de L'internationale Socialiste, Nations Unies, New York | 21-22 juin 2010

Participation au séminaire du SAP, Bommersvik, Suède | 28 juin 2010

Participation à l'enterrement de Paulo Jorge, Luanda, Angola | 1 juillet 2010

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS, Poros, Grèce | 22 juillet 2010

Réunion parallèle de l'IS à la Conférence sur le SIDA 2010, Vienne | 22 juillet 2010

Réunions avec le Président et le Ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, Bakou | 28-30 juillet 2010

Rencontres à Paris avec les responsables de l'OCDE, Pierre Mauroy, et le PS, Paris | 14-15 septembre 2010

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'État et du gouvernement, Nations Unies, New York | 20 septembre 2010

Délégation de l'IS chargée d'observer les élections au Venezuela | 26 septembre 2010

Réunion des députés de l'IS au 123<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Genève | 5 octobre 2010

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire de l'IS,  
Bakou | 11-12 octobre 2010

Participation au rassemblement électoral du Parti démocrate de la Moldavie,  
Chisinau | 17 octobre 2010

Rencontre avec Piero Fassino et le PD, Rome | 22 octobre 2010

Réunion du Comité sur le Désarmement de l'IS, Moscou | 3 novembre 2010

Réunion du Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de  
l'IS, Paris | 13 novembre 2010

Réunion du Comité Ethique de l'IS, OCDE, Paris | 14 novembre 2010

Réunion du Comité des Finances et l'Administration de l'IS, OCDE,  
Paris | 14 novembre 2010

Conseil de l'Internationale Socialiste, OCDE, Paris | 15-16 novembre 2010 – économie  
mondiale- changement climatique - résolution des conflits

Réunion de la Commission pour une Société mondiale durable de l'IS,  
Mexico | 26-27 novembre 2010

Participation au Conseil du PSE, Varsovie | 2 décembre 2010

Participation à l'inauguration du Président Alpha Condé, Guinée | 21 décembre 2010

Rencontres avec les leaders du parti au Chili | 13 janvier 2011

Visite en Belarus | 18-20 janvier 2011

Participation à la célébration du centenaire de la naissance de Bruno Kreisky,  
Vienne | 20-22 janvier 2011

Participation à l'événement organisé par la Fondation Jean- Jaurès | 25 janvier 2011

Réunions avec les leaders du Parti travailliste néerlandais,  
Amsterdam | 26-27 janvier 2011

Rencontres avec le président de l'IS et le PASOK, Athènes | 6-10 février 2011

Participation au Congrès du Parti travailliste mauricien et rencontre avec le Premier  
ministre, Port Louis | 16-19 février 2011

Réunions avec les leaders de l'ANC, Afrique du Sud | 20-22 février 2011

Participation à la réunion présidentielle du PSE, Bruxelles | 24 février 2011

Rencontres avec le parti du Congrès, Inde | 1-4 mars 2011

Participation à une réunion des leaders du PSE, Athènes | 5-6 mars 2011

Réunion du Comité Ethique de l'IS, Londres | 5 mars 2011

Rencontres avec le président du Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'IS, Panama | 13-16 mars 2011

Réunion du Présidium de l'IS, Athènes | 19 mars 2011

Participation au Congrès du SAP, Stockholm | 25-27 mars 2011

Participation au Congrès du parti socialiste portugais, Porto | 8-10 avril 2011

Réunion des députés de l'IS à la 124<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Panama City | 16 avril 2011

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire de l'IS, Almaty | 2-3 mai 2011

Participation au Congrès du Parti socialiste du Chili et rencontres avec les partis membres | 6-11 mai 2011

Participation à une conférence de Policy Network, Oslo | 12-13 mai 2011

Réunion du Comité Asie-Pacifique de l'IS, Manille | 20-21 mai 2011

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS, Bucaramanga, Colombie | 30-31 mai 2011

Participation au Congrès du SDP, Monténégro | 3 juin 2011

Réunion du Comité de l'IS sur le Moyen-Orient, Tel Aviv & Ramallah | 9-10 juin 2011

Rencontres avec le SDP finlandais et le président du Comité pour les Finances et l'Administration, de l'IS, Helsinki | 16-17 juin 2011

Réunion du Comité Ethique de l'IS, Athènes | 30 juin 2011

Réunion du Comité pour les Finances et l'Administration de l'IS, Athènes | 30 juin 2011

Réunion du Présidium de l'IS, Athènes | 30 juin 2011

Conseil de l'Internationale Socialiste, Athènes, Grèce | 1-2 juillet 2011

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Windhoek | 29-30 juillet 2011

Délégation de l'IS au Cameroun – rencontres avec des hauts fonctionnaires, des partis de l'opposition et des autorités électorales | 9-11 août 2011

Réunions au Costa Rica afin de préparer le Conseil de l'IS | 14-19 août 2011

Réunions avec le PRD, République dominicaine | 29-30 août 2011

Participation au Congrès du Parti travailliste démocrate brésilien (PDT),  
Brésil | 1 septembre 2011

Réunions tenues avec le président de l'IS et PASOK, Athènes | 5-7 septembre 2011

Rencontre avec le co-président du groupe de travail de l'IS sur la réforme,  
Helsinki | 9 septembre 2011

Réunion du groupe de travail de l'IS sur la réforme, Genève | 12 septembre 2011

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'État et du gouvernement, Nations Unies,  
New York | 23 septembre 2011

Réunion du Comité Asie-Pacifique de l'IS, Oulan-Bator | 7-8 octobre 2011

Délégation d'observateurs mobilisés pour les élections présidentielles au Cameroun | 9-12  
octobre 2011

Réunion de députés de l'IS à la 125<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Berne | 17 octobre 2011

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS, Porto Alegre,  
Brésil | 24-25 octobre 2011

Réunion du Comité spécial sur le monde arabe de l'IS, Crète | 28-29 octobre 2011

Réunion de la Commission pour Société mondiale durable de l'IS,  
Johannesburg | 30-31 octobre 2011

Réunions avec le président de l'IS et PASOK, Athènes | 8-11 novembre 2011

Réunions avec le parti socialiste français, Paris | 12-14 novembre 2011

Réunions concernant le Comité pour les Finances et l'Administration de l'IS et le groupe de  
travail de l'IS sur la réforme, Helsinki | 17-18 novembre 2011

Participation au Conseil du PSE, Bruxelles | 24-26 novembre 2011

Participation à la COP17 et à la Réunion des ministres et des représentants du  
gouvernement des partis membres de l'IS, Durban | 7-9 décembre



Réunion du groupe de travail de l'IS sur la réforme, Marrakech | 12 décembre 2011

Réunions avec les partis membres, Chili | 5-6 janvier 2012

Participation à la célébration du centenaire de l'ANC, Bloemfontein | 7-9 janvier 2012

Comité sur la Politique économique, le travail et les ressources nationales de l'IS, Rabat | 9-10 janvier 2012

Réunion du Présidium de l'IS, San José | 22 janvier 2012

Réunion du Comité Ethique de l'IS, San José | 22 janvier 2012

Réunion du Comité pour les Finances et l'Administration de l'IS, San José | 22 janvier 2012

Conseil de l'Internationale Socialiste, San José, Costa Rica | 23-24 janvier 2012

Participation au Congrès du PSOE , Séville | 3-5 février 2012

Délégation d'observateurs de l'IS des élections primaires au Venezuela | 10-15 février 2012

Participation à la campagne électorale du Parti socialiste sénégalais | 20-21 février 2012

Participation au Congrès du Parti populaire républicain (CHP), Ankara | 26 février 2012

Rencontres avec les leaders du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), République dominicaine | 1-2 mars 2012

Réunions avec le Premier ministre et le Parti national du peuple, Jamaïque | 3-5 mars 2012

Rencontres avec le président de l'IS et PASOK, Athènes | 9-11 mars 2012

Délégation de l'IS au Yémen: réunions avec le président, le gouvernement et des partis politiques | 18-20 mars 2012

Réunion du Comité spécial sur le monde arabe de l'IS, Istanbul | 23-24 mars 2012

Rencontres avec le Gouvernement et les leaders du parti en Tanzanie et en Zambie | 27-31 mars 2012

Réunion de députés de l'IS à la 126<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Kampala | 2 avril 2012

Réunion de la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS, Nations Unies, New York | 4 avril 2012

Rencontres avec le Président et le Parti du peuple pakistanais (PPP), Pakistan | 22-23 avril 2012

Rencontres avec les leaders de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) en Birmanie | 25-29 avril 2012

Participation au Congrès d'EDEK, Chypre | 5-6 mai 2012

Réunion avec le Président de l'IS, Athènes | 10-11 mai 2012

Réunions préparatoires pour le Congrès de l'IS, Afrique du Sud | 12-15 mai 2012

Délégation d'observateurs mobilisés pour les élections présidentielles en République dominicaine | 18-21 mai 2012

Participation à la réunion des leaders du PSE, Bruxelles | 23 mai 2012

Participation au Congrès finlandais du SDP, Helsinki | 24-25 mai 2012

Réunion du Comité Méditerranée de l'IS, Madrid | 5 juin 2012

Participation à une soirée électorale du parti socialiste français, Paris | 10-11 juin 2012

Participation au Congrès du Parti démocrate de Moldova, Chisinau | 16 juin 2012

Réunion de Ministres de l'environnement de l'IS et participation à la Conférence de Rio+20 sur le développement durable, Rio de Janeiro | 19-21 juin 2012

Participation à la manifestation commémorative du Parti socialiste portugais à l'occasion du 40ème anniversaire du Parti dans l'Internationale Socialiste, Lisbonne | 26 juin 2012

Réunions avec le président de l'IS et leaders de partis membres de l'IS, Bruxelles | 28 juin 2012

Observation des élections mexicaines | 1-3 juillet 2012

Réunion des leaders de partis membres de l'IS aux Balkans, Thessaloniki | 12 juillet 2012

Réunion sur la Crise financière mondiale à Samos, Grèce | 19 juillet 2012

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer noire de l'IS, Chisinau | 23-24 juillet 2012

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Praia, Cap-Vert | 30-31 juillet 2012

Réunion du Comité Ethique de l'IS, le Cap | 28 août 2012

Réunion du Comité pour les Finances et l'Administration de l'IS, le Cap | 28 août 2012

Réunion du Présidium de l'IS, le Cap | 29 août 2012

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste, le Cap | 29 août 2012

XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE,  
le Cap, Afrique du Sud | 30 août-1 septembre 2012 – Pour un nouvel internationalisme et  
une nouvelle culture de solidarité

---



INTERNATIONALE SOCIALISTE



Publié par  
l'Internationale Socialiste  
Maritime House  
Old Town, Clapham  
Londres SW4 0JW  
Royaume-Uni